







MÉMOIRES DE  
LA SOCIÉTÉ ROYALE  
DU CANADA

SECTION I

Littérature, histoire, archéologie, sociologie, économie politique,  
et sujets connexes, en français

TROISIÈME SÉRIE—TOME XLVII—SECTION I

SÉANCE DE JUIN 1953



TRANSACTIONS OF  
THE ROYAL SOCIETY  
OF CANADA

SECTION II

Literature, History, Archaeology, Sociology, Political Economy,  
and Allied Subjects, in English

THIRD SERIES—VOLUME XLVII—SECTION II

MEETING OF JUNE, 1953

## TABLE DES MATIÈRES

### SECTION I



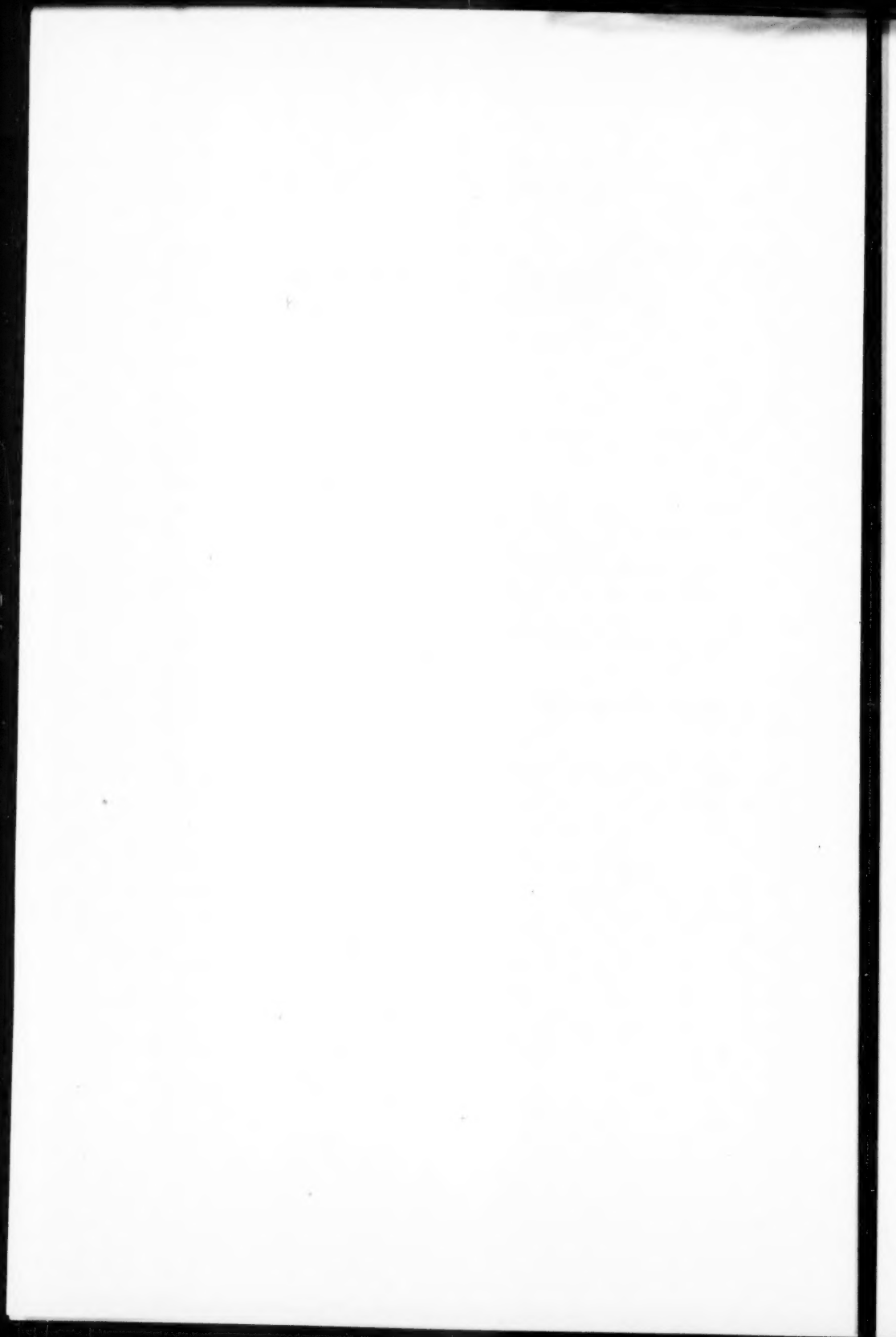
<i>Cadieux et sa complainte.</i>	Par LOUVIGNY DE MONTIGNY . . .	1
<i>Le Rôle économique, social et culturel de l'artisanat.</i>	Par PAUL RIOU et JEAN-MARIE GAUVREAU, M.S.R.C. . . . .	33
<i>Le Musée de Montréal.</i>	Par VICTOR MORIN, M.S.R.C. . . . .	57

## TABLE OF CONTENTS

### SECTION II



<i>The Canadian University.</i> Presidential Address, by A. R. M. LOWER, F.R.S.C. . . . .	1
<i>Technical Assistance and Economic Aid through the United Nations.</i> By F. R. SCOTT, F.R.S.C. . . . .	17
<i>The Colombo Plan: Two Years' Experience.</i> By R. A. MACKAY, F.R.S.C., and A. E. RITCHIE . . . . .	33
<i>Some Threads in the Web of Geography.</i> By CARLETON STANLEY, F.R.S.C. . . . .	49
<i>"Modernism" in the Cambridge Platonists.</i> By H. L. STEWART, F.R.S.C. . . . .	61
<i>Jung's Interpretation of Religion.</i> By JAMES S. THOMSON, F.R.S.C. . . . .	69





## Cadieux et sa complainte

LOUVIGNY DE MONTIGNY

Présenté par ADRIEN PLOUFFE, M.S.R.C.

DE la complainte de Cadieux, l'une des plus populaires chansons qui soient en réalité de notre terroir, il existe, notamment au Musée National à Ottawa et aux Archives de Folklore à Québec, plusieurs versions qui diffèrent plus ou moins les unes des autres. Elles rapportent toutes, cependant, la même aventure d'un certain Cadieux qui, à l'époque où les Iroquois s'attaquaient aux Français voyageant par la rivière des Outaouais, se serait sacrifié en attirant vers lui des maraudeurs sauvages, afin de permettre à ses compagnons de s'échapper en se lançant dans les rapides des Sept-Chutes où la Sainte Vierge serait venue diriger leur canot. Resté seul dans la grande île du Calumet, Cadieux y serait mort de blessures et d'épuisement; et des canotiers d'Oka, partis trop tard à sa rescousse, auraient aperçu une croix de branches qui leur indiqua la cadavre de leur ami, dans une cavité du sol qu'il aurait creusée lui-même, et retenant sur sa poitrine un feuillet d'écorce où le héros de cette histoire aurait écrit son « chant de mort ».

Sauf erreur, ces différentes versions restent manuscrites. Un texte de la complainte parut dans l'étude de mœurs que Joseph-Charles Taché intitula « Forestiers et Voyageurs » et que les *Soirées Canadiennes*, éditées à Québec, publièrent en entier dans leur volume de 1863. En cette même année 1863, dans le premier volume du *Foyer Canadien*, également édité à Québec, parut une étude de F.-A.-H. La Rue, sur *Les Chansons populaires et historiques du Canada*, qui contient une version de la complainte de Cadieux. Le texte rapporté par La Rue ressemble fort à celui de Taché. Comme ils furent tous deux imprimés la même année, il faudrait chercher lequel est antérieur à l'autre. En tout cas, ils se rapprochent beaucoup l'un de l'autre; la plupart des vers sont textuellement les mêmes dans les deux versions, si bien que l'une semble la réfection de l'autre, quoique celle de Taché compte onze couplets, tandis que celle de La Rue en compte seulement neuf.

Notre propos n'est aucunement de déterminer laquelle de ces deux versions Taché et La Rue a été publiée la première. Nous désirons

plutôt rechercher la source de cette plainte, puis en identifier autant que possible le sujet. Pour ce dessein, le texte que nous reproduisons, des « Forestiers et Voyageurs », en vaut certainement un autre :

Petit-Rocher de la Haute-Montagne,  
Je viens finir ici cette campagne !  
Ah ! doux échos, entendez mes soupirs,  
En languissant je vais bientôt mourir !

Petits oiseaux, vos douces harmonies,  
Quand vous chantez, me rattache' à la vie :  
Ah ! si j'avais des ailes comme vous,  
Je s'rais heureux avant qu'il fut deux jours !

Seul en ces bois, que j'ai eu de soucis,  
Pensant toujours à mes si chers amis;  
Je demandais : hélas ! sont-ils noyés ?  
Les Iroquois les auraient-ils tués ?

Un de ces jours que m'étant éloigné,  
En revenant je vis une fumée;  
Je me suis dit : Ah ! Grand Dieu qu'est ceci ?  
Les Iroquois m'ont-ils pris mon logis ?

Je me suis mis un peu à l'ambassade,  
Afin de voir si c'était embuscade;  
Alors je vis trois visages français,  
M'ont mis le cœur d'une trop grande joie !

Mes genoux plient, ma faible voix s'arrête;  
Je tombe. . . Hélas ! à partir ils s'apprêtent :  
Je reste seul. . . Pas un qui me console,  
Quand la mort vient par un si grand désolé !

Un loup hurlant vint près de ma cabane  
Voir si mon feu n'avait plus de boucaner;  
Je lui ai dit : Retire-toi d'ici;  
Car, par ma foi, je perc'rai ton habit !

Un noir corbeau, volant à l'aventure,  
Vint se percher tout près de ma toiture;  
Je lui ai dit : Mangeur de chair humaine,  
Va-t'en chercher autre viand' que la mienne.

Va-t'en là-bas, dans ces bois et marais,  
Tu trouveras plusieurs corps iroquois :  
Tu trouveras des chairs, aussi des os;  
Va-t'en plus loin, laisse-moi en repos !

Rossignolet, va dire à ma maîtresse,  
 A mes enfants qu'un adieu je leur laisse,  
 Que j'ai gardé mon amour et ma foi  
 Et désormais faut renoncer à moi !

C'est donc ici que le mond' m'abandonne,  
 Mais j'ai secours en vous, Sauveur des hommes !  
 Très Sainte Vierge, ah ! m'abandonnez pas,  
 Permettez-moi d'mourir entre vos bras !

Alors que La Rue se contente de déclarer que sa version est une variante recueillie à la Rivière-Rouge, Taché ajoute à la sienne une longue narration, qu'il met dans la bouche du vieux conteur Michel Morache, de la merveilleuse aventure dont Cadieux fut à la fois le héros et la victime, ainsi que des circonstances dans lesquelles le voyageur mourant composa sa complainte.

De son côté, Ernest Gagnon établit la mélodie de *Petit-Rocher de la Haute-Montagne*, pour l'insérer (avec la narration rapportée deux ans auparavant par Taché) dans ses *Chansons populaires du Canada*, publiées à Québec en 1865. Et Gagnon croit devoir justifier cette reproduction du long récit attribué par Taché au père Michel, en déclarant lui-même et dès le début : « La complainte qu'on va lire a été composée dans des circonstances vraiment extraordinaires et qui méritent d'être connues du lecteur. »

La source de cette chanson est vraiment extraordinaire; elle présente en même temps un aspect si naturel et si humain, pour ne rien dire de son élément poétique et pittoresque, qu'elle suffit à inciter un chercheur tant soit peu psychologue à localiser cette source et à déterminer dans quelle mesure elle découle de la légende ou de la réalité.

L'abbé Sylvio Corbeil, qui fut principal de l'École Normale de Hull après 1914 et s'intéressait aux études folkloriques, a noté cette observation : « Les gardiens de la légende de Cadieux ont été des ignorants, des gens de la campagne et des coureurs de bois; inutile de la retracer dans des documents écrits. »

J'ai pour ma part entrepris cette recherche que je poursuis à loisir depuis nombre d'années, et j'ai pu constater que les « documents écrits » qui s'y rapportent sont fort rares. Nos historiens et annalistes s'arrêtaient aux majuscules qui composent les titres, comme dirait Edmond Rostand, et ne se souciaient point des mille petites lettres qui forment pourtant

l'armée humble et noire  
 Qu'il faut pour composer une page d'histoire.

Ces petites gens, ces manants, ces lettres minuscules pouvaient *tomber* sans le moindrement affecter la typographie de la postérité. C'est par



douzaines que nos anciens coureurs de bois et *voyageurs*<sup>1</sup> mouraient aux *pays d'en haut*<sup>2</sup> et tout le long de nos grandes rivières, qu'ils avaient parfois la chance d'être inhumés sur le rivage par leurs compagnons de route, avec une croix faite de deux tronçons de branches d'arbre et qui constituait leur seul acte de décès. La plupart des explorateurs qui ont refait en canot les longs voyages de nos découvreurs, missionnaires et traiteurs français, ont remarqué le grand nombre de morts qui jalonnent de leurs tombes ces vastes parcours; ils ont particulièrement consigné, comme chacun d'eux l'entendait, l'extraordinaire tragédie du Grand-Calumet. Entre autres, George Nelson, agent de la Compagnie du Nord-Ouest, dès le début de son expédition de 1802, a noté dans son journal<sup>3</sup> que plusieurs voyageurs ont péri dans les rapides de l'Outaouais et que des drames s'y sont déroulés un peu partout :

No falls, but at the Rideau and Chaudière, many rapids at several of which many a poor Canadian found his watery grave. Portages over rocks, hills and swamps, mostly covered with dense forests, not a few of them the theme of legends, stories and tales of adventures, accidents and miracles. . . .

De son passage au Grand-Calumet, Nelson rapporte :

It is a noted place in the legends of the voyageurs. It seems that some few years near the time of the Conquest, a canoe of voya-

<sup>1</sup>Dans le vocabulaire de la Nouvelle-France, le « voyageur » étendait sa définition classique pour désigner particulièrement des hommes qui s'engageaient à conduire des canots de traite aux « pays d'en haut » et à les ramener chargés de pelleteries. Les patrons ou entrepreneurs de ces longues expéditions de traite, et qui parfois faisaient eux-mêmes le voyage, s'appelaient les « bourgeois ». Le « voyageur » de l'époque, lui, était tour à tour et à l'occasion guide, avironneur, radoubier, bûcheron, trappeur, chasseur, pêcheur, cuisinier, porte-faix et *portageux*, homme de peine, homme à tout faire. C'était essentiellement l'aventurier, gai luron et surtout débrouillard, pratiquant d'experte façon le système *D*, bien avant les Poilus de la guerre mondiale de 1914 qui mirent ce système en honneur.

<sup>2</sup>« La colonisation avait remonté le fleuve de Québec à Montréal, depuis 1608. La contrée sauvage du Saint-Laurent supérieur était qualifiée de « pays d'en haut », mais à partir de 1655 la traite s'ouvrit avec les gens du saut appelé plus tard Sainte-Marie et la baie Verte, puis en 1660 avec le lac Supérieur et le territoire actuel du Wisconsin, de sorte que l'ouest qui commençait à se dessiner entra dans la même désignation populaire. » (Benjamin Sulte, *Les Pays d'en haut*, 1670, dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 1913.)

C'est donc abusivement que des écrivains modernes situent dans les « pays d'en haut » les Laurentides au nord de Québec, de Trois-Rivières, de Montréal et d'Ottawa. Cette pittoresque désignation devrait être réservée aux immenses territoires de l'Ouest primitif où tant d'événements historiques se déroulèrent, où tant d'exploits héroïques s'accomplirent sous le régime français de notre pays.

<sup>3</sup>Manuscrit à la Toronto Public Library. Transcription de Marius Barbeau.

geurs returning from the Upper Countries, whether from Mackinac or the Grand-Portage, were in the act of carrying their furs and baggage to the lower end, they met a large party of Iroquois going to war. . . .

D'après le récit de Nelson, les Canadiens auraient lancé leur canot dans les rapides impassables du Grand-Calumet, afin d'échapper aux Iroquois qui les guettaient sur le rivage, et une grande dame en robe blanche se tenait debout à l'avant de leur embarcation qui, sans ce pilotage surnaturel, se serait fracassée sur les récifs. Les Iroquois constatèrent tout de suite qu'une divinité protégeait ces voyageurs, et la superstition les força d'abandonner leur poursuite. Cependant, l'un des voyageurs, qui souffrait d'une foulure au pied, ne put rejoindre ses compagnons pour s'embarquer avec eux dans le canot qui devait les sauver, et il périt dans la forêt. Au bout de dix jours, une équipe de secours le trouva dans un trou que l'infirme avait lui-même creusé à l'aide d'un aviron. . . .

Nelson ne donne aucun nom à ce voyageur français qui aurait ainsi péri au Grand-Calumet; il semble n'avoir pas entendu parler, ou n'avoir tenu aucun compte de la chanson que ce malheureux abandonné aurait écrite sur une écorce, avant de rendre le dernier soupir dans la fosse qu'il se serait préparée en attendant la mort. C'est évidemment l'histoire de Cadieux que Nelson a cru devoir noter, en passant au Grand-Calumet en 1802; et cette inscription de son journal nous intéresse en ce que Nelson, pour sa part, situe l'événement « some few years near the time of the Conquest ». \*

Quelques années plus tard, Nicholas Garry, dans le journal qu'il a tenu fort minutieusement de son voyage de Montréal aux grands lacs de l'Ouest, n'a pas manqué de remarquer un grand nombre de ces croix qui, sur les bords de l'Outaouais, marquaient la sépulture de voyageurs anonymes. Voici, par exemple, une note de Garry, à la date du 18 juin 1821 :

The Canoe was towed and passed the Rapid and the Matawens which are both dangerous. On the Island we saw a Cross denoting the burial place of a Voyageur who had died. At the extremity of the Mountain we had intended dining, but the Musquitoes and Sandfly were so dreadful in their attack that we preferred crossing the River and we found an agreeable shady spot but melancholy from our being surrounded by Crosses the Tombs of 11 Voyageurs who had been drowned near this Spot a few years before<sup>4</sup>.

<sup>4</sup>"Diary of Nicholas Garry, Deputy-Governor of the Hudson's Bay Company from 1822-1835: A Detailed Narrative of His Travels in the Northwest Territories of British North America in 1821," *Proceedings and Transactions of the Royal Society of Canada*, 1900.

Le même Garry a fait le portage du Grand-Calumet; il a vu la croix que les guides et canotiers, d'une génération à l'autre, ont pris soin d'entretenir sur la tombe de Cadieux; il a entendu son histoire racontée par les gens du pays et l'estima assez intéressante pour la consigner dans son journal, par une note datée du 16 juin 1821 :

After running up a Current for two miles, passing the Décharge des Sables we came to the Mountain Portage which is about a quarter of a mile and is over a high rocky Mountain. Again embarking we had two miles of Current when we came to the Décharge Derigé. To the Portage of the Grand Calumet we had again also two miles of strong Current. This is the longest Portage in the River being about one and a half miles over a rugged steep mountain, but the view romantic and picturesque. . . . On passing the Mountain we observed a Cross about which the Canadians are very superstitious. Many years since some Coureurs des Bois, the Name by which the first French Hunters were designated, had a contest with some Indians and were beaten. In their Retreat they landed on this Island with a wounded man, but they now found the Indians were close upon them. This forced them to get into their Canoe and run the Rapid and thus they escaped. The poor wounded man was left behind and on their Return they found he was dead. They then buried him in this Spot and he became a sort of Saint, and though he could neither read nor write many songs and phrases are extant which, it is said, he composed. . . . After passing the Grand Calumet the River narrows. . . . At 6 o'clock we arrived at Fort Coulange a Post belonging to the North West (Company).

Malgré d'inévitables variantes, c'est manifestement l'histoire de Cadieux que Garry a entendu raconter au Grand-Calumet et qui lui a laissé l'impression de remonter « many years since ».

En cette même année 1821, un autre explorateur anglais, John-J. Bigsby, fit le voyage de l'Outaouais Supérieur jusqu'aux Grands Lacs. En passant au Grand-Calumet, il entendit, comme ses devanciers, l'histoire de Cadieux et en note le trait surnaturel qui semble l'avoir plus profondément frappé :

May 23 — This is the scene of one of the most beautiful of the Canadian boat-songs. . . . It is supposed to have been found inscribed on the bark of a birch-tree a little above the Falls. . . . A canoe laden with furs is waylaid by hostile Indians, who are discovered crowding both banks of the river, at a bend where both falls and portage come in sight together. In their consternation the voyageurs appeal to the mild Mary, the Virgin Mother, who immediately appears to them in a rainbow amid the spray of the cataract, and beckons them onwards—to leap the fall. They obey, rush into the gulf, and are saved from torture and death. One unhappy man had just left the canoe: he saw the

whole, but dared not show himself. Sometime afterwards he was found dead at the foot of the inscription<sup>5</sup>.

Au printemps de 1831, l'abbé G.-A. Belcourt, qui se destinait aux missions de l'Ouest, accompagna Mgr Joseph-Norbert Provencher, premier évêque de Saint-Boniface, dans un voyage, en canot, de Montréal à la Rivière-Rouge. Il a remarqué, lui aussi, les croix marquant la sépulture sommaire de voyageurs périés « le long du chemin ». Au Grand-Calumet, il a recueilli une relation de l'aventure de Cadieux :

1er mai 1831 — Nous avons remarqué en plusieurs lieux, dans le cours de notre voyage, des croix élevées à la mémoire de voyageurs morts le long du chemin. La première que nous ayons vue de ce genre, se voit au milieu du rapide des Chats; souvenir d'un voyageur noyé, dont on n'a pu me dire le nom.

2 mai — Nous arrivâmes au portage Dufort où périt un voyageur de ce nom, lequel, par extravagance ayant tenté de le sauter, paya de sa vie son imprudence. . . Il n'est presque point de rapide qui ne prouve son danger par quelque victime. Du portage de la Montagne, nous nous rendîmes ensuite au portage des Dargis, qui, m'a-t-on dit, fut ainsi nommé parce que deux frères de ce nom ayant entrepris d'y sauter en canot de bois, y périrent. . .

3 mai — De grand matin, nous nous rendîmes au Grand-Calumet. Ce fut, disent les voyageurs, dans ce portage que mourut un de leurs confrères nommé Cadieux. Il avait été pris par les sauvages puis mené par eux jusqu'à ce portage où il fut laissé seul et sans vivres; il put, dit-on, écrire ou graver sur une écorce le précis de son infortune, s'attendant à ne revoir jamais personne en ce lieu. Cependant, contre son attente, le huitième jour, il aperçut un canot de voyageurs canadiens. Sa joie, ajoute-t-on, fut si grande qu'il mourut à l'heure même autant de joie que de faim. . . Ce portage est long d'une demi-lieue. . . Enfin nous apercevons de loin le fort Coulonge<sup>6</sup>. . .

Toutes ces croix de voyageurs qui sont allés mourir dans le lointain désert des rivières et de la forêt, marquent aussi plusieurs lacunes dans le *Dictionnaire généalogique* de Mgr Cyprien Tanguay qui opérait sur les registres d'état civil où sont consignés les baptêmes, mariages et sépultures célébrés dans les paroisses constituées; sans compter que, à l'époque où Tanguay entreprit son monumental dictionnaire généa-

<sup>5</sup>Avec la relation de six autres expéditions dans l'Ouest américain, celle de son voyage de Montréal au lac Nipissing paraît dans *The Shoe and Canoe*, deux volumes publiés, en 1850, chez Chapman & Hall, à Londres.

<sup>6</sup>Le journal du voyage que fit l'abbé Belcourt avec Mgr Provencher, en 1831, dont le Séminaire de Saint-Hyacinthe conserve le manuscrit, a été publié dans la *Revue Canadienne*, de Montréal, nouvelle série, X, 1912, sous le titre « Mon Itinéraire du lac des Deux-Montagnes à la Rivière-Rouge ».

logique, plusieurs registres paroissiaux avaient déjà été détruits dans des incendies.

Bon nombre de nos littérateurs ont à l'envi brodé sur la complainte de Cadieux, sans requérir d'autre documentation que dans leur propre imagination. Louis Fréchette, par exemple, dans la *Légende d'un peuple* (1887), a lyriquement versifié la narration du père Michel, sans y ajouter aucune précision historique. L'abbé F.-X. Burque, dans son *Chansonnier Canadien-Français* (1921), a de même rimé en trente-trois quatrains « une exposition historique, préparatoire à la complainte proprement dite de Cadieux », qu'il reproduit sous le titre de *Chant du cygne*. Dans *Aux temps héroïques* (1922), l'abbé Arthur Guindon a delayé la même narration dans un poème de trente-deux pages. Un gouverneur général du Canada, Lord Tweedsmuir (John Buchan), a brossé, sur la trame de nos légendes canadiennes, huit contes d'enfants qu'il a publiés dans un recueil intitulé *The Lake of Gold*<sup>7</sup>. De même que Taché rapportait ses souvenirs et observations par la bouche du père Michel, Lord Tweedsmuir fait raconter par un certain Donald des anecdotes canadiennes dont il veut amuser ses jeunes lecteurs. C'est ce Donald qui, sous la dictée de notre ancien vice-roi, raconte à sa manière l'aventure de Cadieux, sans rien apporter de neuf à la narration du père Michel, si ce n'est qu'il appelle Cadieux de Courville le héros de son quatrième conte, sans la moindre justification<sup>8</sup>.

Hors de la littérature, notre Cadieux alimente depuis longtemps d'autres industries plus positives. Il figure en bonne place dans *The Canadian Handbook and Tourist's Guide, Giving a Description of Canadian Lake and River Scenery and Places of Historical Interest*, compilé par H. B. Small et J. Taylor, et publié en 1866, en une édition de luxe de 196 pages par M. Longmoore & Co., à Montréal, avec de véritables photographies de Notman, non pas reproduites par quelque procédé de photogravure, mais bien collées une à une en hors-textes.

Voici donc Cadieux promu à la dignité historique. Les éditeurs de ce *Canadian Handbook and Tourist's Guide* n'ont encore fait, malheureusement, qu'abrégé et traduire la narration du père Michel sans la contrôler d'aucune façon. Leur livre ne vise pas à l'exactitude historique, mais plutôt à attirer la curiosité des touristes sur les sites intéressants du pays, sur les endroits à visiter. Dans son chapitre « Up the Ottawa », ce *Tourist's Guide* signale le Rocher de la Haute-Montagne, situé au milieu du portage des Sept-Chutes, au pied de l'île du Calumet, et rapporte l'odyssée de Cadieux dont la tombe se

<sup>7</sup>Toronto : The Musson Book Company Limited, 1941.

<sup>8</sup>En appendice, Notice sur Cadieu de Courville.

voit à cet endroit et présente un « historic interest ». Ajoutons que ce beau livre semble avoir été commandité par de nombreuses compagnies de chemin de fer, de navigation et d'hôtellerie, qui devaient naturellement bénéficier du mouvement du tourisme. C'est ainsi que, dans les annonces que porte en appendice ce *Canadian Handbook*, l'Ottawa River Navigation Company invite les touristes à une agréable excursion : Départ de Montréal (gare Bonaventure) jusqu'à Lachine où le steamer *Prince of Wales* prendra les passagers, et aussi des messageries, pour les conduire à Carillon; de là, les touristes prendront un autre train de chemin de fer pour se rendre jusqu'à Grenville où un autre steamer, le *Queen Victoria*, les reprendra pour les emmener à Ottawa, sans autre escale. C'était charmant, en 1866. Mais le joli *Guide* de Small et Taylor, qui déclare d'intérêt historique le paysage où se trouve la tombe de Cadieux, et que les touristes ne doivent donc pas manquer de visiter, ne précise pas plus que Taché, son père Michel, Ernest Gagnon, George Nelson, Nicholas Garry, Bigsby ou l'abbé Belcourt, quel fut ce canotier-poète-traiteur de pelleteries qui écrivit son « chant de mort » sur une écorce de bouleau avant de s'inhumer soi-même devant le Petit-Rocher de la Haute-Montagne...

Je crois avoir intéressé à mon investigation tous ceux de nos historiens, archivistes et folkloristes susceptibles de découvrir quelques pièces documentaires contenant la moindre indication qui nous permette d'identifier le Cadieux auteur de la complainte populaire, de déterminer quelques circonstances de son aventure, de fixer l'époque, sinon la date, de sa mort. J.-Edmond Roy, Benjamin Sulte, Arthur Doughty, Aegidius Fauteux, Lawrence Burpee, E.-Z. Massicotte, l'abbé Jean Ducharme, le Père Louis Le Jeune, Léandre Lamontagne, Pierre-Georges Roy, Victor Morin, Marius Barbeau, Gustave Lanctot, Antoine Roy, Séraphin Marion, Luc Lacourcière, Lucien Brault, Léo-Paul Desrosiers, Gérard Malchelosse, Jean-Jacques Lefebvre, sans compter maints Cadieux, m'ont bienveillamment et patiemment aidé, ont compulsé leurs notes et feuilleté leurs archives, pour ne rien trouver de probant. A la fin de mai 1926, Marius Barbeau voulut bien m'accompagner à l'île du Calumet où nous avons, trois jours durant, tâché d'obtenir quelques utiles indications des notables et des anciens. Toutes ces braves gens connaissent sans doute l'histoire de Cadieux, que leur ont transmise leurs pères ou leurs grands-pères. Mais chacun la répète à sa fantaisie, sans la moindre précision plausible.

*E pur si muove* ! soupirait Galilée. Non, cette « légende » de Cadieux n'est pas sortie, comme tant d'autres, de l'imagination de troubadours et trouvères dont les fables s'agrégeaient à la croyance populaire. Cette fumée est le produit d'un feu, si mince que puisse



avoir été son foyer ou son intensité. Quand, où, comment ce petit feu a-t-il donc été allumé ?

On ne conçoit pas raisonnablement que soit sans objet réel le souvenir de ce Cadieux, que les canotiers de l'Outaouais ont perpétué, de génération en génération, en s'arrêtant devant sa tombe pour y prier et pour enlever de la croix du défunt un coqueau qui serait leur amulette, pour y renouveler constamment la croix de branches d'arbre que le temps abîmait, jusqu'au jour où des ouvriers employés à la construction du palais de justice de Bryson, en 1905, sollicitèrent et obtinrent de leur patron, l'entrepreneur Joseph Bourque, de Hull, la permission de remplacer cette fragile croix de bois par un solide monument en pierre de taille où le nom incrusté de Cadieux, sans prénom et sans date, résiste maintenant aux outrages et à la détérioration des années.

Aucun document écrit ! Soit. Essayons alors une preuve de circonstances par le recoupement de menus faits qui, eux, sont avérés; et tâchons : 1o. De situer l'époque où la chose est vraisemblablement arrivée; 2o. D'identifier le Cadieux « héros de cette histoire »; 3o. De reconstituer la forme que Cadieux a pu donner à son « chant de mort ».

Les principales indications, non documentaires, mais écrites, qui nous autorisent à computer l'époque, viennent, la première, du père Michel : « C'était au temps des dernières expéditions des Iroquois », et la seconde, beaucoup plus significative, de Taché lui-même, dans un renvoi de trois lignes, une note que l'auteur des « Forestiers et Voyageurs » a cru bon d'ajouter sous sa signature à la narration de son conteur imaginaire, tout à la fin de son chapitre sur Cadieux : « Je connais, écrit Taché, un descendant du héros de cette histoire, le Père André Cadieux, vieillard de 71 ans, qui réside sur les bords du lac Huron. *Cadieux*, m'a-t-il dit, *était le grand-père de mon grand-père*. »

Cette note de Taché est de 1863. Or, dans une notice que nous étudierons plus loin, Benjamin Sulte fixe approximativement l'époque du drame : « On nous raconte, conclut-il, que Cadieux était aux prises avec les Iroquois sur le haut de l'Ottawa, par conséquent dans les années qui précédèrent 1670 où la paix se fit<sup>2</sup>. » La paix se fit officiellement en 1670, entre Français et Iroquois, et la guerre cessa; mais des bandes sauvages continuèrent longtemps encore à marauder. Les Iroquois chassaient volontiers l'orignal, l'ours et le chevreuil, pour se procurer de la nourriture; mais ils répugnaient à la longue et fastidieuse besogne de piéger les petites bêtes à fourrure. Incapables d'apprêter les peaux destinées au troc, ils estimaient plus profitable de guetter les

<sup>2</sup>« Réponse à une question touchant la légende de Cadieux », *Bulletin des recherches historiques*, novembre 1897, p. 173.



canots algonquins ou français qui revenaient des pays d'en haut, chargés de pelleteries, pour les détrousser en un sanglant coup de main.

Plus de cinquante ans après la note de Taché, j'ai écrit aux maires de diverses localités comptant une colonie canadienne-française « sur les bords du lac Huron ». A ma requête, le Père J.-M. Cadieux, qui demeurait en 1915 à l'Institution des Sourds-Muets, à Montréal, descendant direct du premier Cadieu émigré à Ville-Marie, écrit de son côté à plusieurs prêtres des bords du lac Huron; et ni lui ni moi ne pûmes apprendre ce qu'était devenu cet André Cadieux qui, en 1863, vieillard de 71 ans, résidait dans ces parages et avait déclaré à l'auteur des « Forestiers et Voyageurs » : « Le héros de cette histoire était le grand-père de mon grand-père. » Cet André Cadieux serait donc né en 1792.

Si, d'après la définition de l'Académie, on doit regarder un espace de trente ans comme la durée moyenne de chaque génération d'hommes, la déclaration du vieillard André Cadieux nous reporte à 120 ans avant 1792, soit à 1672. Encore faut-il présumer que « le héros de cette histoire » avait atteint l'âge d'homme pour organiser et conduire l'aventureuse expédition qui allait se terminer par son trépas devant le Petit-Rocher de la Haute-Montagne. Sa naissance remonterait ainsi à plusieurs années avant 1700. L'ethnographe Kohl, que nous rencontrerons tout à l'heure, s'est fait raconter l'histoire de Cadieux par les coureurs de bois qu'il interrogeait, en 1855, tout autour du lac Supérieur, et il en a vaguement déterminé l'époque : « It was in the old French time. »

Or, d'après Tanguay, c'est entre 1664 et 1680 que sont nés les enfants du premier Cadieu émigré à Montréal<sup>10</sup>. Pour rendre plus claire notre démonstration, nous désignerons Jean Cadieu I ce premier émigré, et Jean Cadieu II son fils cadet.

Jean Cadieu I exerçait le métier de serrurier dans son village près La Flèche lorsqu'il s'enrôla dans la recrue de 1653 que M. de Maisonneuve amena de France au Canada<sup>11</sup>. A 29 ans, il épouse, à Montréal, le 26 novembre 1663, Marie Valade, originaire de La Rochelle, âgée de 19 ans, qui va lui donner dix enfants: deux fils (Pierre et Jean II) et huit filles. Tanguay rapporte la date de chaque naissance, et celle de quelques décès, mais ne consigne la sépulture ni de l'un ni de l'autre des deux fils de Jean Cadieu et de Marie Valade.

Dans sa *Généalogie des familles de Terrebonne*<sup>12</sup>, Raymond Masson

<sup>10</sup>Tanguay, *Dictionnaire généalogique*, I, p. 98.

<sup>11</sup>Sulte, *Histoire des Canadiens-Français*, IV, p. 9. E.-Z. Massicotte, « Les Colons de Montréal, de 1642 à 1667 », *Mémoires de la Société Royale du Canada*, VII, 1913.

<sup>12</sup>Quatre volumes imprimés chez Thérien Frères Ltée, à Montréal, 1930.

donne l'origine des familles qu'il rattache plus ou moins à la Seigneurie de Terrebonne, d'après les actes des paroisses de Terrebonne, de Saint-François-de-Sales, de Saint-Charles de Lachenaie et de Sainte-Rose, dont il a directement transcrit les registres. Il relève (tome I, page 353) le mariage, avec Marie Valade, du premier Cadieu venu à Montréal, mais pas plus que Tanguay il ne mentionne la sépulture ou le décès des deux fils (Pierre et Jean II) issus de ce mariage.

L'Institut généalogique Drouin, de Montréal, a même établi, en 1949, pour Léo Cadieux, directeur de la *Revue moderne* et premier maire de Saint-Antoine des Laurentides, une généalogie de 400 feuillets couvrant douze générations de Cadieux, sans combler les lacunes que nous déplorons dans Tanguay et dans Masson.

A cette époque où la traite constituait la plus profitable industrie de la Nouvelle-France, les deux fils de Jean Cadieu I, comme la plupart des jeunes habitants de Montréal, s'adonnèrent sans aucun doute au « voyage »; leurs noms — comme ceux de plusieurs Cadieu des générations suivantes — figurent aux contrats d'engagement de voyageurs que des officiers gratifiés de « congés » ou que d'autres patrons louaient par-devant notaire pour conduire aux pays d'en haut des canots chargés de pacotille (comprenant souvent quelques barillets d'eau-de-vie en contrebande) destinée au troc avec les sauvages, et pour les ramener remplis de pelleteries. Afin d'identifier celui dont la tombe est localisée devant le Petit-Rocher de la Haute-Montagne, on doit donc le rechercher parmi les premiers Cadieu voyageurs à cette époque de traite et décédés hors des paroisses alors constituées, et dont les corps ne furent point ramenés aux cimetières paroissiaux pour y être inhumés selon les rites de l'Eglise.

Tanguay n'a pas trouvé, dans les registres de nos anciens presbytères, la date et le lieu de sépulture de ces deux fils (Pierre et Jean II) de Jean Cadieu et de Marie Valade.

L'abbé Guillaume Forbes, qui devint archevêque d'Ottawa en 1928, occupa, de 1903 à 1911, la cure de Sainte-Anne-de-Bellevue. Cette avenante paroisse, à l'extrémité occidentale de l'île de Montréal, était jadis un rendez-vous des canotiers engagés pour les pays d'en haut; ils y séjournaient quelque peu avant le grand départ et y laissaient parfois le souvenir de quelques frasques. Grand amateur de notre histoire, et formé à la mieux comprendre après être demeuré quinze années parmi les Iroquois de Caughnawaga chez qui il exerça le ministère, l'abbé Forbes s'intéressait particulièrement à la petite histoire du Bout-de-l'Île où les rencontres sanglantes se sont souvent répétées entre Blancs et Indiens. Je fus un jour le consulter sur la sépulture des deux frères Cadieu (Pierre et Jean II), omise par Tanguay, et il voulut bien m'ouvrir les premiers registres de sa paroisse,

que les Iroquois avaient lancés dehors au cours d'une razzia du presbytère, en 1760, et qui ont gardé l'empreinte des pieds boueux qui en ont souillé les feuillets.

Après quelques jours de recherches et échange de lettres avec Léandre Lamontagne, l'un des plus actifs collaborateurs de E.-Z. Massicotte, l'abbé Forbes se félicita de découvrir que Pierre Cadieu, l'aîné des deux seuls fils de Jean Cadieu et de Marie Valade, après un long séjour au Détroit de Pontchartrain où il arriva en 1705, était revenu s'établir à la Rivière-des-Prairies où il fut inhumé le 8 octobre 1727. L'abbé Forbes et Léandre Lamontagne réussirent à retracer aussi la sépulture d'autres Cadieu, également omises par Tanguay. Je regrette fort, aujourd'hui, de n'avoir pas noté ces sépultures, que l'abbé Forbes a lui-même repérées autour de Sainte-Anne-de-Bellevue, des premiers Cadieu dont Tanguay n'a pu rapporter la date et le lieu de décès. Je ne me souciais, alors, aucunement de généalogie. Toute mon attention se concentrait sur celui de l'île du Calumet et de la complainte, et les Cadieu inhumés de façon régulière cessèrent immédiatement de m'intéresser. Je me sentais trop heureux d'apprendre que, de tous ces Cadieu auxquels la note de Taché nous référerait, Jean II, fils cadet de Jean I et de Marie Valade, restait le seul qui n'eût pas été inhumé dans un cimetière paroissial et qui pût donc avoir été réellement « le héros de cette histoire ».

Restait à savoir si ce Jean Cadieu II était d'un tempérament à pousser l'aventure au point d'aller laisser ses os en pleine sauvagerie, dans l'immense désert de l'Outaouais Supérieur, à composer ensuite la complainte que l'on sait. Inutile de retracer le légende de Cadieu dans des documents écrits. Essayons tout au moins de rétablir sa *carrière*, au moyen d'attestations que nous fourniront, par bribes, les registres d'état civil et les actes notariés de son époque.

Jean Cadieu, le premier du nom arrivé à Montréal, naquit, en 1634, à Pringé, diocèse du Mans, dans la ci-devant province d'Anjou. Cette petite commune appartient aujourd'hui au département de la Sarthe. Il faisait partie de la recrue levée en France par M. de la Dauversière et emmenée au Canada par M. de Maisonneuve en 1653. Il épousa à Montréal, le 26 novembre 1663, Marie Valade qui, avec son frère Guillaume et sa sœur Barbe, était émigrée de La Rochelle en 1657. De ce mariage naquirent dix enfants, 2 fils et 8 filles. Jean Cadieu I fut inhumé à Montréal, le 30 septembre 1681. Sa veuve se remaria, le 9 février 1682, à Montréal, avec Philippe Boudier<sup>13</sup>.

Le 1er février 1663 est organisée à Montréal une milice qui va bientôt compter vingt escouades dont chacune se compose de six soldats et

<sup>13</sup>Tanguay, *Dictionnaire généalogique*, I, pp. 98, 376, 393, 597; Sulte, *Histoire des Canadiens-Français*, I, p. 9.

d'un caporal. La 4e comprend Gabriel Le Celle dit Le Clos, Maurice Advery dit Léger, François Le Ber, Michel Morreau, Jean Cadieu I, Pierre Richomme et Pierre Malet.

Le 8 décembre 1665, Jean Cadieu I obtient de M. Souart une concession de 30 arpents de terre à la Côte Saint-François<sup>14</sup>.

Par acte du 16 janvier 1673, Mtre Basset, à Montréal, dresse une quittance générale et réciproque entre les Religieuses de l'Hôpital de Québec, au nom de Dame Barbe de Boulogne, et Jean Cadieu (de la recrue de 1653). Il s'agit d'une ferme louée à Cadieu. Jean Cadieu est déclaré ne savoir signer.

Au recensement de 1681 figure la veuve Jean Cadieu I parmi les habitants de Montréal, avec sept enfants, dont Pierre (15 ans) et Jean II (10 ans); elle possède « huit arpents en valeur et deux bêtes à cornes ».

1688, 2 août — Par-devant Mtre Antoine Adhémar, à Montréal, Pierre Cadieu (fils aîné de Jean Cadieu et de Marie Valade) s'engage à Claude de Grézon, Sieur de La Tourrette, pour faire le voyage des Outaouais et nations voisines.

1689, 5 août — Marie-Geneviève, 20 ans, sœur de Jean II, épouse d'André Canaple dit Valtagne, est tuée, avec plusieurs autres habitants, dans le massacre de Lachine. Jean II a pour lors 18 ans.

1693, 30 novembre — Jean Cadieu II est habitant de Longueuil (Abbé Ducharme).

1693, 30 novembre — Jean Cadieu II est parrain et dit, à l'acte de baptême, « volontaire, garçon habitant de Longueuil » (Abbé Ducharme).

1695, 20 mai — A 24 ans, Jean Cadieu II s'engage, par-devant Mtre Adhémar, à Montréal, et « s'alloue à Messires de La Forest et de Tonty, capitaines réformés, Commandants pour Le roy du fort de la Louisiane, pour aller audit pays et pour revenir avec le convoi qui descendra l'année prochaine et d'aider en allant à mener un canot chargé de marchandises et en descendant un canot chargé de pelleteries et avoir soin du tout comme un bon voyageur doit faire ».

1695, 30 mai — Jean Cadieu II épouse, à Boucherville, Marie, fille de Jacques Bourdon, notaire royal et huissier des seigneuries de Varennes et des îles de Saint-Michel et de la Trinité, résidant à Boucherville. Ni le marié ni la mariée ne signent à l'acte de mariage, qui porte plusieurs autres signatures.

Le contrat de mariage, daté du 23 mai 1695, a été dressé par Léger Hébert, qui n'était pas notaire. Le contrat a été subséquemment versé au greffe du notaire Fleuricourt, à Montréal.

<sup>14</sup>Minutier Basset.

Du mariage de Jean Cadieu II et de Marie Bourdon vont naître huit enfants (d'après Tanguay) ou seulement sept (d'après l'abbé Ducharme).

1696, 23 novembre — Jean Cadieu (25 ans) achète, de René de Neau, une terre de 40 arpents en la seigneurie de Longueuil. Dans l'acte de vente, passé devant M<sup>re</sup> Bénigne Basset, à Montréal, Jean Cadieu est déclaré demeurer en la seigneurie du Tremblay; le vendeur et l'acheteur sont aussi déclarés ne savoir ni écrire ni signer.

1697, 13 juin — Baptême, à Longueuil, du premier enfant de Jean Cadieu et de Marie Bourdon, prénommé Jean-Baptiste.

1700, 17 mars — Jean Cadieu est parrain à Longueuil et est dit « habitant de Longueuil ».

1701 — Jean Cadieu est habitant de Boucherville.

1703 — Jean Cadieu est habitant de Longueuil.

1704, 28 juillet — Avec 54 autres voyageurs, Jean Cadieu contracte, par-devant M<sup>re</sup> Adhémar, à Montréal, un engagement « pour aller au fort de Pont Chartrain du Lac Erié, obéir à M. de Louvigny pour le service de la Compagnie de la Colonie du Canada, mener les canots de la Compagnie, etc. ». Des 55 voyageurs engagés par ce contrat, 40 (dont Cadieu) sont déclarés ne savoir ni écrire ni signer. (Jean Cadieu a alors 33 ans; il est marié depuis 8 ans et père de six enfants dont l'aîné a 7 ans et le plus jeune 6 ou 7 mois.)

1705, 27 août — Baptême, à Longueuil, d'un nouveau fils de Jean Cadieu, prénommé Joseph.

1708, 22 janvier — Baptême, à Longueuil, du dernier enfant de Jean Cadieu, prénommé Augustin.

1708, 2 octobre — Archives de la Juridiction de Montréal; Procès-verbal de la séance du 2 octobre 1708, page 3. Par acte passé devant M<sup>re</sup> Pierre Raimbault, 8 juin 1700, Jean Cadieu s'était engagé à payer 132 livres, pour solde de tous comptes, à Angélique Chapacou, veuve de Sieur Boutellier. Le 2 octobre 1708, Jean Cadieu est condamné à payer à la demanderesse Chapacou 85 livres lui restant dues et aux dépens, sans préjudice de l'hypothèque portée par ladite AB. (Lettre Dumontier, Québec, 4 octobre 1910.) Le procès-verbal de l'audience du 2 octobre 1708 ne mentionne pas que le défendeur Jean Cadieu est absent.

1710, 29 avril — Le 24 août 1703, par-devant M<sup>re</sup> Antoine Adhémar, Jean Cadieu avait contracté l'obligation, envers Villiers et Renaud, de leur payer une certaine somme. . . Le 29 avril 1710, « après assignation par exploit d'huissier, Marie Bourdon, *veuve de Jean Cadieu*, demeurant au Tremblé, défenderesse et défaillante, comparait. . . L'obligation contractée par Jean Cadieu, le 24 août

1703, est déclarée exécutoire sur la demanderesse et défailante Marie Bourdon, veuve de Jean Cadieu, qui est contrainte en paiement de la somme de 36 livres, 8 sous et 8 deniers restant de la même obligation par les mêmes voies que ledit défunt était obligé ». Registres des Audiences, Juridiction de Montréal, vol. 7 (1709-13); Audience du mardi, 29 avril 1710.

1710, 26 mai — Marie Bourdon, veuve de Jean Cadieu, épouse en secondes nocces, à Longueuil, Antoine Tienneville (ou Quenneville). Le contrat de mariage entre Antoine Tienneville (ou Quenneville) et Marie Bourdon déclare la mariée « veuve de Jean Cadieu », mais ne donne aucune indication sur la date ou le lieu du décès de Jean Cadieu.

Les actes de tutelle, et mieux encore les requêtes pour actes de tutelle, révèlent fréquemment aux généalogistes d'importantes indications omises aux registres d'état civil. Au second mariage de Marie Bourdon, en 1710, tous les enfants de feu Jean Cadieu restaient mineurs. Peu avant ou peu après son remariage avec Tienneville, la veuve Cadieu aurait dû, par acte de tutelle, faire élire un tuteur à ses enfants de premier lit. Cet acte, ou la requête préalable, aurait très probablement déclaré la date exacte et aussi le lieu de décès du défunt père de ces enfants mineurs. Et comme la veuve Cadieu demeurait alors à Longueuil, elle devait, pour obtenir cet acte de tutelle, s'adresser à un juge de Montréal. C'est donc à Montréal qu'aurait été déposée sa requête ou l'acte authentique. E.-Z. Massicotte et son adjoint Jean-Jacques Lefebvre ont bien voulu faire les recherches nécessaires dans les Archives judiciaires de Montréal, et n'ont pu découvrir aucun acte de tutelle se rapportant aux enfants de Jean Cadieu et de Marie Bourdon. En sorte que, dans les registres, actes notariés et archives de l'époque, nous n'avons rien trouvé de plus que les indications rapportées plus haut.

Si tant est que — à défaut de toute autre donnée officielle — l'on doive faire état de la déclaration d'André Cadieux, que Taché apostillait en 1863, et que l'on doive ainsi rechercher « le héros de cette histoire » parmi les tout premiers Cadieu nés au Canada, les jalons que les documents nous ont permis de poser nous mènent à la conclusion que le Cadieu de l'île du Calumet ne peut pas être autre que Jean Cadieu II, baptisé le 12 mars 1671, fils cadet de Jean Cadieu et de Marie Valade.

Ce Jean Cadieu était vivant le 2 octobre 1708, puisqu'il comparait à un procès où il va s'entendre condamner à payer une dette par lui contractée, le 8 juin 1700, envers une certaine Dame Angélique Chacacou — qui n'aurait pas poursuivi en justice un mort<sup>15</sup>. Il est

<sup>15</sup>Archives de la Juridiction de Montréal. Procès-verbal de l'audience du 2 octobre 1708, p. 3.



pourtant décédé avant le 27 avril 1710, puisque Marie Bourdon, déclarée « veuve de Jean Cadieu », comparait à cette date devant le tribunal de la Juridiction de Montréal pour s'entendre elle-même condamner à payer une dette contractée par son défunt mari, le 24 août 1703, envers Villiers et Renaud<sup>16</sup>. Et moins d'un mois après cette condamnation au profit de Villiers et Renaud, la même Marie Bourdon épouse en secondes noces Antoine Tienneville (ou Quenneville), le 26 mai 1710.

Au cours de son récit rapporté par Taché, le père Michel nous a dit : « On était au mois de Mai, et Cadieux attendait des sauvages de l'Île et, des Courte-Oreille qui devaient descendre en même temps que lui jusqu'à Montréal avec des pelleteries. »

C'est donc en mai que Cadieu a perdu la vie. Ce ne peut être en mai 1710, puisque sa veuve s'est remariée en ce beau mois de mai 1710; ce n'est pas non plus en mai 1708, puisque Jean Cadieu figurait, bien vivant, au procès de Montréal qui s'instruisit le 2 octobre 1708. Eh oui, donc ! c'est en mai 1709 que notre homme est trépassé.

Ce Jean Cadieu, baptisé à Boucherville le 12 mars 1671, mort à l'île du Calumet en mai 1709, est-il vraisemblablement « le héros de cette histoire » ? Oui, en toute probabilité, puisque nous n'en trouvons pas un autre qui pût remplir ce rôle, puisque les documents de l'époque nous le montrent atteint de bougeotte, nous déclarent que depuis 1695 il s'engageait pour conduire des canots aux pays d'en haut, qu'il était ainsi voyageur et n'avait pas manqué de s'initier à la traite des pelleteries, au commerce des sauvages, et que les risques du voyage ne l'arrêtaient point. Et notons que, en mai 1709, il avait 38 ans — l'âge des héros des romans d'aventure.

Les circonstances qui se rapportent à ce Jean Cadieu suffisent déjà à indiquer son identité. Mais nous sommes en pleine tradition orale, et c'est de la mémoire et de la bouche de gens du peuple, qui ont reçu le dépôt de la tradition orale, que nous devons recueillir des témoignages. En sorte que, à notre preuve de circonstances, s'ajoute une autre preuve par commune renommée qui, celle-ci, va sa confirmer de l'attestation, inattendue et concluante, d'un ethnographe brémois qui a publié maints ouvrages de précision sur la découverte de l'Amérique.

Jean-Georges Kohl (1808-1878) a passé l'été et l'automne de 1855 au lac Supérieur, pour y ramasser, sur la découverte des grands lacs américains, les souvenirs et traditions des Algonquins ojibwés et des traiteurs dont un bon nombre gardaient encore leur port d'attache au

<sup>16</sup>Registres des Audiences, Juridiction de Montréal. Vol. 8 (1709-13). Audience du Mardy, 29 avril 1710.



Grand-Portage où s'arrêtaient, pour réorganiser leurs équipes, tous les anciens voyageurs des pays d'en haut. Il a consigné ses observations dans un livre de 428 pages, publié d'abord en Allemagne et dont une traduction anglaise parut à Londres, en 1860, sous le titre *Kitchi-Gami : Wanderings round Lake Superior*<sup>17</sup>. Kohl a rencontré plusieurs forestiers et voyageurs sur les bords du lac Supérieur, et rapporte leurs récits les plus topiques :

Complaints are often made about tragical events . . . which become universally known. One of the most celebrated of these elegies is that in which the melancholy fate of Jean Cayeux, an old Voyageur, is lamented. It describes a thoroughly Canadian tragedy, and is characteristic of the Voyageurs and the Country.

Jean Cayeux (according to the story) was a great Canadian Voyageur, a hunter and fur-trader, beloved by the Europeans and friendly Indians, and known through the entire country of the St. Lawrence. He was once voyaging and hunting on the Ottawa River, and was stationed for a long time, with his wife and children and all his family, in the neighbourhood of the cataracts in that river, known as "le Grand Calumet". . . . *It was in the old French time*, when the Iroquois, the partisans of the British, were still powerful, and frequently made savage and extensive forays into the land. . . .

Depuis quasi cinquante ans que je feuillète nos livres d'histoire, nos registres et nos pièces d'archives pour découvrir le prénom du Cadieu dont la sépulture a été marquée d'une croix au Grand-Calumet, c'est un ethnographe allemand qui l'apprend sur place, en 1855, de gens sans instruction et de coureurs de bois qui s'en étaient faits les gardiens, et c'est Kohl qui, probablement le premier et le seul, a rapporté par écrit que le « héros de cette histoire » est *Jean Cayeux*...

Inutile d'expliquer que, en le désignant comme « an *old Voyageur* », Kohl n'entend pas dire que Jean Cayeux était vieux d'âge, puisqu'il le désigne aussi « a great Canadian Voyageur, a hunter and fur-trader », c'est-à-dire un homme en pleine force et activité, mais que son aventure remontait déjà loin dans le passé, puisqu'il ajoute : « *It was in the old French time* », c'est-à-dire longtemps avant la conquête du pays par les Anglais. Inutile aussi de rappeler que les premiers Cadieu sont indifféremment orthographiés Cailleux, Cadieux, Cayeux, Caïeux ou Cadieu, selon la science graphique, l'ouïe, l'humeur ou la fantaisie des scribes plus ou moins officiels qui rapportaient ces noms<sup>18</sup>. La prononciation populaire remonte aux colons venus des provinces de

<sup>17</sup>Londres : Chapman & Hall, 1860.

<sup>18</sup>C'est ainsi que, dans la présente étude, nous avons épilé tantôt avec et tantôt sans un *x* le nom de notre héros, pour conformer la graphie de son patronyme aux documents, modernes et anciens, qui le mentionnent.

France et c'est manifestement à leur exemple que nos villageois et faubouriens se disent Canayens et prient le bon Ieu.

Aussi l'épellation de Kohl me ravit-elle d'aise, parce qu'elle nous confirme que les gardiens de la mémoire ou de la légende de Cadieu ont été des gens du peuple et des coureurs de bois, et qu'elle révèle aussi la minutie que l'ethnographe allemand a mise à recueillir le témoignage de ces gardiens.

Maintenant que nous avons, à mon gré, établi l'identité de notre Cadieu, et aussi déterminé l'année et même le mois de sa mort, nous devons examiner le texte de son « chant de mort » et nous demander quelle peut avoir été, dans la composition de cette complainte, sa part personnelle.

A un correspondant du *Bulletin des recherches historiques*, qui sollicitait des éclaircissements sur la complainte de Cadieux, Benjamin Sulte répondit par la notice que voici :

Les *Soirées Canadiennes* de 1863 donnent la complainte de Cadieux, accompagnée d'explications, mais ni les explications en prose, ni les vers eux-mêmes ne me prouvent que le voyageur Cadieux y a mis son grain de sel. Ces couplets n'ont pas encore été vus par l'œil du critique, mais cela viendra un jour. Le Cadieux en question existait, dit-on, vers 1660, et se trouverait être l'ancêtre d'un certain Cadieux qui vivait au commencement de notre siècle. Retrouvez-vous ces gens-là dans le *Dictionnaire de Tanguay* ? De plus, on nous raconte qu'il était aux prises avec les Iroquois sur le haut de l'Ottawa, par conséquent dans les années qui précédèrent 1670 où la paix se fit. Est-on sûr de ce fait ?

Où est l'écorce qui porte le texte original de la chanson ? Ce n'est pas tant l'écorce que je voudrais voir que les caractères tracés par un homme de 1660-70 : on ne me tromperait pas là-dessus. Ensuite, que signifie ce prodige d'un voyageur illettré de 1660 qui se sert du langage littéraire de 1860 ! Ceci est trop fort, il y a supercherie et, toute poétique que soit la légende, on ne peut en dater la narration en vers, tels que ces vers nous sont montrés, que depuis 1840, pas auparavant, bien certainement. Cette légende est pleine de charmes, les vers sont d'une bonne école, mais il manque à ceux-ci un acte de naissance en règle<sup>19</sup>.

Je fus d'autant plus étonné de retrouver cette notice, après la mort de Sulte, qu'il m'avait lui-même appris comment fut rédigée, de son propre vivant, la complainte dont le texte parut dans les *Soirées Canadiennes* de 1863, Benjamin Sulte, que je rencontrais et visitais assez souvent à Ottawa, m'a dit et répété que ce texte fut rédigé par Taché lui-même avec la collaboration d'Adolphe-Basile Routhier et de Pierre-Joseph-Olivier Chauveau. Il en tenait l'assurance de son

<sup>19</sup> *Bulletin des recherches historiques*, novembre 1897, p. 173.

beau-père Etienne Parent, concitoyen et confrère aîné des trois jeunes collaborateurs québécois. Aussi m'expliquai-je difficilement l'insinuation de supercherie que contient cette notice au *Bulletin des recherches historiques* de 1897. Sulte se demande où est l'écorce qui porte le texte original de la chanson, et il compte que les couplets de Cadieux, les caractères tracés par un homme de 1660-70, tomberont un jour sous l'œil du critique...

Je ne compte aucunement, pour ma part, après les recherches que j'ai faites, que soit jamais retrouvé l'écorce sur laquelle Cadieu mourant a pu tracer quelques caractères. Je crois aussi bien que l'on peut retracer la source de cette complainte, sans attendre plus longtemps que la critique ait analysé l'écriture ou les hiéroglyphes qui recouvraient ce feuillet de bouleau.

La « composition » de la complainte attribuée à Cadieu n'a donné lieu à aucune supercherie; mais le texte publié par Taché dans les *Soirées Canadiennes* a été établi comme l'ont été, pour la publication, les couplets de la plupart des autres chansons rapportées par Ernest Gagnon dans ses *Chansons populaires du Canada* — sinon de toutes. Un folkloriste estime-t-il qu'une chanson, entendue dans la bouche de rustauds ou d'apédeutes, présente un caractère original qui lui mérite d'échapper à l'oubli, il va de son mieux recueillir, dans des localités souvent fort éloignées les unes des autres, cette même chanson qui, selon les circonstances du temps et de l'espace, et surtout selon l'imagination et la fantaisie des chanteurs, a subi de profondes variantes de forme et de sens, au point de compter, ici, cinq couplets et, là, dix. Il va ensuite comparer entre elles toutes ces versions, afin d'en restaurer le sens originaire que les différents interprètes ont plus ou moins embrouillé. Enfin, il exercera sa jarnigoine à établir, avec tous ces éléments parfois disparates, une version dite « critique », c'est-à-dire un texte qui, tout bien jugé, se rapproche le plus possible de la chanson originale, laquelle remonte quelquefois à des siècles en arrière et a subi l'influence de tous les pays qu'elle a traversés.

Le folkloriste sauve ainsi de l'oubli de très anciennes chansons populaires qui, sans lui, finiraient par se perdre à jamais ou par devenir méconnaissables. Aucune supercherie n'intervient dans cette opération nécessaire et louable.

Comme fait encore Marius Barbeau, et comme font aussi tous les folkloristes, le trio Taché-Routhier-Chauveau a mis en ordre les éléments authentiques de la chanson, éléments prélevés par eux des différents groupes de gens incultes qui furent les gardiens de la légende de Cadieu; il s'est même efforcé de conserver à son texte le caractère

champêtre ou populaire, en élidant souvent l'*e* muet que respecte la prosodie classique et en ajustant des rimes qui sont parfois de simples assonances.

Les familiers de Benjamin Sulte savaient fort bien que, à ses yeux, il n'existait d'historiens que de Trois-Rivières; aussi nourrissait-il pour sa ville natale un fanatisme invétéré. Les écrivains de Québec ne lui inspiraient donc ni confiance ni considération. D'autant moins que le même Joseph-Charles Taché, au cours de plusieurs articles publiés dans la *Minerve*, de Montréal, en mars 1883, avait fort malmené l'auteur de la monumentale *Histoire des Canadiens-Français* et que Sulte en gardait le cuisant souvenir<sup>20</sup>. Pour subodorer ici de la supercherie, la rancune avait un tantet faussé le flair de Sulte, en lui fournissant une trop facile occasion de donner un coup de dent à Taché. Franchement, il ne faut pas être grand clerc pour reconnaître que ces onze couplets sont d'une plume plus ou moins moderne et plus fine que ne pouvait l'être celle de Cadieu, si tant est que l'on puisse supposer que notre canotier ait jamais touché une plume, lui que les registres déclarent ne savoir ni écrire ni signer.

Non, cher Benjamin Sulte, ce n'est pas Cadieu qui a scandé, mis en strophes et rimé ces 44 vers que nous lisons dans les *Chansons populaires du Canada*. Nous savons, grâce à vous, que cette versification est de vos trois confrères québécois — comme nous savons qu'est de Marius Barbeau la restauration de cent, sinon de mille vieilles chansons qu'il a recueillies pour la postérité, après les avoir tirées bribe par bribe de la mémoire de nos chanteurs campagnards. Il ne faut surtout pas fixer la date de naissance d'une chanson populaire d'après le style du texte qui en est finalement publié. Car il va sans dire que, d'un siècle à l'autre, les chanteurs interprètent cette chanson dans leur propre langue, modernisent les archaïsmes et transposent les idiotismes que contenait le texte primitif. Le *Juif errant*, d'après les images d'Épinal que nous achetions à un sou, est sans aucun doute le même que chantaient les bonnes gens du XIII<sup>e</sup> siècle; mais il est aussi manifeste que cette vieille complainte ne s'entend plus aujourd'hui dans la même parlure qu'au moyen âge.

Puisque nous n'avons pas, comme l'entretenait Sulte, l'espoir que les couplets écrits par Cadieu tomberont un jour sous l'œil du critique, et que nous n'avons pas davantage la patience d'attendre ce jour qui ne luira probablement jamais, pourquoi n'essaierions-nous pas de reconstituer le drame qu'évoque cette complainte et d'analyser les circonstances qui ont pu inciter Cadieu à écrire son « chant de mort ».

<sup>20</sup>Ces articles de J.-C. Taché ont été réunis en une brochure intitulée *Les Histoires de M. Sulte*, publiée chez Cadieux & Derome, à Montréal, en 1883.

circonstances qui rendraient la chose vraisemblable, plausible, probable et presque certaine ?

Si je croyais le moins aux sciences occultes et que je priasse une experte clairvoyante nécromane de rétablir ce drame de Cadieu, je ne serais pas du tout surpris de l'entendre me débiter à peu près ceci :

« Blessé à mort, abandonné dans la forêt et les marécages de l'île du Calumet où il s'était réfugié contre les Iroquois, et voyant sa fin venir, Jean Cadieu se traîne aussi près qu'il peut de la rivière, dans l'espoir que des canotiers apercevront son cadavre et débarqueront pour l'enterrer et donner une prière à son âme. Il confectionne de deux tronçons de branches une croix qu'il plante en ce lieu et qui ne manquera pas d'attirer tout de suite l'attention des voyageurs remontant ou descendant la grande rivière aux nombreux portages. Il creuse dans le sol une petite cavité qu'il espère avoir la force d'approfondir et qui lui servirait de fosse. Cette fosse, il la creuse à poignées, et la faiblesse le contraint souvent d'interrompre son travail. Comme il a pressenti qu'il va périr dans cette île avant qu'aucun secours lui arrive, il a coupé un feuillet dans l'écorce d'un bouleau *et y a écrit quelque chose*, au moyen d'un tison éteint ou à la pointe de son couteau.

« C'est dans cette petite cavité, dans ce commencement de fosse au bout de laquelle il a planté sa croix de branches, sur le rivage du Grand-Calumet que, une semaine plus tard, des canotiers d'Oka, partis à sa recherche après l'avoir trop longtemps attendu, ont trouvé son cadavre, les bras repliés sur le feuillet d'écorce recouvert de *son* écriture. Les voyageurs d'Oka ne songèrent même pas à ramener le corps à la mission du lac des Deux-Montagnes; ils s'empressèrent de l'inhumer, à l'endroit même où ils venaient de le trouver; ils consolidèrent la croix de branches que le moribond avait lui-même confectionnée, puis la plantèrent plus solidement sur la tombe toute fraîche. Ils s'en retournèrent enfin, après s'être agenouillés devant cette tombe, après avoir récité la prière des défunts et, surtout, enlevé cette écorce testamentaire qu'ils enveloppèrent avec les plus grandes précautions et rapportèrent religieusement à Oka.

« Autour de ce feuillet de bouleau, devenu pour eux une relique, se réunirent tour à tour les parents de Jean Cadieu, avec ses anciens copains de voyage et les coureurs de bois du Bout-de-l'Île, de Lachine, de Montréal, de Boucherville, du Tremblay, de Longueuil et de toutes les autres paroisses où le défunt était connu. Et chacun exprimait son avis sur l'événement, glorifiait ce sacrifice à tel point méritoire que la Sainte Vierge avait daigné intervenir pour guider miraculeusement les compagnons de Cadieu dans leur fuite à travers les récifs des Sept-Chutes. D'aucuns comparèrent l'acte héroïque de Cadieu à celui

d'Adam Dollard des Ormeaux et de ses seize camarades qui, quarante-neuf ans auparavant, au Long-Sault de l'Outaouais, avaient arrêté, au prix de leur vie, l'attaque de 800 guerriers iroquois sur Ville-Marie. D'autres s'émerveillaient du soin que ce malheureux voyageur, perdu et mourant, avait pu prendre d'adresser un suprême message à sa femme et à ses enfants, de creuser sa propre fosse et d'y planter sa propre croix funéraire.

« Un pareil sacrifice en plein sauvagerie, récompensé par un miracle de la Vierge et rehaussé des plus touchants détails, émut profondément toute cette population de pauvres gens qui continuèrent longtemps à s'en entretenir à la veillée. Si bien qu'un de ses anciens associés de canot, un chanteur comme ils l'étaient presque tous, s'avisa de formuler, d'après sa versification rudimentaire, les adieux du malheureux défunt de Grand-Calumet, en une chanson qui partit ainsi du lac des Deux-Montagnes et n'a cessé depuis lors de se transmettre de bouche en bouche. Avec d'autant plus de vivacité que le compositeur, de surcroît chanteur à l'église et connaissant son plain-chant, avait adapté à ses couplets la mélodie d'un cantique inspiré du *Stabat Mater* et chanté partout.

« La dolence de la musique relevant le thème dramatique, le chant de mort de Cadieu ne manqua point de pénétrer toutes les âmes simples et de lui assurer la postérité... »

Foi d'animal ! je tiendrais pour plus raisonnable que Benjamin Sulte la clairvoyante qui, avec ou sans transes magnétiques, me rapporterait ainsi le drame du Grand-Calumet, car cette reconstitution me paraît naturelle, humaine et rationnelle.

Pas plus que Sulte je n'admets qu'ait été composé par un voyageur illettré de 1660-70 le texte publié dans les *Soirées Canadiennes* de 1863; mais je crois fermement que, seul, un drame plus ou moins semblable à celui que nous a évoqué notre clairvoyante imaginaire, une authentique tragédie de la forêt sauvage et lointaine, ait pu répandre dans le peuple un émoi assez intense pour provoquer l'éclosion d'un chant populaire, pour justifier la vénération des humbles voyageurs des pays d'en haut qui, pendant deux cents ans, se sont arrêtés au portage du Grand-Calumet afin de relever la croix de bois qui marque la tombe de Cadieu. Et c'est le souvenir de ce drame, imprécis mais réel, qu'ont heureusement gardé les gens de la campagne et les coureurs de bois, si nul document officiel n'a consigné cet épisode de notre petite histoire.

Aux registres paroissiaux et aux actes notariés qui le concernent, Jean Cadieu est déclaré ne savoir ni écrire ni signer. Et Sulte se demande ce que signifie ce prodige d'un voyageur illettré de 1660 qui se



sert du langage littéraire de 1860. Voilà donc qu'il nous reste à élucider ce prétendu prodige.

En me procurant la copie conforme du contrat passé par-devant M<sup>re</sup> Antoine Adhémar à Ville-Marie, le 28 juillet 1704, pour légaliser l'engagement de 55 voyageurs à qui la Compagnie de la Colonie du Canada allait confier la conduite de ses canots de traite au fort de Pont Chartrain au lac Erié, l'érudit E.-Z. Massicotte m'apprenait que, *d'ordinaire*, lorsqu'un grand nombre de voyageurs s'engageaient dans un même acte, ils ne signaient pas. Dans ce contrat du 28 juillet 1704, cinquante-cinq voyageurs s'engageaient par le même acte, et quarante (dont Jean Cadieu) y sont déclarés ne savoir ni écrire ni signer.

Pourtant, une ordonnance obligeait les comparants à un acte authentique, déclarés ne savoir ni écrire ni signer, à y « apposer leur marque »; et le notaire devait tenir la main — voilà bien le cas d'employer cette expression — à ce que pareils comparants, à défaut de leur signature, apposassent à l'acte leur marque. Cette marque consistait parfois en un signe ou une figure propre au comparant déclaré ne savoir écrire ni signer, et le plus souvent en deux petits traits de plume formant une croix. Par exemple, dans un contrat dressé le 13 septembre 1674, par le même M<sup>re</sup> Antoine Adhémar, exerçant alors en la juridiction de Trois-Rivières, le comparant Michel Le Mé est déclaré « ne scavoir signer de ce interpellé suivant l'ordonnance », et, avant les signatures des autres parties qui savaient signer, une croix est encadrée des mots « Marque + dud. Le Mé ».

Or, au bas du contrat d'engagement de 55 voyageurs, passé devant M<sup>re</sup> Adhémar, le 28 juillet 1704, aucun des 40 comparants déclarés ne savoir ni écrire ni signer n'a apposé sa marque, malgré l'ordonnance qui les y obligeait tous les quarante. Ce qui confirme l'observation de Massicotte que, en pareils cas, les voyageurs engagés par cet acte notarié ne signèrent point et n'apposèrent même pas leur marque, pour la bonne raison probable qu'ils n'assistaient pas à la signature de leur contrat d'engagement. Car nous devons supposer que, à cette époque de régime colonial, un personnage qui engageait d'un seul coup 55 voyageurs pour une expédition de traite, s'en remettait à un recruteur de racoler, à Montréal ou dans les paroisses voisines, le nombre d'hommes requis et de leur fixer l'heure et le lieu du départ, sans que cet aristocratique employeur se donnât la peine de convoquer ses 55 engagés chez le notaire pour signer avec lui leur contrat d'engagement. En 1704, la démocratie ne manifestait pas de pareilles exigences et ne recourait pas aux officiers ministériels pour légaliser les moindres tractations des gens du peuple. D'où il ressort que la formule, ajoutée aux actes notariés de l'époque, que certains comparants ne savaient



ni écrire ni signer, ne prouve pas que ces comparants ne savaient réellement ni écrire ni signer, et ni même qu'ils aient effectivement et personnellement comparu devant le notaire instrumentant.

Pauvre, ignorant, enfant du peuple, manant et presque serf dans cette Nouvelle-France où dominait au début l'autorité féodale, on peut se figurer un Jean Cadieu quelque peu méfiant et surnois. Orgueilleux même, avec son ambition de tirer son épingle du jeu, et peu enclin à mettre sa signature timide à côté de celles des personnages qui devaient signer avec lui des registres paroissiaux ou des engagements notariés. Il pouvait s'imaginer aussi qu'un comparant à un contrat, que le notaire déclarait ne savoir ni écrire ni signer, se trouvait moins engagé par cette déclaration notariale que par sa propre signature; et Cadieu s'accommodait volontiers d'y figurer comme ignorant plutôt que d'apposer lui-même et gauchement son nom à l'un de ces actes publics dont se méfient les pauvres diables de la glèbe qui s'y sentent à jamais liés par le redoutable et mystérieux baragouin de la Justice.

L'historien J.-Edmond Roy, qui a longtemps exercé le notariat à Lévis avant de devenir archiviste à Ottawa (1908) et qui a manipulé des milliers d'anciens contrats, a noté cette réserve dans son *Histoire de la Seigneurie de Lauzon* dont les cinq gros tomes débordent souvent la Seigneurie de Lauzon pour embrasser l'histoire générale du Canada :

Il nous est arrivé, en feuilletant les archives de l'état civil conservées dans les paroisses ou les études des notaires, de rencontrer des centaines et des centaines d'actes rédigés depuis la conquête du pays et où les parties déclaraient ne savoir ni écrire ni signer.

Celui qui croirait que toutes ces déclarations sont vraies se tromperait étrangement.

Une expérience de vingt ans de pratique notariale nous a mis à même de juger que la plupart du temps les parties interpellées de signer déclarent ne pas le savoir, soit par timidité, soit par fausse honte, et que si on les presse un peu, elles finissent par s'exécuter. D'autres déclarent ne pas savoir signer, par principe, croyant de la sorte s'engager moins.

Il serait imprudent, pour juger de l'instruction d'une génération, de se baser trop aveuglément sur ces documents publics, et il est nécessaire de recourir à d'autres sources.

Un auteur français a même écrit tout un livre pour prouver que la signature a été inventée par les gens qui ne savaient pas écrire (C. Guigne, *De l'origine de la signature et de son emploi au moyen-âge, principalement dans les pays de droit écrit*).

C'est peut-être aller trop vite en besogne et pousser une thèse à l'extrême. Il est certain, cependant, que le défaut de signature

n'est pas toujours une preuve que l'on a devant soi une personne illettrée<sup>21</sup>.

Ceux d'entre nous qui ont quelque peu fréquenté nos régions forestières où s'exercent la colonisation et l'industrie, la vallée du Saint-Maurice ou de la Gatineau, l'intérieur de la Gaspésie ou les parages du lac Saint-Jean, n'ont point manqué de rencontrer quelque *jobber* ou quelque *ouvrier* de village qui serait fort gêné de signer un acte officiel devant un juge ou un notaire et qui, pourtant, n'est aucunement en peine de tenir ses comptes. Chargez-le de vous fournir 100,000 billots de telle et telle essence, adjugez-lui la construction d'une maison pour vous en remettre la clef à telle date, et vous verrez qu'il exécutera son contrat à point nommé et vous fera payer exactement le prix convenu, avec les moindres suppléments imprévus. Bien qu'un acte notarié ait déclaré votre homme « ne savoir ni écrire ni signer », n'allez pas vous abuser sur son ignorance, car vous constaterez qu'il sait fort bien tenir des écritures pour ses propres besoins. Un individu aussi entreprenant, et même aussi intelligent, n'est jamais absolument analphabète. Or, le fond de l'homme ne change pas tellement d'un siècle à un autre, et le bricoleur de 1950 ressemble fort au voyageur d'il y a deux cent cinquante ans qui, comme Cadieu, s'engageait par-devant Mre Adhémar, le 20 mai 1695, à Ville-Marie, pour « mener un canot chargé de marchandises au fort de la Louisiane et en ramener un canot chargé de pelleteries et avoir soin du tout comme un bon voyageur doit faire ».

Alors que Jean Cadieu avait dix ans, en 1681, les Sulpiciens tenaient une école pour les garçons, à Montréal, au coin des rues Saint-François-Xavier et Notre-Dame. Quelques années plus tard, les Frères Charron instruisaient la jeunesse, avant même de fonder leur institution d'hospitaliers<sup>22</sup>. Comme les garçons de son âge, Cadieu n'a probablement pas manqué de fréquenter plus ou moins ces écoles lorsqu'il n'allait pas aider, pour gagner quelques sous, à la construction du Château de Ramezay ou à l'érection des fortifications autour de Ville-Marie. Certains conteurs qui se sont transmis le récit de son aventure nous désignent Jean Cadieu comme un interprète auprès des sauvages, et ses nombreux déplacements et voyages nous donnent à croire qu'il ne manquait ni d'audace ni de ressources. Il était aussi probablement chanteur, puisque les entrepreneurs des longs voyages aux pays d'en haut préféraient engager des canotiers bons chanteurs pour servir de boute-en-train dans les équipes. Kohl tenait des anciens trappeurs du lac Supérieur que Jean Cayeux « was beloved by the Europeans [ses employeurs français] and friendly Indians ». Sans plus de doute, il se

<sup>21</sup>Histoire de la Seigneurie de Lauzon, IV, p. 197.

<sup>22</sup>Cf. Bulletin des recherches historiques, 1922, p. 37.

joignait aux groupes algonquins qui venaient à la grande foire annuelle de Montréal; lui-même coureur de bois et songeant assurément à pratiquer quelque peu la traite des pelleteries pour son propre compte, il ne devait point manquer d'écouter leurs récits et de s'initier à leurs façons d'attraper les animaux à fourrure. Il apprit ainsi que des sauvages portaient dans leur sac une véritable *bibliothèque*, c'est-à-dire des écorces de bouleau sur lesquelles eux-mêmes ou leurs ancêtres avaient tracé, dans des caractères qui leur étaient propres et intelligibles, des itinéraires de voyages, des plans, des symboles dont ils connaissaient la signification, voire des prières. Dans son *Etude sur Jolliet*, Ernest Gagnon nous a rapporté comment « M. de Saint-Lusson prit officiellement possession de l'Ouest au nom de la France et parapha le procès-verbal pittoresque où les signatures des témoins français voisinent avec les figures d'animaux tracées par les chefs sauvages pour représenter les totems de leurs tribus. » Dans sa *Nouvelle Relation de la Gaspésie*, Chrestien Le Clercq nous avait déjà montré comment les sauvages, sans savoir ni lire ni écrire, apprennent leurs prières à l'aide de caractères que les missionnaires forment sur des écorces de bouleau, et que les sauvages conservent précieusement. « Ils ont beaucoup d'industrie, ajoute Le Clercq, pour faire sur de l'écorce une espèce de carte qui marque exactement toutes les rivières et ruisseaux d'un pays dont ils veulent faire la description; ils en marquent au juste tous les endroits; en sorte qu'ils s'en servent avec succès et qu'un Sauvage qui la possède fait de longs voyages sans s'égarer. » Il est aussi certain que les sauvages possédaient des signes pour tenir compte de leur troc avec les traiteurs blancs. Sa courte fréquentation des écoles de Montréal et son commerce avec les sauvages nous donnent à présumer que Jean Cadieu possédait quelque alphabet de sa façon, qui lui suffisait à marquer les chiffres, les dates, les noms et même les idées que sa mémoire lui paraissait incapable de conserver.

Meneur de longues navigations et chanteur, il pouvait *composer* des chansons autant que d'autres chansonniers sans instruction, au Canada comme en tout autre pays. « Georges de Blanchelande ne se plaisait qu'avec l'écuyer Francœur qui, ayant beaucoup chevauché par le monde, connaissait les mœurs des hommes et des animaux, décrivait toutes sortes de pays et composait des chansons qu'il ne savait pas écrire. Francœur fut de tous les maîtres de Georges le seul qui lui apprit quelque chose, parce que c'était le seul qui l'aimât vraiment et qu'il n'y a de bonnes leçons que celles qui sont données avec amour<sup>23</sup>. »

Certaines plaintes, ou autres chansons qui commémorent un événement plus ou moins important, ont été écrites par un chansonnier

<sup>23</sup>Anatole France, petit roman intitulé *Abeille*, chap. 4, dans *Balthazar*.

appartenant au groupe social qu'affectait cet événement; et nos folkloristes possèdent maints couplets ainsi composés par des maîtres d'école, des curés, des avocats. Ces chansons, devenues populaires, se sont d'abord transmises par écrits retrouvés dans des albums familiaux, des grimoires de tabellions ou des paperasses abandonnées aux combles de vieilles maisons. Aucun texte écrit de la complainte de Cadieu n'a été produit avant celui que Taché ou La Rue a publié en 1863; et l'on sait comment et par qui la versification en a été établie, avec des éléments provenant uniquement de la tradition orale. Cette fameuse complainte a donc été d'abord *composée* par un chansonnier qui ne l'a pas *écrite*, en toute vraisemblance par un analphabète. Dans ses *Originaux et détraqués* (1892), Louis Fréchette nous a présenté deux de ces poètes illettrés, Grosperin et Marcel Aubin; dans *Chez nous* (1914), Adjutor Rivard nous en fait connaître un autre, Pierre-Paul. Le *Bulletin des recherches historiques* rapporte, ça et là, plusieurs autres chansons composées par des gens de chez nous qui ne savaient ni lire ni écrire, entre autres la *Complainte de la femme brûlée*<sup>24</sup>. Et combien Marius Barbeau n'en a-t-il pas rencontré, de ces chansonniers ignares, au cours de ses randonnées de folklore! Ce qui prouverait tout aussi bien que notre Cadieu pouvait *composer*, à l'occasion, quelques couplets et même un chant de mort. Cependant, la question qui nous occupe est de savoir s'il était capable d'*écrire* sa chanson. Non pas, certes, les onze quatrains publiés dans les *Soirées Canadiennes* de 1863, mais quelques lignes ou seulement quelques mots qui suscitent une chanson.

Tout bien considéré, quel est, de toute l'aventure de Cadieu, l'élément extraordinaire et saisissant — l'élément épique, pour ainsi dire — qui en fait une *geste* et sauve ainsi cette aventure de la triste banalité de cent autres drames qui se sont déroulés dans ces trajets sauvages, durant toute cette longue période de périlleuse navigation canotière? C'est incontestablement ce lambeau d'écorce retrouvé sur le cadavre de Cadieu; c'est ce menu détail, trop simple et trop humain pour avoir été imaginé par des faiseurs de légendes. Or, pourquoi le voyageur perdu dans l'île du Calumet aurait-il taillé ce feuillet de bouleau, hormis que pour y écrire quelque chose? Pourquoi, je vous le demande, serait-il mort en pressant cette écorce sur sa poitrine, s'il n'y avait pas tracé quelque message suprême?

Je persiste donc à croire que Cadieu a pu écrire, qu'il a effectivement écrit, sur son feuillet d'écorce, quelques mots ou tout au moins quelques signes constituant, par définition, un texte, et que l'interprétation de ce texte a fourni le thème de la complainte. La complainte elle-même

<sup>24</sup>*Bulletin des recherches historiques*, 1922, p. 181.

peut ainsi avoir été composée, sur ce texte larvaire, par un chansonnier quelconque, pour se répandre parmi les gens du peuple qui se la sont transmise de bouche en bouche et y ont, avec le temps et d'un village à l'autre, apporté des variantes et même des fioritures que des écrivains de Québec ont recueillies pour en établir les versions dont notre folklore a finalement hérité. Elle trouve pourtant sa source dans l'écriture que portait cette écorce de bouleau; elle dérive de ce texte, quelque rudimentaire qu'on puisse le concevoir, qui suffit néanmoins à justifier l'attribution de la complainte à Cadieu lui-même.

Cette hypothèse peut, seule, à mon avis, expliquer et justifier l'extraordinaire émoi que déclencha la mort de Cadieu. Les croix qui jalonnent les rivages de nos grandes rivières conduisant aux pays d'en haut, aux anciens territoires de traite, montrent assez combien de malheureux voyageurs ont été sommairement inhumés par leurs compagnons de route. Nicholas Garry nous a déjà rapporté que, le Grand-Calumet passé, il s'est arrêté avec ses guides, pour prendre un repas, en un endroit charmant qu'attristaient cependant onze croix plantées tout autour de leur bivouac.

Aucun de tous ces morts, enterrés sur les rives du Saint-Laurent, du Richelieu ou de l'Outaouais, n'a laissé son nom dans la mémoire du peuple parce que leur aventure ne présentait pas un caractère assez puissant pour en accrocher le souvenir dans le sentiment populaire. Mais le voyageur qui sacrifie délibérément sa vie pour sauver ses compagnons et que la Vierge vient aider à accomplir son héroïque dessein, le voyageur qui, perdu et sentant la mort approcher, écrit sur une écorce de bouleau son chant de mort, des adieux à sa femme et à ses enfants, ou seulement quelques signes devant être interprétés comme tels, se confère inconsciemment, celui-là, un nimbe qui force l'admiration, la sympathie, la vénération et même le souvenir.

André Suarès, qui jugeait l'art en philosophe et avec une remarquable pénétration, vint à cette conclusion : « Pour le poète, pour l'artiste, la question n'est pas de donner une impression de l'objet, qu'il s'agisse de l'homme, du paysage, de l'anecdote fugitive ou de l'histoire. Le tout est d'en inventer le sentiment profond et de le transmettre ». Cet aphorisme, que Suarès énonçait après avoir analysé l'œuvre de Léonard de Vinci, s'applique à tous les degrés de l'échelle artistique. Si la poésie le touche au moment d'évoquer le moindre événement dont son cœur s'est ému, un chansonnier de village, même sans instruction, peut fort bien en « inventer le sentiment profond et le transmettre », tout au bas de l'échelle, comme faisait, tout au sommet, le génie universel que fut le peintre de *La Joconde*.

Si ce n'est pas le texte tracé par un moribond sur un feuillet d'écorce

qui constitue la source authentique de la légende de Cadieu, si la plainte n'est pas une amplification de cet écrit primitif, si, à la parfin, cette légende est une simple fable de l'imagination, j'attends le savant philologue qui restaurera cette fable et nous démontrera que les éléments fictifs dont elle se compose sont assez émouvants pour produire dans l'esprit du peuple l'effet vivace et prolongé que la plainte de Cadieu a produit. Et tant qu'un folkloriste, ou préférablement un historien, n'aura pas trouvé un papier qui détruise notre preuve de circonstances, je tiendrai cette preuve pour recevable et suffisante. J'accueillerais même avec joie pareille trouvaille et m'en féliciterais, puisque nos inductions auraient peut-être excité ce praticien à découvrir la vérité dans un véritable document qui règle enfin l'affaire, alors que, de mon côté, je la cherchais parmi les ignorants et les coureurs de bois qui s'étaient inconsciemment constitués les gardiens de la légende de Cadieu. De toute façon, cette éventuelle infirmation ou confirmation de notre preuve ne changerait rien à la plainte elle-même. Les techniciens de notre folklore pourront en gloser à leur aise, en comparer les multiples variantes, en rétablir un texte authentique ou qui leur paraîtra tel. Peu me chaut. La *complainte* me touche moins que la *chanson*, au sens que le moyen âge attribuait à ce vocable : Chanson, Geste ou Chanson de geste, poème épique où sont racontés les hauts faits de personnages historiques ou fabuleux, où sont célébrés les exploits de paladins, de chevaliers qui allaient chercher des aventures pour être ensuite reçus dans le palais des princes. Entre autres, la Chanson d'Antioche, la Chanson de Renaud de Montauban, la Chanson de Gormonde et d'Isembart, la Chanson de Roland... « Les chansons de geste, rapporte Larousse, se proposaient, à l'origine, de donner des leçons de vaillance, de dévouement à la foi, de fidélité au suzerain... À partir de la fin du XII<sup>e</sup> siècle, elles deviennent de simples romans d'aventure où le merveilleux tient de plus en plus de place ».

Sans scruter davantage, sans examiner plus à fond la *complainte*, quelques-uns de nos littérateurs ont, tant en vers qu'en prose, abordé déjà la *chanson*, c'est-à-dire le sacrifice héroïque du voyageur que nous avons essayé de reconnaître. Laissons donc aux folkloristes la *complainte* et, aux poètes et aux artistes, la *chanson* de Cadieu.

#### APPENDICE

Charles Cadieu dit Courville venait de Normandie, d'après le registre de confirmation conservé à l'archevêché de Québec; et, d'après une note au *Dictionnaire généalogique* de Tanguay, corrigé et annoté



par Philéas Gagnon, ce Cadieu dit Courville était à Québec en 1647 et savait signer son nom. Les *Jugements du Conseil Souverain de Québec*, les *Relations des Jésuites*, le *Journal des Jésuites*, les registres paroissiaux de Beauport et enfin Tanguay le désignent différemment « Cadieu dict Courville », « Charles Cadieu Courville », « Cadieu surnommé Courville », « Courville » tout court, « Charles Cadieu, Sieur de Courville », « Charles Cadieu dit Courville ». En sorte qu'on le nomme Courville plus généralement que Cadieu. La côte qu'il fallait gravir pour atteindre sa demeure près du saut Montmorency s'est appelée et a continué de s'appeler Côte de Courville et non Côte de Cadieu.

Dès son arrivée à Québec, ce Cadieu dit Courville apprend l'algonquin afin d'obtenir des emplois d'interprète et il prend part à quelques expéditions de traite. Le *Journal des Jésuites*, à la date du 10 novembre 1650, mentionne :

Simon Guyon, Courville et Lespinay partent en canot pour la chasse de loups marins vers Tadoussac, selon le convenu par un contrat d'association avec M. de Tilly, M. Buissot et M. Godefroy. . . Outre ce dessein de la pêche du loup marin, ils prétendent attirer là les Sauvages et y faire bonne traite de castors, et pour cet effet les susdits Courville, Lespinay et Simon Guyon avaient fait un voyage dans le Saguenay pour lier la partie avec les Sauvages et jeter le hameçon de cette traite. Le dit voyage se fit dans le mois d'Octobre et ils en rapportaient environ 300 castors.

Ce Courville semble avoir renoncé tôt aux expéditions de traite. Il acheta, dans les environs de la chute de Montmorency, une terre qu'il faisait valoir lui-même, « avec toute l'application et l'indépendance d'un patriarche ». C'est lui qui donna son nom à la Côte de Courville qui mène au pied du saut Montmorency et qui est devenue célèbre par la défaite que les Anglais y subirent le 31 juillet 1759.

Né en 1628, Charles Cadieu dit Courville a été inhumé à Beauport le 9 août 1715. Il avait épousé, à Québec, en 1654, Michelle-Magdeleine Macard dont il eut huit enfants, six filles et deux fils : Jean-Charles, né à Québec le 24 octobre 1655 et inhumé à Beauport le 26 mai 1709, et François, né à Beauport le 3 décembre 1673 et inhumé à Beauport le 13 janvier 1703. Ses descendants semblent — comme lui-même — avoir adopté, plutôt que celui de Cadieu, le patronyme Courville qui désigne la souche normande des Cadieu et ses ramifications à Québec et à Beauport. La branche angevine, toute distincte, commence, à Montréal, avec Jean Cadieu qui y arriva en 1653 et y épousa Marie Valade en 1663.

Tanguay mentionne (vol. II, p. 516) un Charles Cadieu, originaire de Beauport, qui habitait Cahokia en 1745 et aurait épousé une

Illinoise du nom de Marie-Catherine Péorias, née en 1720 et inhumée à Cahokia en 1758. Une esclave de cette Marie-Catherine a donné naissance à un fils illégitime dont voici l'acte de baptême, extrait des registres de la mission de Saint-Ignace de Michilimakinak :

Ce 25 octobre 1747, j'ai baptisé solennellement dans l'église de cette mission un enfant d'un an environ, fils illégitime d'un nommé Dion, voyageur, et d'une esclave appartenant de présent à Catherine Illinoise femme légitime d'un nommé Cadieu établi aux Illinois. Le parrain a été Monsieur Bourassa père et la marraine la susdite Catherine femme de Cadieu, qui lui ont donné le nom de Louis-René sur les saints fonts. Fait à Michilimakinak, l'an et jour que dessus.

(Signé) P. DU JAIMAY,  
*Missionnaire de la Conception de Jésus*

(Signé) BOURASSA.  
Marque de ladite Catherine.

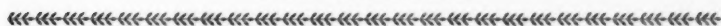
L'archiviste de la province de Québec, Pierre-Georges Roy, a bien voulu faire des recherches au sujet de ce Charles Cadieu établi aux Illinois, et voici ce qu'il m'écrivait à la date du 1er novembre 1920 :

Je viens de voir de nouveau les doubles des registres de Beauport déposés à Québec. Je n'y trouve aucune preuve que Charles Cadieu, marié à Marie-Catherine Péoria, est un Cadieu de Beauport. Je crois que Tanguay a fait, ici, comme en bien d'autres cas : il a supposé. Cette entrée de Tanguay indique qu'il n'a vu que l'acte de sépulture du 3 juillet 1758 (Cahokia) et l'acte de naissance du 8 juillet 1741. Je mettrais presque ma main au feu que ni l'un ni l'autre acte ne porte la mention : Charles Cadieu, de Beauport.

Cet extrait des registres de Saint-Ignace de Michilimakinak donnerait raison à Pierre-Georges Roy contre Tanguay, puisque ces registres ne précisent aucunement qu'il s'agit de Charles Cadieu, originaire de Beauport, mais bien « d'un nommé Cadieu établi aux Illinois ». En tout cas, Charles Cadieu dit Courville, qui fit souche normande à Québec, a été régulièrement inhumé à Beauport en 1715, et ses deux fils y ont de même été inhumés en 1703 et 1709. Le Charles Cadieu, de Cahokia, ne pourrait donc appartenir qu'à une génération postérieure qui se rapprocherait déjà trop de la Conquête pour que ses membres fussent décédés « in the old French time »<sup>25</sup>.

<sup>25</sup>Cf. Tanguay, I, p. 97, et II, p. 516; Notice de l'abbé Hermas Michaud, dans le *Bulletin des recherches historiques*, 1896, p. 190; *Notes sur les Archives de Beauport*, de Mgr Jean Langevin; *Relations des Jésuites* (édition Thwaites), XXXV, p. 56, et XLII, p. 284, et Note de Thwaites, XLII, p. 300.





## Le Rôle économique, social et culturel de l'artisanat

PAUL RIOU ET JEAN-MARIE GAUVREAU, M.S.R.C.

DANS une étude précédente, nous avons étudié les formes de l'activité artisanale<sup>1</sup> et montré comment elles s'intègrent et se fondent dans l'organisation industrielle moderne. Nous avons essayé de préciser, du moins pour notre pays où l'entreprise, grande ou petite, est restée libre, les conditions dans lesquelles évolue l'artisan. Le sujet était uniquement traité au point de vue économique laissant de côté l'aspect juridique, professionnel, statistique ou corporatif, nous réservant d'étudier ultérieurement la question telle qu'elle existe dans les pays d'Europe. Pour eux, les problèmes qui se posent ne découlent pas tant des activités artisanales, que du statut juridique des métiers et de la petite entreprise; la nature de leur activité n'intervient pas.

Il nous est impossible d'accepter la définition de Monsieur Hubert Ley<sup>2</sup> : « l'artisan est celui qui exerce un des métiers d'Artisanat à son propre compte sous une forme non industrielle. » Nous sommes aussi obligés de rejeter les divisions des formes d'exploitation d'un métier par l'économiste allemand Buchner<sup>3</sup>. La définition de M. Ley ne définit rien, puisqu'elle contient le mot artisanat et les mots « forme non industrielle »; artisanat : c'est justement le mot qu'il faut définir. Quant à la dernière partie, l'industrie est, d'après les économistes, l'acte de transformer à l'aide d'un certain travail la matière inanimée en objets ayant un emploi. Il est donc impossible de concevoir une industrie qui n'aurait pas de formes industrielles. Nous préférons davantage la définition et les divisions de l'industrie données par M. Raoul Blanchard car elles sont basées sur les faits économiques en tenant compte des modifications qui se sont produites dans la vie des peuples au cours des âges. Signalons cependant le fait que l'auteur traite de la question d'une façon très générale et qu'il étudie l'industrie sous toutes ses formes<sup>4</sup>. Quand il s'agit d'artisanat proprement dit, nous devons restreindre cette définition en l'appliquant uniquement à la fabrication d'objets ayant un caractère personnel.

<sup>1</sup>« Les Formes de l'activité artisanale », *L'Actualité économique*, juillet 1947.

<sup>2</sup>Hubert Ley, *L'Artisanat : entité corporative* (Dunod, 1938).

<sup>3</sup>*Ibid.*

<sup>4</sup>Nous croyons nécessaire de revenir sur ce sujet à cause de la confusion que le mot artisanat crée dans les esprits.

Il est étonnant de voir combien, dans tous les pays, l'idée qu'évoque le mot artisan est imprécise chez les écrivains, les journalistes et les publicistes. La boutade d'un journaliste humoristique de chez-nous, souligne ce fait de façon péremptoire. « L'artiste est un artisan qui ne travaille pas, l'artisan est un artiste qui travaille. » Les difficultés proviennent du fait que, pour des fins juridiques ou statistiques, l'on veut apporter une exactitude mathématique ou physique, à la mesure d'un phénomène économique qui n'est pas strictement physique. Par exemple la notion d'entreprise artisanale ne peut pas se déterminer par le nombre d'ouvriers qui y travaillent. On ne peut pas être entreprise artisanale avec cinq ouvriers et ne plus l'être quand on embauche un sixième. Une entreprise de plomberie, de boulangerie ou de cordonnerie, etc., n'a rien à faire avec la notion d'artisanat, même si le patron travaille seul ou emploie de un à cinq ouvriers. La statistique et la loi, étant donné leur caractère et leur objet, sont incapables de définir un terme qui ne tient pas entièrement à quelque chose de matériel. Il y a un élément qui échappe à ces deux disciplines dont les fins sont purement utilitaires.

Avant la révolution de 1790, les corporations englobaient tous les métiers sans distinction. Mais il ne faut pas oublier cependant qu'Etienne Boileau écrit *Règlements sur les arts et métiers de Paris*. Les règlements concernent donc tous les métiers, mais avec une certaine nuance, même s'ils sont soumis aux mêmes ordonnances. Au moyen âge d'ailleurs, étant donné la mission des corporations de métiers, la distinction n'est pas nécessaire, car tous les métiers sont les dépositaires d'un certain nombre de secrets et de techniques qui suffisent à leur conférer le caractère artisanal. L'apparition de nouveaux modes de production, le passage de la technique en d'autres mains, la modification du régime du travail, ont tout changé. Il est impossible aujourd'hui d'appliquer les mêmes termes à un état de chose qui n'existe plus ou qui est tellement différent qu'il est devenu méconnaissable. Le Bureau International du Travail<sup>5</sup> a exprimé cette idée de la façon suivante : « Ces quelques exemples suffisent à montrer qu'il serait vain de chercher un critère quantitatif permettant à lui seul de définir l'entreprise artisanale par comparaison avec l'entreprise de petite industrie, et qui soit commune à tous les pays. Mais l'absence d'un critère international n'autorise pas à dépouiller de toute signification chacun des critères nationaux, s'ils en ont un. Convenons d'abord que ces critères sont incapables de retenir d'une manière certaine tout ce qui est entreprise artisanale aussi bien que d'exclure ce qui ne l'est pas. » Toujours d'après le Bureau International du

<sup>5</sup>Hubert Lay, *L'Artisanat : entité corporative*, p. 43.

Travail, « il s'agit d'une notion mouvante, variable, qui appartient en propre à la vie économique et qui, par sa nature s'oppose invisiblement à toute tentative en vue de la faire entrer de force dans le cadre rigide d'une définition valable pour tous les cas et pour tous les temps. » Notons que dans presque tous les pays européens le statut juridique de « l'artisan » tel que défini par la loi, se rapporte toujours à des questions d'exonérations fiscales et à des fins de statistiques.

La loi française de 1925 se lit comme suit : « Les chambres de métiers sont, auprès des pouvoirs publics, les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans, maîtres et compagnons de leur circonscription. Par maître artisan, il y a lieu d'entendre les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe qui exercent un métier manuel, à condition, d'une part, qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seul ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille ou de compagnons et apprentis, et à condition, d'autre part, qu'ils l'exercent sans se trouver sous la direction d'un patron. » Puis on y trouve des considérations sur le nombre de compagnons et apprentis. Comment peut-on avoir des compagnons et des apprentis et ne pas avoir de patron ?

On se rend facilement compte, par ce que nous venons d'exposer, que toutes ces définitions sont faites soit dans un but fiscal, juridique ou statistique, soit dans le but de grouper ensemble des ouvriers isolés qui ne peuvent pas appartenir aux chambres syndicales, mais qui ont quand même besoin de se protéger et d'agir en groupe auprès des gouvernements. Ces définitions ont donc, répétons-le, un objet purement utilitaire qui n'entre pas dans l'essence même de la question. Elles ne correspondent pas à l'idée que le mot artisan éveille chez l'homme de la rue. Ce dernier serait bien étonné si l'on nommait « artisan » le plombier du village bien qu'en France il puisse avoir le statut juridique d'artisan. Et quand M. Jean Gaillotti<sup>6</sup> écrit que l'artisanat est en péril dans l'Afrique du Nord, il parle des métiers d'arts indigènes. Il ne sent même pas le besoin de préciser, et il ne fait aucune allusion aux métiers utilitaires dont nous avons parlé.

Il est évident que les métiers ordinaires, qui sont à n'en pas douter, intéressants, et dont l'utilité ne peut être mise en doute, sont pratiqués par des gens qui rendent des services; et leur existence dépend uniquement des besoins d'usage courant; alors que l'artisan véritable apporte à la société, au mouvement artistique d'un pays, à son avancement culturel, à la délectation des individus, à la formation de leur goût, et à l'élévation de l'esprit, autre chose que le plombier ou le cordonnier. Dans notre pays la qualité d'artisan ne découle pas d'un statut juri-

<sup>6</sup> « L'Artisanat en péril dans l'Afrique du Nord », *La Presse*, 20 octobre 1952.

dique, l'entreprise commerciale et industrielle étant libre. Elle tient plutôt à la nature du produit fabriqué et à l'usage auquel on le destine. En effet le boulanger, le fromager, l'électricien, etc., qui peuvent quelquefois, à cause de la perfection avec laquelle ils accomplissent leur métier, être appréciés comme des artistes<sup>7</sup>, ne sont pas considérés comme des artisans. Les objets qu'ils fabriquent sont d'un usage courant et n'ont pas de caractères distinctifs. Ce sont des objets impersonnels qui peuvent être plus ou moins recherchés par la clientèle. L'acheteur cependant est satisfait si la qualité en est bonne, et cette dernière est déterminée par l'usage plus ou moins satisfaisant qu'il en donnera. Il ne recherche pas autre chose quand il consomme le produit. Il n'en est plus de même quand on achète une lampe, un vase, une statuette ou un tissu; nous recherchons alors certaines caractéristiques personnelles de l'artiste qui les a fabriqués : technique et aspect artistique qui plaisent à l'esprit et qui produisent sur l'acheteur un sentiment d'admiration, et un plaisir intellectuel, qui correspondent à l'état d'âme et à la communauté de sens artistique qui peuvent exister entre l'artisan et son client.

Au point de vue économique, répétons-le, l'artisan est un industriel; il transforme la matière première en un objet utile, ce dernier mot étant pris dans le sens le plus large. Nous avons vu aussi que l'industrie peut prendre plusieurs formes que nous avons déjà définies : domestique, complémentaire et autonome. Nous ne reviendrons pas sur ces définitions, nous renvoyons le lecteur à l'article cité plus haut.

Les difficultés que les pays européens éprouvent à définir l'artisanat tiennent probablement à un fait historique. Avant la révolution, l'appellation d'artisan était donnée au titulaire de tous les métiers. C'est ce que révèle les documents anciens et les travaux des auteurs modernes qui ont étudié la question. Dans la pratique, on n'a pas voulu s'embarrasser d'une définition. A ce moment, les métiers ont tous d'ailleurs joué un rôle identique dans la vie sociale et dans l'édification de l'industrie moderne. Les législateurs ont détruit légalement les corporations, mais ils n'en ont pas effacé entièrement l'idée, celle-ci restant attachée aux œuvres des seuls artisans qui pratiquèrent les métiers d'art. Ces chefs-d'œuvre restent l'unique témoignage visible de ce grand passé. On ne fit pas la différence soit involontairement ou soit par sectarisme. Il ne faut pas oublier cependant que tous jouèrent un rôle également important au point de vue technique. C'est ce que nous allons nous attacher à démontrer.

<sup>7</sup>Certains chefs-cuisiniers, certains pâtisseries peuvent pousser leur art au point de devenir artistes. Leur production alors n'est pas de consommation courante mais est recherchée comme de véritables œuvres d'art.

On se rappelle le rôle des corporations du moyen âge. Elles couvrent ou englobent toute l'activité industrielle du temps. Le nombre des métiers de Paris du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup> atteint déjà le chiffre important de 128; ce qui est l'indice d'une haute spécialisation. La liste des métiers énumérés dans le Régistre de la Taille étaient pour le textile les suivants :

Lingères	5	Braaliers de fil	6
Liniers	18	Tisserands	82
Chanvriers	2	Foulons	24
Filandiers	5	Tondeurs de drap	20
Cordiers	26	Teinturiers	17
Fileresses de soie à grands et à petits fuseaux	8	Laceurs de fils de soie ou dorelotiers	14
Tisserands de toile ou teliers	15	Crespiniers	32
Chavenaciers		Feseresses d'aumônières sarazinoises	
		Ouvriers en drap de soie et boursiers en lac	

Aux artisans, groupés en corporation, appartiennent les fonctions de production, de conservation et de perfectionnement de la technique. L'art de fabriquer, les secrets de métiers, les tours de main, se transmettent de père en fils et de maître à apprenti. Ils sont les dépositaires des procédés applicables à leurs métiers et garantissent la fidèle et honnête exécution des commandes qu'on leur confie. Ils sont aussi les inventeurs des procédés nouveaux. L'invention résulte de l'effort d'un esprit audacieux assez puissant pour rompre les chaînes de la tradition, de la routine et de l'empirisme. L'idée créatrice doit cependant naître chez les individus qui maîtrisent leur art ou leur métier, mais qui n'en sont pas les esclaves.

Cette mission qui incombe à l'artisan ou à son groupement, est de toute première importance dans l'histoire de l'humanité. C'est un fait auquel on ne pense guère aujourd'hui, mais il est certain que les hommes de l'antiquité suivaient avec autant d'intérêt les découvertes relatives à la cuisson de l'argile, que nous avons suivi le développement de l'aviation; car pour eux la fabrication d'un récipient résistant au feu et pouvant contenir les liquides, modifiait profondément leur mode de vie. Cela nous fait comprendre pourquoi les autorités civiles et religieuses ont toujours porté une attention particulière aux groupements de métiers, qu'il s'agisse des collèges d'artisans de Rome ou de la Gaule romaine, des guildes germaniques ou anglo-saxonnes, ou des

<sup>8</sup>Etienne Martin Saint-Léon, *Histoire des corporations de métiers* (Paris, 1897), p. 22.

corporations de la France moyenâgeuse. On comprend aussi le rôle important que ces associations ont joué dans l'organisation politique de l'Etat, en France et dans les autres pays, et à plus forte raison dans les petites communautés.

Les découvertes et les perfectionnements techniques apportés aux différents métiers au cours des âges ont été l'œuvre unique des artisans, œuvre qui s'est accomplie dans l'empirisme le plus absolu, sous le signe unique de l'imagination. Car la science et la recherche méthodique n'avaient pas encore fait leur apparition. Il faudra attendre l'ère moderne pour pénétrer plus profondément les secrets de la nature. Les progrès matériels ne sont cependant pas les seuls facteurs de consolidation du monde ancien; il faut signaler le développement des techniques de l'organisation politique et sociale des communautés, et le perfectionnement des méthodes administratives et de défense. Mais ce sujet n'entre pas dans le cadre de notre travail.

L'évolution de la technique a été longue et laborieuse. Il s'est écoulé des milliers d'années entre le débitage du silex par l'homme préhistorique et l'utilisation du métal à la fabrication des outils les plus rudimentaires. En outre durant l'antiquité et le moyen âge jusqu'à une époque relativement récente l'homme a toujours fourni lui-même et presque entièrement, la force motrice. L'utilisation des bêtes de somme, spécialement du cheval, du vent et des cours d'eaux, constitue pour l'humanité un progrès énorme. Et ce progrès libère une partie importante de la force humaine, surtout pour les tâches les plus rudes, mais qui n'est pas déterminante au point de vue industriel. C'est le premier essai d'utilisation de la machine, mais combien timide et combien hésitant.

La conquête de la technique par l'artisan, difficile et longue par sa nature même, subit des contrecoups très graves, qui non seulement retardent son évolution, mais menacent de l'anéantir. La chute de l'Empire romain porte un rude coup aux artisans. Un grand nombre de techniques sont partiellement détruites. D'autres disparaissent entièrement et doivent attendre plusieurs siècles pour renaître. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que l'art de fabriquer le verre est presque disparu. Au temps de Luther, les maisons qui possédaient des carreaux étaient très rares. En outre, la libération de l'homme par le christianisme naissant modifie complètement le régime du travail humain, qui oblige l'homme de métier à changer ses méthodes de travail. L'insécurité, la destruction des moyens de production et des moyens de communication, ainsi que le tarissement des sources de matière première, déterminent une période de décadence qui est funeste à l'artisan et à la technique. L'humanité perd les conquêtes



spirituelles, sociales et économiques qu'elles ont réalisées. Les barbares venus du nord et de l'est, types beaucoup moins évolués, animés de l'esprit de destruction et de pillage, ne comprennent pas la civilisation romaine et l'on croit un moment que tout est perdu.

Le christianisme naissant regroupe les individus et les moines avec leur mysticisme et leur esprit pratique. Leur sens de l'organisation de la sécurité, réussit à reconstituer des communautés civiles qui se regroupent autour des cloîtres et des églises. Les corporations qui, à l'origine, sont des confréries religieuses, prennent conscience de leurs intérêts syndicaux, et de leurs devoirs. Ainsi l'organisation des métiers connaît une croissante expansion.

C'est vers le X<sup>e</sup> siècle que l'on commence vraiment à utiliser la force motrice du vent et de l'eau. Vers le même moment on découvre le moyen de modifier la force de la traction animale et par le fait même on la rend plus pratique et plus puissante. Ces nouveaux facteurs, organisation religieuse et sociale, traction animale perfectionnée, moulin à vent, moulin à eau, déterminent une poussée nouvelle du progrès de la technique industrielle. Un grand nombre d'artisans quittent les villes pour se fixer près des chutes d'eau. Il se forme des groupements où les métiers se concentrent. Ainsi se forment les premiers noyaux des cités modernes. « La plus brillante période du moyen âge, qui commence avec le XII<sup>e</sup> siècle, constitue une véritable renaissance matérielle et spirituelle. La vie artistique et religieuse anticipe même, à bien des égards, sur le progrès technique. Celui-ci n'a pas encore atteint son apogée; cependant sa réaction générale se fait déjà sentir sur toute la civilisation contemporaine<sup>9</sup>. »

D'après le même auteur, le moyen âge met au point des inventions et des adaptations techniques qui dépassent tout ce que l'antiquité a réalisé. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité on cherche à épargner le travail humain et à lui donner une plus grande efficacité. D'autre part les artisans adaptent leur technique aux besoins de la société et l'on peut dire avec l'auteur, « qu'ils préparent vraiment les progrès réalisés à l'époque de la renaissance ». « L'industrie des anciens, en dépit des prodigieux dons inventifs de la Grèce et du génie administratif de Rome, fut toujours limitée par l'abus de la main-d'œuvre servile<sup>10</sup>. »

Tous ces facteurs contribuent à donner un véritable essor à l'industrie artisanale. Sous l'influence de moyens techniques plus puissants, d'un outillage plus précis, et surtout d'inventions nouvelles dans tous les domaines, les artisans continuent leurs progrès et utilisent

<sup>9</sup>Pierre Ducassé, *Histoire des techniques* (Paris, 1945), p. 60.

<sup>10</sup>*Ibid.*, p. 6.



avec habileté les données de la science naissante. Cette production intense favorisée par des relations commerciales plus faciles, donne à l'Europe une prospérité jusque là inconnue. On peut dire que c'est l'aurore de l'ère moderne. Les artisans de plus en plus prospères accumulent des richesses et prennent une place importante dans la société et dans l'organisation politique. Les corporations qui remplissent les coffres du ministre des finances, deviennent plus puissantes, et le roi leur accorde des privilèges qui tendent à restreindre l'admission à la maîtrise. Les maîtres devenus riches, se voient confier des postes dans l'administration. Les corporations forment alors des castes où seuls les fils ou les proches parents peuvent accéder à la maîtrise. L'apprenti et le compagnon sont systématiquement tenus à l'écart. Les stages pour arriver à la maîtrise sont longs; en outre, le candidat doit acquitter des redevances très élevées qui se partagent entre le roi, la confrérie et les jurés. « Mais le candidat doit faire face à de plus lourdes charges. Tout d'abord il lui faut supporter les frais croissants qu'entraîne la confection du chef-d'œuvre. La pression de l'usage et la crainte d'encourir le mépris des autres maîtres imposaient, en effet, au candidat à la maîtrise l'obligation de dépenser des sommes relativement considérables. »

« Il fallait ensuite offrir un banquet aux jurés qui avaient examiné le chef-d'œuvre. On était tenu d'y inviter les principaux maîtres; nombre d'autres s'invitaient eux-mêmes et le nouveau venu devait traiter cinquante, soixante et même cent convives; ces repas coûtaient fort cher et épuisaient souvent d'un seul coup les économies du récipiendaire. »

« Ce n'était pas encore tout; sous prétexte que tel était l'usage, les maîtres exigeaient encore une foule de redevance que l'on n'osait refuser<sup>11</sup>. » D'après le même auteur la réception coûtait jusqu'à 1,200 livres ce qui représente la somme d'un million et demi à deux millions (soit quatre à cinq mille dollars) de francs d'aujourd'hui<sup>12</sup>. C'est, pour l'époque, une somme importante, qui ferme pratiquement les portes de la maîtrise. Ces abus amènent la désagrégation à l'intérieur de la corporation, les ouvriers résistent et la situation devient de plus en plus difficile.

La Renaissance voit le triomphe de la technique. Dans tous les

<sup>11</sup> Etienne Boileau, *Livre des métiers d'après les manuscrits de la bibliothèque du Roi* (Paris, 1837), p. 282.

<sup>12</sup> Ces chiffres sont cités par l'auteur qui d'après d'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées*, attribue à la livre tournois la valeur de 3 fr. 92; franc d'avant-guerre. La valeur de l'argent était alors six fois plus grande qu'en 1910. Une livre valait donc 27 fr. 84 c'est-à-dire environ \$ 1.25.

domaines les artisans améliorent encore leurs méthodes de travail, et ils prennent dans la vie de la nation une place de premier plan. Leurs progrès sont suivis de près par ceux de l'agriculture, qui elle aussi profite de la stabilité sociale et politique du royaume. La sécurité du transport terrestre facilite les contacts entre pays et le perfectionnement de la navigation ouvre de nouveaux territoires à l'activité de l'homme. Mais au point de vue du sujet qui nous intéresse, le fait le plus important c'est le développement des sciences et leurs applications à la transformation de la matière et des moyens de travail.

En effet les philosophes montrent l'importance de l'expérience et la mécanique, l'optique, les mathématiques font des progrès énormes que l'on ne tarde pas à appliquer à la production et aux transports. On voit apparaître un nombre considérable de mécaniques nouvelles qui simplifient et augmentent la production. Mais jusque là, la seule force transportable c'est la force humaine. L'industrie est réduite à se cantonner près des chutes d'eau où la production de force motrice est encore relativement minime. Le moulin à vent ne tourne pas assez régulièrement pour être considéré comme un élément important. Et les chutes d'eau éloignées des grands centres ne conviennent plus à la production du temps. C'est alors que Denis Papin invente une mécanique qui peut être considérée comme la première machine à vapeur. Cet appareil perfectionné va permettre de créer de la force motrice en tout lieu. Cette découverte bouleverse les méthodes de production et transforme le régime de la main-d'œuvre. Et l'on voit apparaître la fabrique; réunion des ouvriers dans un même local autour des machines. Les usines se placent automatiquement près des centres de consommation ou à proximité des sources de matières premières. L'homme est enfin libéré partiellement du travail dur et la machine lui donne la force dont il a besoin. Ce nouvel agent de production répète automatiquement les mêmes mouvements et se prête admirablement à la fabrication des articles de série dont le prix de revient est inférieur à celui des articles fabriqués à la main. L'artisanat se trouve du coup en pleine crise. Il résiste tant bien que mal grâce aux privilèges qui lui ont été concédés. Mais finalement la révolution, sous prétexte de libérer le travail, et agissant sous l'influence des économistes libéraux, abolit la corporation. C'est le désastre.

L'article fabriqué à l'usine, en appliquant la division du travail, fait rapidement la conquête du marché. Il est moins beau, moins bien fini, ce qui n'est peut-être pas l'avis des contemporains, mais il est plus à la portée des bourses. La concurrence se fait d'abord sentir pour l'article impersonnel, d'usage courant. Le fabricant simplifie les modèles et s'ingénie à en abaisser le coût de production. En outre,

l'outillage ménager est peu développé et relativement cher. Il s'ensuit, que toute une classe d'artisans et de métiers est frappée mortellement et disparaît rapidement. Les ouvriers s'embauchent alors dans les usines, où l'apprentissage est réduit à sa plus simple expression. Cela leur plaît davantage, car ils sont déjà en difficulté avec les maîtres. De toute cette classe d'artisans il ne subsiste que ceux qui sont affectés aux réparations et à la fabrication d'articles qui ne s'adaptent pas aux procédés industriels d'alors. Du coup l'artisan et l'homme de métier, perdent leur mission séculaire. L'invention, et l'élaboration de la technique passent à l'industriel et à l'ingénieur. D'ailleurs la machine provoque une modification profonde des procédés de fabrication.

Mais le véritable artisan, le fabricant d'articles personnels, où la création artistique s'associe avec une technique, un métier poussé à un haut degré de perfection, résistera plus longtemps. Cependant, la révolution, en consacrant la liberté du travail, de l'entreprise, et de l'industrie, va créer une situation nouvelle. L'artisan et l'artiste vont perdre leur clientèle. Le public acheteur n'a plus besoin de penser d'avance. L'article est là lorsque vous le désirez. Jusqu'à la révolution, les grandes entreprises de construction, de décoration étaient commandées directement aux artisans. Le roi, ou un personnage, engage un peintre, un sculpteur, un artisan décorateur, etc., pour exécuter tel travail. Avec l'avènement de la république, cette façon de procéder est surannée. C'est le divorce entre l'artisan et l'artiste d'une part et le public d'autre part. Ce dernier ne commande plus. L'homme de la rue se désintéresse des œuvres artistiques et artisanales. L'artisan et l'artiste doivent travailler pour eux-mêmes; les œuvres qu'ils exécutent sont destinées à leur propre délectation et ils perdent contact avec le peuple, jusqu'à l'incompréhension. Dans l'esprit primaire du public, ils sont devenus inutiles. Ils doivent vendre leurs œuvres eux-mêmes, ce qui leur impose une nouvelle tâche, à laquelle ils ne sont pas préparés. Et puis, l'industrie moderne absorbe les ouvriers qui ne veulent plus se soumettre à un long apprentissage. Les artisans ne trouveront pratiquement plus de successeurs, et les maîtres n'auront plus d'élèves.

Cette rupture est funeste au bon sens et à l'esthétique. C'est le triomphe de l'image d'Epinal, des chromos, des articles moulés et de la statue de plâtre peinte. Et l'on voit cette chose étonnante, même chez des gens possédant une culture relative, préférer, le plâtre peint et avec quelles couleurs !—à une statue de pierre ou de bois sculptée à la main. C'est l'ère des couronnes flamboyantes, des cœurs sanglants et des madones à peau rose, le fard aux joues, vêtues d'or et de pourpre. Monsieur Prudhomme est à la fois omnipotent et ventripotent.

L'artisanat n'est plus une profession. « La réceptivité naturelle de

l'homme de la rue ne tarda guère à s'étioler, à disparaître » dit Robert Rey. Le nombre des artisans diminue et la technique du fait-main reste l'apanagé d'un petit nombre d'initiés.

Cette situation, funeste aux métiers d'art d'Europe trouve écho dans notre pays; mais avec un certain retard. Les artisans qui viennent s'établir au Canada, libérés des entraves corporatives amoncelées sous les derniers rois de France, continuent leur œuvre sans être troublés par les idées qui prévalent alors en Europe. Ils se trouvent donc momentanément, à cause de notre isolement et de l'absence d'industrie dans notre colonie naissante, soustraits à l'influence de l'industrie moderne. Mais finalement, avec le développement de la navigation, et le perfectionnement des transports terrestres, les mêmes causes produisent les mêmes effets, et nos artisans disparaissent les uns après les autres. Seules certaines techniques sont conservées dans les campagnes sous la forme d'industrie domestique ou d'industrie complémentaire. Il n'en reste pas moins que l'artisanat et le métier pratiqué sous la forme artisanale, ont joué un rôle considérable dans l'antiquité, le moyen âge, et la période qui a précédé la création et l'utilisation de la force motrice. Ils ont contribué à la création, au perfectionnement tout en conservant la technique industrielle, source de tout progrès. Ce sont leurs découvertes qui ont préparé la période moderne. Ils ont donné à la force motrice tous les éléments nécessaires à son épanouissement : la technique industrielle, la mécanique, l'organisation sociale, les lois, et la technique agricole. Pendant des milliers d'années ils ont monopolisé l'esprit inventif, la technique du travail avec tous ses secrets et ses tours de main. Ils sont avec l'agriculture, la base de la structure économique et sociale du moyen âge. Mais l'artisanat et l'ensemble des métiers deviennent en somme victimes de l'outil qu'ils ont forgé, du progrès qu'ils ont fait réaliser à l'humanité. Le terrain est alors admirablement préparé pour deux nouvelles venues : la science et l'usine, qui dépassent rapidement leurs devanciers et créent un état de choses nouveau qui les submerge avec rapidité, laissant à peine quelques vestiges de leur ancienne splendeur. Le peuple étonné de cette évolution et de l'accès plus facile aux choses qui jusque là avaient été l'apanage des privilégiés du régime, se désintéresse du sort de ceux qui travaillent pour les oppresseurs. On constate que l'ère nouvelle est plus favorable, apporte plus de confort et une vie plus facile. Les nouveaux riches eux-mêmes, esclaves du système qu'ils ont édifié, dédaignent les anciennes techniques et adorent la nouvelle idole.

L'artisanat, submergé par cette vogue, doit-il disparaître définitivement ? Sous le signe de la division du travail, de la standardisation,

et de l'organisation scientifique, la camelote est-elle installée d'une façon permanente dans la société et fait-elle définitivement partie de la structure de l'édifice moderne ? Nous ne le croyons pas. L'artisanat traverse une période difficile, mais certains éléments, les plus aptes, les plus tenaces, les mystiques et les illuminés, ceux qui enfin gardent la maîtrise de certaines techniques que la grande industrie ne peut pas appliquer, ont résisté et réapparaissent aujourd'hui plus vivants que jamais. Après une défaveur passagère, le goût du bel ouvrage, du fait-main, de l'objet personnel revient graduellement, et ce genre de travail que l'on croyait perdu, renaît aujourd'hui sous une forme rajeunie, plus vivante et plus adaptée à notre époque. La confiance est revenue car il est démontré que la fabrication en série ne couvre pas tous les domaines. Il lui fait un marché immense. Elle ne peut s'accommoder des variantes et des caprices de la mode. Aussi voit-on aujourd'hui un grand nombre de petits et moyens établissements vivre parfaitement à l'aise à côté du géant, voire dans son sillage.

Le rôle de l'artisanat dans la découverte et la conservation de la technique eut une grande importance au point de vue historique. Précisons maintenant la place que l'artisanat et la petite industrie, occupent dans l'organisation de la société moderne. C'est un sujet de grande actualité pour notre groupe ethnique, car, au point de vue social et culturel, l'artisanat et la petite industrie nous permettent de résoudre un certain nombre de problèmes, du moins d'en atténuer la gravité.

Notre époque se caractérise par une expansion de la production industrielle, sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Jamais auparavant on a tant fabriqué d'objets pour la consommation de l'homme. Les besoins se sont multipliés d'une façon si extraordinaire qu'il est impossible de prévoir le rythme de la production industrielle de notre époque.

Cette industrialisation à outrance, s'est accomplie sous l'influence de nombreux facteurs; il semble qu'ils ont tous agi dans le même sens, quand on aurait pu croire que certains d'entre eux auraient dû freiner ce développement. C'est un fait étonnant, mais que nous ne pouvons nier. Par exemple, les guerres récentes ont provoqué les plus grands développements techniques de tous les temps; l'électricité, la navigation, l'aviation et la fission nucléaire. Les crises, dans l'esprit des économistes, comme de l'homme de la rue, sont la manifestation d'un déséquilibre économique et par conséquent une régression. On sait aujourd'hui, qu'elles ont été occasionnellement un facteur de progrès social. Elles permettent de mettre le doigt sur certains défauts de notre structure sociale. Elles forcent, en outre, les industriels à réviser leurs méthodes de fabrication pour abaisser leurs prix de revient.

Ces transformations brusques créent des problèmes nouveaux d'adaptation pour l'homme. Les ouvriers continuent leur migration vers les grands centres. Ils acquièrent des métiers, mais des métiers hautement spécialisés, qui ne peuvent s'appliquer hélas, qu'à la machine qu'ils apprennent à maîtriser. Ce travail, ils le connaissent et ils y sont adaptés. Mais il ne peuvent pratiquement pas en sortir. Ils sont même quelquefois inaptes à faire fonctionner une autre machine ou du moins à le faire au rythme déterminé par la production. Ne sont-ils pas encore, le plus souvent, incapables de fabriquer en entier l'objet dont ils n'ont exécuté qu'une partie. L'ouvrier qui coud les semelles d'une chaussure ou qui en fixe l'empêche sur la forme ou qui pose les œillets, ne peut pas nécessairement exercer le métier de cordonnier. Celui qui travaille sur la machine à mortaiser ou sur le planeur, n'est pas pour cela capable de fabriquer un meuble. En outre, l'usine fournit les machines et les outils et quand l'ouvrier quitte son emploi, il se trouve sans armes et ne peut pratiquer son métier, même s'il en est capable; et l'on sait combien il en coûte pour se procurer les outils nécessaires à l'exercice d'un métier. Quelques esprits d'élite parviennent éventuellement à sortir de cet enlèvement, en occupant leurs loisirs à l'acquisition de connaissances relatives à leur métier, mais le cas n'est pas très fréquent.

En outre, les travailleurs qui quittent les campagnes, attirés par le mirage de la ville, ou rejetés à cause du perfectionnement de l'outillage agricole, qui requiert de moins en moins de main-d'œuvre, ne peuvent que très difficilement, après un certain nombre d'années de vie urbaine, se réhabituer au travail de la terre, même s'ils possèdent les moyens d'y retourner. Cet ensemble de faits a créé une classe de travailleurs que l'on a appelée prolétaires, hommes pauvres, pauvres de biens, pauvres de métier. Ce n'est pas de notre ressort de traiter le sujet dans son ensemble et de suggérer les remèdes à cet état de chose. Nous nous bornerons à démontrer qu'il est possible, dans une assez large mesure, de préparer et d'organiser une classe de travailleurs qui ne soit pas soumise à l'inexorabilité de ces lois sociales, qui ne dépende pas directement de la machine, qui ne soit pas nécessairement obligée de vivre dans les quartiers populeux des grandes villes, soumise à tous les dangers et influences qui menacent les grandes agglomérations.

L'organisation d'une classe compétente d'artisans dans toutes les branches de l'activité humaine est un des remèdes que l'on peut appliquer au malaise actuel de notre société. Il est possible d'éloigner du prolétariat un nombre important de travailleurs, et de garder la population rurale dans le milieu qui lui convient.

L'artisan, qu'il exerce son art dans le cadre de l'industrie domestique, complémentaire ou autonome, est un travailleur autonome, c'est-à-dire



qu'il travaille pour son propre compte. Il est à la fois patron et ouvrier. Il ne reçoit d'ordres de personne et n'est pas sous la domination des groupes organisés. Il a un atelier ou boutique et il possède un outillage approprié à son travail. Il est donc indépendant. Il travaille au rythme qui lui convient, tout en profitant de l'outillage que la mécanique moderne et l'électricité mettent à sa disposition. Il peut avoir des ouvriers à son emploi, des apprentis et des compagnons, mais ils sont tous dans le même atelier et le maître partage leur tâche journalière et leur labeur.

En outre, les artisans, bien qu'ils puissent habiter dans les villes, peuvent, et c'est très souvent le cas, se fixer où ils l'entendent. Ils recherchent les centres touristiques, ou les villages situés sur les grandes routes fréquentées par les automobiles. Ils peuvent alors posséder un lopin de terre, avoir un jardin et élever quelques animaux. C'est un cas fréquent dans notre province de Québec. C'est évidemment une condition sociale très avantageuse, situation de rêve pour le sociologue et le romancier. Tout cela n'est pas uniquement une dissertation théorique. C'est un fait établi, car nous constatons que les neuf dixièmes de nos artisans sont établis en dehors de la ville de Montréal. Nous avons les régions artisanales de Saint-Jean-Port-Joli, de la Beauce, de Charlevoix, de la rive sud du Saint-Laurent près de Montréal, et des Laurentides. Nous parlons d'artisans autonomes; il faudrait ajouter à ces derniers, ceux qui s'adonnent à l'industrie complémentaire et qui sont tous disséminés dans les campagnes. Dans la seule paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, il y a plus d'une soixantaine d'individus qui vivent de la sculpture sur bois. C'est un fait social qu'on ne peut ignorer. Le gouvernement de Québec, par l'intermédiaire de plusieurs ministères, fait actuellement un effort considérable pour encourager et développer l'artisanat. La cause en vaut la peine, elle mérite bien les sacrifices que l'on peut faire pour elle.

En outre, notons que la grande industrie use rapidement son homme, le rythme actuel du travail à la chaîne demande des réflexes rapides qui peuvent être conservés très longtemps si l'ouvrier reste à sa tâche, mais il arrive fatalement un jour où il doit quitter son poste. Il est alors très souvent incapable de se réadapter, et il se voit obligé de remplir des besognes inférieures qui lui donnent un complexe d'infériorité, sur sa propre valeur. Cela ne se produit pas dans l'industrie artisanale où l'expérience de l'ouvrier est un actif qu'il garde jusqu'à un âge très avancé. Même s'il ne peut plus innover, il reste quand même un exécutant de valeur.

Une autre question, d'un très grand intérêt, c'est l'établissement des jeunes. Pourquoi nos écoliers d'hier, tant dans les villes que dans les



campagnes, seraient-ils tous happés par la grande industrie, les exploitations forestières et les mines, s'ils ne peuvent rester sur la terre, ou que leurs goûts les poussent vers une autre destinée ? Pourquoi doivent-ils émigrer dans les grandes villes pour grossir le nombre des sans-métiers et des manœuvres dans les usines ou dans les travaux publics ? Est-ce vraiment la seule solution ? Ne faut-il pas colmater cette perte de force vive, par un manque d'imagination, d'incompréhension et d'organisation sociale ? Les jeunes gens et les jeunes filles peuvent s'établir dans les campagnes et y tenir boutique pour leur plus grand avantage et pour celui de la société. L'Etat qui fait déjà beaucoup devrait, à notre humble avis, intensifier cette politique et aider financièrement à l'établissement de ces jeunes ; l'argent serait aussi bien utilisé que celui dépensé chaque année pour l'établissement des familles sur les terres nouvellement ouvertes à la colonisation. La question de l'établissement des jeunes a été traitée par l'un d'entre nous<sup>13</sup> à la Semaine Sociale de Saint-Hyacinthe, le 26 septembre 1946. Contentons-nous ici de résumer son étude de la question, et d'en citer quelques extraits.

La province de Québec est un pays plus grand que toute la France. Ses différentes régions sont très variées au point de vue géologique et au point de vue physique. Les richesses naturelles sont nombreuses et distribuées sur toute l'étendue du territoire. Les paysages sont également variés et les habitants très différents de caractère et de formation. Il en résulte une diversité d'aptitudes qui pourrait nous permettre d'appliquer le régionalisme à une production artisanale intense. Nous pourrions pratiquer une infinité de métiers et d'industries rurales que nous ne soupçonnons même pas.

Quand on nous visite, on semble unanime à souhaiter que nous conservions nos traditions et notre esprit d'origine française. L'accord, sur ce point du moins, semble fait. Notre province attire chaque année des centaines de milliers sinon des millions de visiteurs. Notre industrie touristique, qui doit s'adapter à notre milieu, a encore d'énormes progrès à faire, si elle veut s'améliorer chaque année. Nous sommes loin de la perfection, si nous ne sommes pas pires que les autres. Voilà un capital que nous devrions exploiter. Et quand je parle d'exploitation, je suis bien de la théorie « donnant donnant » et non pas de tromper odieusement nos visiteurs. Ce genre de réclame ne nous sera jamais favorable. Dans trop de domaines, nous improvisons, nous nous complaisons dans une suffisance stérilisante. Il faut chercher en tout la perfection et cet axiome ne s'applique pas seulement aux problèmes d'ordre spirituel, mais aussi à tous ceux d'ordre pure-

<sup>13</sup>Jean-Marie Gauvreau, *L'Etablissement des jeunes : l'Artisanat*, (Montréal, « Œuvre des Tracts » no 329, novembre 1946).

ment humain. Le jour où, dans tous les domaines de notre activité nous développerons un scrupuleux souci de compétence, bien des inquiétudes sur notre avenir seront bannies. »

Le tourisme pourrait développer un système d'hôtelleries et d'auberges rurales très prospères pour ses exploitants s'ils voulaient se rappeler qu'ils sont français d'origine, et qu'ils habitent la Gaspésie, la côte nord, la région de Québec ou celle des Laurentides. Sachons faire aux touristes, les honneurs de notre traditionnelle hospitalité familiale. Que le style de nos maisons, de nos meubles, le décor de nos intérieurs attirent nos visiteurs et les retiennent. C'est ainsi que se développeront les entreprises rurales, que renaitra ce goût sûr dont faisaient toujours preuve les artisans d'autrefois.

Sachons leur offrir, à ces touristes, le cadeau traditionnel du Québec, produit de nos artisans. A cet égard, je puis affirmer sans me tromper qu'il y a place dans le Québec, pour au moins cent mille travailleurs, nouveaux artisans, qui voudraient se spécialiser dans une forme ou l'autre de l'artisanat, à condition toutefois de bien connaître leur métier et de fabriquer un produit de qualité : tissage, sous toutes ses formes, sculpture, menuiserie, tournage, ferronnerie, ébénisterie, céramique, dinanderie, orfèvrerie, joaillerie, etc. Les marchés nous sont largement ouverts, non seulement pour assurer la vente locale, mais également pour l'exportation. Les expositions que nous avons faites à l'étranger démontrent amplement cette façon de voir. Que de métiers ruraux ont disparu et de ce fait gênent notre équilibre économique. Nous pourrions produire mille fois plus que nous ne faisons et les ventes seraient d'avance assurées.

Nous ne répéterons jamais assez que nous sommes trop tributaires de l'étranger pour une infinité de choses que nous pourrions nous-mêmes fabriquer. La petite industrie et l'artisanat sont des mots d'ordre pour la future orientation de la jeunesse, surtout à une époque où l'électrification rurale permet de plus en plus une loyale concurrence à l'industrie citadine. Notre clergé et nos communautés ont déclenché depuis quelques années une véritable renaissance de notre artisanat religieux, ce qui permet à des tisserands, à des sculpteurs ornementalistes ou statuaire, à des verriers, à des orfèvres, à des menuisiers et à des ébénistes de chez-nous de se créer une enviable réputation. Généralement, on manque de confiance dans les nôtres et on préfère même la camelote, l'article fabriqué en série lorsqu'il est fabriqué à l'étranger. C'est un sujet de première importance, une œuvre à accomplir. Combien d'artisans nous pourrions employer à la décoration des églises et des chapelles. Tout en contribuant au développement de l'artisanat, à l'établissement des jeunes, on ferait l'acquisition de pièces qui augmenteraient notre patrimoine artistique et culturel et qui apporteraient à leur propriétaire, dans quelques générations, des pièces d'une valeur inestimable.

L'artisanat peut orienter un bon nombre de jeunes gens et de jeunes filles dans une carrière intéressante et assez rémunératrice pour donner, sinon la richesse, du moins une honnête aisance, dans un métier agréable, une besogne qui élève l'esprit, stimule l'imagination et présente, en soi, un intérêt qui contraste étrangement avec la tâche de l'ouvrier derrière sa machine. L'intérêt devient encore plus grand, lorsque les artisans sont groupés et qu'ils ont réussi à créer une atmosphère, une ambiance, un milieu, qui favorisent la création d'œuvres nouvelles, même l'élaboration de genres nouveaux qui feront la renommée d'une région ou d'une paroisse. Nous connaissons de nombreux centres où la chose s'est produite et ils sont connus dans toute l'Amérique du Nord. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question, aussi bien que des moyens à prendre pour réaliser un artisanat rural, et la formation de centres régionaux spécialisés.

Au point de vue économique, le problème est beaucoup plus difficile à préciser. L'artisanat et la petite industrie sont des valeurs négligeables. Les statistiques du gouvernement central ne tiennent pas compte du producteur isolé, non plus que de celui qui n'emploie pas plus de cinq ouvriers. C'est là une attitude officielle qui montre l'intérêt que l'on porte à ces questions en haut lieu. Pas un seul député ne s'est levé pour protester contre cet état de choses. Nous ne possédons en somme aucun document officiel sur la situation et la production de l'artisanat dans notre pays. Cela, en vérité, ne change rien à la situation, et ne modifierait rien à l'intérêt que le gouvernement provincial attache à cette forme d'activité industrielle. Si nous n'avons pas de chiffres officiels, nous savons cependant, beaucoup de choses, et cela suffit pour nous permettre d'apprécier l'importance de l'artisanat dans la province de Québec. En somme, ce qui retient notre attention, c'est l'activité artisanale du gouvernement français du Canada. Nous savons que la production artisanale dans les différentes provinces du Canada, autre que la province de Québec, est très limitée, si l'on ne tient pas compte de la production des réserves indiennes qui tend de plus en plus à diminuer. On comprend facilement que les provinces à l'ouest de l'Ontario n'aient pas encore réussi à créer un artisanat qui en vaille la peine: Ces provinces ne sont peuplées que d'émigrants provenant de divers pays, qui n'ont pas encore édifié une culture qui leur est propre et assez consistante pour être transmise à leurs descendants. Cependant, la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Manitoba commencent à s'intéresser à la question. Les dirigeants ont compris l'importance d'un tel mouvement et ils font aujourd'hui des efforts, encore timides, mais assez importants cependant pour servir de base à une future organisation.

La province d'Ontario est dans une situation tout à fait différente. Elle possède certainement au point de vue culturel, des assises assez solides pour servir de base à l'édification d'un artisanat représentant sa culture, ses aptitudes et ses ascendances raciales. Mais pour nos voisins, à part de rares exceptions, ce sujet n'a jamais eu pour eux l'importance que nous y attachons. L'artisanat ou métier d'art a toujours été considéré comme un « hobby », une façon d'occuper les loisirs. C'est d'ailleurs la position prise par le gouvernement ontarien qui n'a pas jugé intéressant de pousser plus loin cette forme particulière de l'industrie.

Le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve sont des terres de prédilection pour l'artisanat; aussi ont-elles accompli, dans ce domaine, une œuvre beaucoup plus importante et qui mérite d'être citée. Depuis une quinzaine d'années, ces provinces ont beaucoup fait pour améliorer et intensifier la production artisanale. Au Nouveau-Brunswick, sous la direction du Dr Ian Crowell, cette province a fait un bond considérable et la production, encore peu importante, à cause du petit nombre d'artisans autonomes, laisse deviner des signes d'une progression constante.

En Nouvelle-Ecosse, Mlle Mary Black a donné une impulsion marquée à la cause artisanale. Un petit journal<sup>14</sup> rend de très grands services aux travailleurs et contribue à faire connaître les activités des artisans à l'étranger. Ces deux provinces possèdent une culture et des traditions profondes qui leur sont propres. Les beautés naturelles de leur pays attirent un très grand nombre de touristes, ce qui stimule la vente des produits. Les autorités de ces deux provinces ont publié des répertoires indiquant la résidence des artisans et les magasins qui vendent les produits de l'artisanat.

Terre-Neuve n'est pas resté à l'arrière. Cette île dépend, au point de vue économique, de deux grandes industries : la pêche et l'exploitation forestière, deux industries saisonnières. Les dirigeants ont immédiatement compris l'importance de développer l'artisanat, car il s'agit d'occuper le temps libre de toute une population quasi inoccupée durant l'hiver. Cette province a déjà beaucoup accompli si l'on en juge par les œuvres artisanales présentées dans les expositions.

La province de Québec est de beaucoup la plus avancée, tant au point de vue de volume que de la qualité de la production. Cela s'explique par notre formation française, nos traditions ancestrales, une exceptionnelle habileté manuelle, un tempérament artistique et un goût du beau, conservés dans plusieurs régions de notre province. Il convient de noter que depuis vingt-cinq ans, nos dirigeants ne

<sup>14</sup>*Handicrafts* (Halifax, N.S. : Department of Trade and Industry; trimestriel).

cessent de favoriser le développement de l'artisanat dans nos campagnes et de former des chefs de file dans nos nombreuses écoles spécialisées.

Comme nous le disions dans un paragraphe précédent, nous ne pouvons donner de chiffres complets sur l'importance de notre production artisanale. Nous donnerons cependant quelques chiffres qui sont dans certains cas des approximations, dans d'autres des précisions. Nous aurons de toute façon une idée de l'expansion qu'a prise notre artisanat dans ces dernières années. Les indications que nous donnons sont très conservatrices et sont toujours, à notre avis, au dessous de la réalité.

La première observation qui indique chez nous un renouveau et une production artisanale intense, c'est la multiplication des magasins qui vendent les articles fabriqués par nos artisans. On se rappelle que le nombre de ces échoppes était très limité. Les plus importantes étaient peut-être celles que l'on voit sur les routes et qui exposent au soleil et à tous vent, les articles de fabrication domestique : couvertures, tapis crochétés, peaux de mouton, etc...

Ces installations existent encore et elles se multiplient, sans doute parce qu'elles y trouvent profit. Un fait nouveau, n'est-il pas l'ouverture de magasins, et ils sont très nombreux, dans les centres touristiques, de rayons spéciaux dans les grands magasins, et de comptoirs dans les hôtels.

Les cercles de fermières ont aussi leurs propres comptoirs pour vendre la production domestique complémentaire que les femmes de cultivateurs et autres personnes de la campagne ont exécutée durant l'hiver. Un seul de ces établissements dans une localité gaspésienne a vendu pour \$ 12,000 de marchandises diverses fabriquées par les ménagères de la région.

Les magasins d'artisanat (*gift shops*), ont pris un aspect beaucoup plus attrayant et offrent au client des marchandises mieux choisies et des souvenirs de fabrication artisanale. Il y a encore certes, de la camelote internationale de toute sorte; mais la quantité de ces produits va toujours diminuant. Toujours en Gaspésie, un de ces établissements a effectué \$ 5,000 d'achats directement des artisans, et cela pour une saison de deux mois et demi. Combien de boutiques rapportent suffisamment pour subvenir aux besoins de la famille, c'est-à-dire un minimum de \$ 3,000 de bénéfices net ? Dans une seule paroisse des Laurentides, on compte quatre artisans et cinq comptoirs d'artisanat. Et que dire de centres comme Québec, Pointe-au-Pic et Saint-Jean-Port-Joli où les touristes affluent durant la saison d'été et même d'hiver ? Il n'y a pas à en douter, l'industrie artisanale est un apport précieux au petit commerce des centres touristiques. C'est là un autre

facteur économique qui milite en faveur de l'artisanat. On nous a affirmé que deux comptoirs d'artisanat de la région de Montréal avaient réalisé, durant le mois de décembre 1951, un chiffre d'affaires s'élevant pour chacun à plus de \$ 15,000. Voilà qui est éloquent et significatif.

Sait-on qu'il y a 25,000 métiers à main actifs dans la province de Québec ? Les uns sont dans les familles, et se classent dans le groupe de l'industrie complémentaire. D'autres fonctionnent à l'année, au domicile des artisans qui travaillent pour leur propre compte ou pour des entrepreneurs qui s'occupent de prendre des commandes et de placer la marchandise. Une entreprise de la région de Montréal, que nous connaissons, fait travailler une trentaine de tisserands qui gagnent ainsi, chez eux, dans leur famille, cinquante à soixante dollars par semaine. Les touristes de la région de Charlevoix ont pu constater que l'industrie textile artisanale occupe des centaines de familles, des villages entiers.

Un répertoire de tous les artisans autonomes, des comptoirs de vente, pourrait diriger les touristes et faciliter la tâche des commerçants. Ce serait là œuvre utile. La chose a été faite avec grand succès dans les provinces maritimes; cette tâche reste à faire dans la province de Québec. A cause de la complexité d'une classification adéquate et de la diversité des problèmes, cette initiative reste à l'étude.

M. Paul E. Jensen, du ministère du commerce fédéral, dans un article<sup>15</sup> estime que la vente de produits de l'artisanat aux touristes américains au Canada, s'est élevé en 1951 à \$ 12,000,000.

Evidemment on ne peut pas déterminer la part de chaque province. Mais nous sommes certain que c'est la province de Québec qui a fourni la grosse part, surtout si l'on tient compte du fait que nous avons de nombreux clients dans l'Ontario et les provinces Maritimes. Ces chiffres ne tiennent pas compte des marchés locaux et de la production de l'industrie domestique et complémentaire, sûrement très importants. Les ventes aux différentes expositions artisanales le prouvent. Nous savons qu'aujourd'hui les articles d'artisanat sont entrés dans la décoration de nos foyers, de nos hôtels et de nos églises. En outre, depuis un certain nombre d'années on prend l'habitude d'offrir des cadeaux de noces, des fêtes et du jour de l'an, fabriqués chez nous, par des gens de chez nous. Ces offrandes sont toujours beaucoup plus adaptées à notre vie sociale, à nos goûts à la décoration de nos intérieurs. Si cette louable pratique pouvait se généraliser, nous appor-

<sup>15</sup> « L'artisanat au Canada », *Commerce extérieur*, 9 février 1952.



terions l'indispensable encouragement à l'effort artistique qui se fait actuellement dans notre pays.

Bien qu'il nous soit impossible de représenter l'importance de la fabrication artisanale par des chiffres, on peut cependant acquérir, par l'observation des faits, même s'ils ne sont pas d'une précision absolue, une notion de l'importance de cette industrie et de ce commerce dans notre province. Cette notion se précise et s'affirme lorsqu'on parcourt le pays et que l'on visite les hôtels de nos régions de villégiature. Nous sommes heureux de constater que nos compatriotes ont changé leurs modes de décoration et qu'ils ont remplacé les objets standardisés, les articles de grande série, les objets d'art importés, par des tissus faits-main, des tapis, des boutonnés, de la céramique, etc., de fabrication québécoise. Tous ces faits sont des indices sûrs qui étonnent par leur nouveauté; ils réjouissent le cœur de tous ceux qui croient dans leur mission et qui travaillent de toutes leurs forces à créer chez nous un art véritable, un mouvement culturel original, inspiré par nos traditions, notre vie sociale, nos paysages, notre tournure d'esprit et notre façon de voir et de comprendre.

Notre travail ne serait pas complet si nous terminions sans parler de l'importance de l'artisanat au point de vue culturel, du rôle qu'il joue dans la vie d'un peuple et comment il contribue à la conservation de la tradition nationale. Il est, avec le folklore, le seul moyen d'expression de l'âme du peuple. Chez nous la mission qui incombait à l'artisan de conserver la technique s'est continuée jusqu'à une époque plus rapprochée de nous que dans les pays européens, et cela à cause de notre isolement. En effet, sous le régime français nombre d'artisans vinrent s'établir au Canada. La colonie naissante avait besoin de s'organiser dans tous les domaines. Il fallait y construire des maisons, des édifices administratifs, et des temples pour recevoir les fidèles. Il fallait décorer les églises et les foyers. On n'allait pas encore chez le marchand de tableaux, ou chez certains vendeurs d'ornements d'églises, usages heureusement inconnus en ce temps-là.

La décoration ne se faisait pas encore en série et d'avance, pour tout venant. Comme en France à cette époque, on utilisait les peintres, les sculpteurs et les ébénistes. Ces ouvriers ne nous quittèrent pas avec la conquête. Beaucoup d'entre eux restèrent au pays et continuèrent leur œuvre salubre. Ils formèrent des élèves qui perpétuèrent la tradition. Ils ont laissé leur marque dans la décoration de nos vieilles églises, dans les vieux ameublements, et dans la construction des habitations. Cependant les mêmes causes qui amenèrent le déclin de l'artisanat agirent finalement dans notre pays, mais, avec retard.



Nous étions très éloignés des grands centres commerciaux et notre économie, après la conquête, soit par esprit de résistance, soit par esprit de conservation, se replia sur elle-même. Ce fait prolongea chez nous l'existence des artisans. Leurs œuvres sont d'une très grande valeur artistique. M. Jean-Marie Gauvreau disait<sup>16</sup>:

Si j'ai l'air d'insister sur les œuvres de ces historiens, critiques d'art et chercheurs, c'est pour signaler qu'à peu de choses près, toutes ces études sont consacrées à notre art religieux ancien: elles glorifient nos constructeurs architectes, nos sculpteurs ornementalistes, nos orfèvres et plus récemment encore nos brodeuses d'ornements liturgiques, nos « Saintes Artisaness<sup>17</sup> » qui ont valu à notre confrère Marius Barbeau, le grand prix littéraire de la province de Québec (1945).

Ces écrits, ces notes et cette abondante documentation photographique font l'admiration des connaisseurs et des esthètes étrangers; pour eux, c'est une révélation, qui nous vaut des témoignages indiscutables sur le degré de civilisation et de culture qu'avaient atteint nos pères [témoignages qui corrigent cette tendance à affirmer trop gratuitement dans certains milieux,] qu'ils étaient des arriérés. [Mais sous la poussée des plâtres peints ou dorés, et de la camelote européenne, nos artisans disparurent aussi.] La glorieuse équipe des Baillargé, des Levasseur, et de leurs émules n'avait plus qu'à capituler. Si bien qu'au début du vingtième siècle, Louis Jobin de Beaupré, Angers de Québec, Lauréat Vallière<sup>18</sup> de Saint-Romuald de Lévis, et les frères Soucy à Montréal étaient pratiquement seuls à persister dans l'exercice de leur métier.

Le peuple, malgré la défaillance et le renoncement de ses dirigeants, conserve toujours un certain sens artistique, un besoin de décorer, et de s'extérioriser que la pauvreté, l'abandon et les invasions ne réussirent pas à supprimer. C'est un besoin de l'esprit humain. C'est souvent le seul moyen d'exprimer sa pensée, de matérialiser son rêve et de transmettre un message à ceux qui viendront après nous. Comme l'écrivit Elie Faure<sup>19</sup> l'art « résume la vie ». « Il entre en nous par la force de nos sols, avec la couleur de nos ciels, à travers les préparations ataviques qui le déterminent, les passions et les volontés des hommes qu'il définit. Nous employons à l'expression de nos idées les matériaux qu'atteint notre regard et que nos mains peuvent toucher. » Cette

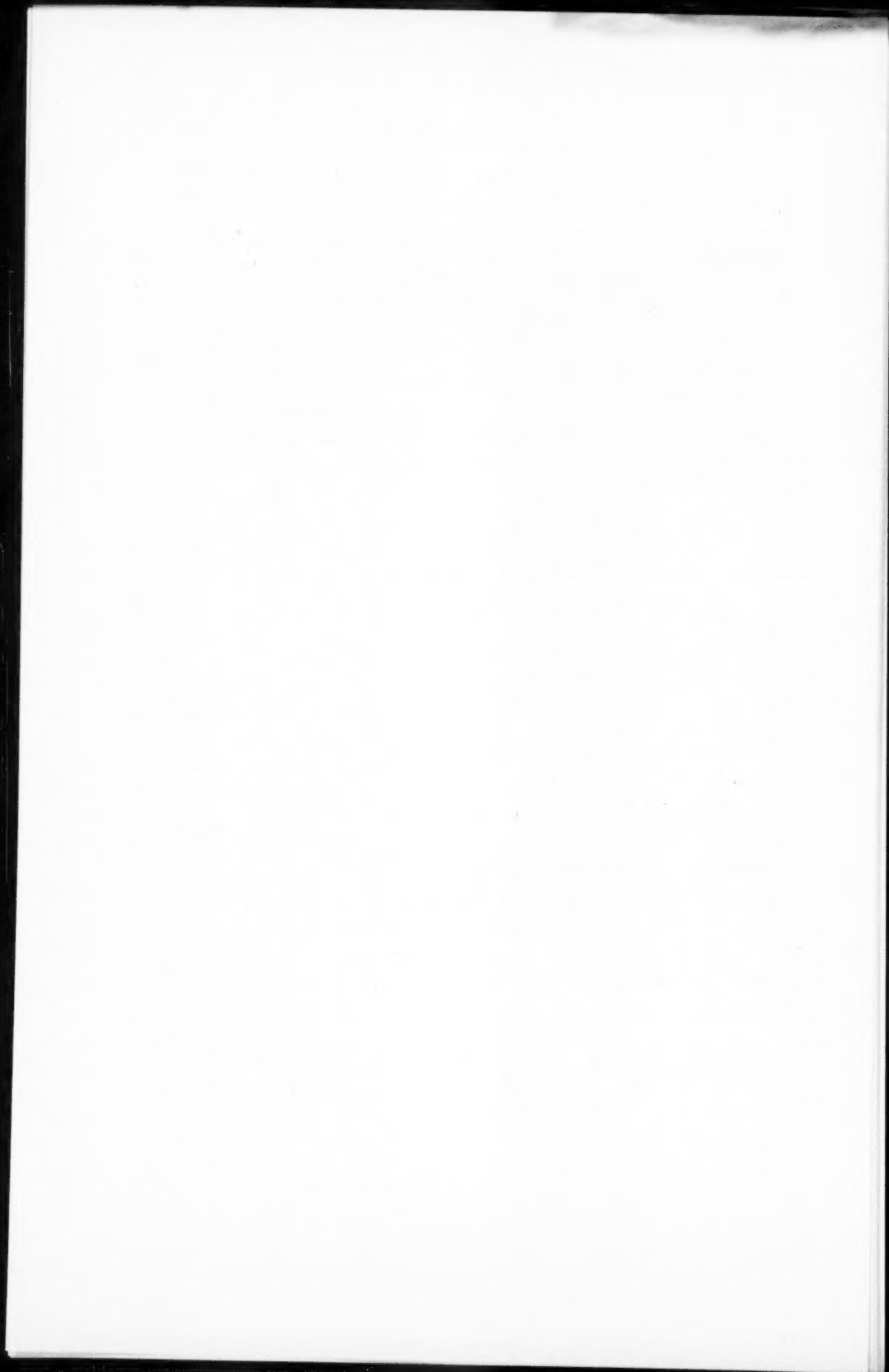
<sup>16</sup> « Pour un renouveau de l'art sacré au Canada », *Mémoires de la Société royale du Canada*, troisième série, 1946, tome XL, sect. I, pp. 23, 24.

<sup>17</sup> Marius Barbeau, *Saintes Artisaness*, tome II, no 1, *Les Brodeuses* (Montréal, 1944).

<sup>18</sup> Jean-Marie Gauvreau, « Lauréat Vallière, sculpteur sur bois », *Revue technique*, septembre, 1945.

<sup>19</sup> Elie Faure, *Histoire de l'art : l'art antique* (Paris, 1947), p. 16.

citation, d'un caractère très général, explique comment notre peuple a conservé, malgré l'occupation anglaise, son folklore et sa technique artisanale et quand l'artisan disparut, l'âme paysanne continua de s'exprimer. Nos ancêtres utilisèrent pour cela les techniques qu'ils pouvaient maîtriser et les matériaux qu'ils avaient à leur disposition. Les besoins vestimentaires et la nécessité de décorer les foyers ont été d'autres éléments qui continuèrent à stimuler l'esprit créateur chez nos paysans. « Ce qui reste de leurs œuvres montre, d'après M. Gérard Morisset, que nos ancêtres étaient des hommes simples, réfléchis, prévoyants. Ils se sont créés un art à leur juste mesure; un art si compréhensible, si bien ordonné, fait de si peu de choses, qu'il a fleuri pendant près de deux siècles et que nos détracteurs naturels—ou ceux que nous qualifions ainsi—n'ont pu faire autrement que de l'admirer et, quand ils en ont eu l'occasion, se l'approprier. »





## Le Musée de Montréal

VICTOR MORIN, M.S.R.C.

**S**AIT-ON combien la ville de Montréal, fondée par la France en 1642, possède encore d'édifices dont la construction remonte au temps du régime français en notre pays ? Les cinq doigts de la main suffisent à les compter et même quelques-uns d'entre eux sont notablement amputés d'une aile ou avilis à la suite de déformations immondes !

Quand on a passé en revue la partie ancienne du séminaire de Saint-Sulpice sur la rue Notre-Dame, la maison rurale des Religieuses de la Congrégation de Notre-Dame en face de l'île Saint-Paul, l'aile désaffectée de l'ancien hôpital des Sœurs Grises sur la rue de Normandville, les vieilles tours du collège de Montréal sur la rue Sherbrooke et le Château de Ramezay en face de l'Hôtel de Ville, c'est à peu près tout ce dont les Montréalais peuvent se glorifier d'avoir conservé en arborant, sans amour-propre, la devise du Canada français : « Je me souviens. » Pour être bons princes, concédons-leur encore la maison Hurtubise sur le chemin de la Côte Saint-Antoine et une couple d'autres vieilles habitations dont la date de construction est plus ou moins bien établie.

Quant aux objets qu'on peut qualifier de « périssables », tels que meubles, ustensiles et autres instruments d'usage courant chez nos ancêtres, il n'en reste guère ailleurs qu'au Château de Ramezay et chez les marchands d'*antiquités* qui ramassent à vil prix tout ce qu'ils peuvent encore trouver dans les campagnes pour les vendre avec de gros profits aux touristes étrangers qui nous font l'honneur d'une visite.

N'est-il pas grandement temps de nous ressaisir avant qu'il soit trop tard et de conserver au moins ce qui nous reste ? Nos gouvernements se sont émus de cette situation ; le gouvernement fédéral a institué la Commission des Endroits et Monuments Historiques du Canada dont les attributions consistent à rappeler la mémoire des événements marquants de notre histoire et de veiller à la conservation des lieux qui les appellent ; le gouvernement provincial de Québec a constitué une Commission analogue qui s'intéresse principalement aux édifices historiques de cette province et qui a posé de nombreuses

plaques de bronze en hommage aux illustrations de notre histoire; il a de plus institué des enquêtes en vue de faire un inventaire de nos trésors historiques et de veiller à leur conservation. Enfin, des sociétés locales, telles que la Société d'Archéologie de Montréal, ont également pris l'initiative de marquer le souvenir d'événements importants et d'hommes éminents qu'elles ont également glorifiés par l'érection d'un monument dont le coût est généralement défrayé par souscriptions publiques.

Mais les municipalités des villes et des campagnes ont-elles apporté une collaboration suffisante à la survivance du souvenir patriotique dans les limites de leur territoire? Ont-elles veillé à la bonne réalisation d'initiatives de cette nature par une réglementation qui contrôlerait tout d'abord le côté esthétique du projet et exigerait la mise en réserve d'un fonds destiné à son entretien? Combien d'exemples n'avons-nous pas de monuments élevés à grands frais dans la meilleure intention, mais ensuite abandonnés faute d'un fonds d'entretien et tombés dans un état lamentable!

Ces considérations préliminaires nous éloignent cependant du sujet que nous avons l'intention de traiter dans cet article. Il s'agit de l'établissement d'un musée éducatif qui rallierait le concours du gouvernement fédéral d'Ottawa, du gouvernement provincial de Québec et de l'administration municipale de Montréal et dont le bon fonctionnement serait assuré par une organisation soustraite à toute intrusion politique, sauf à rendre régulièrement compte de son administration.

Il existe actuellement un musée embryonnaire de cette nature au Château de Ramezay, mais l'espace dont il dispose est tellement restreint et ses ressources financières sont tellement modestes qu'il ne peut accomplir avec efficacité l'œuvre à laquelle il se dévoue depuis plus d'un demi-siècle.

Peut-on porter remède à cette déficience? Assurément oui, si les autorités administratives de la chose publique veulent bien y collaborer en considération du chiffre important des impôts que la métropole du Canada leur verse constamment pour alimenter le trésor public et ce remède se réduirait à la réalisation du projet suivant:

\* \* \*

Même au seul point de vue architectural canadien, le Château de Ramezay mérite d'être conservé comme un trésor; mais si l'on y ajoute le nombre d'événements historiques qui se sont accomplis à l'intérieur de ses murs, il devient un objet d'intérêt national pour le Canada tout entier et même pour la république voisine des États-Unis. Dressons-en la liste abrégée:

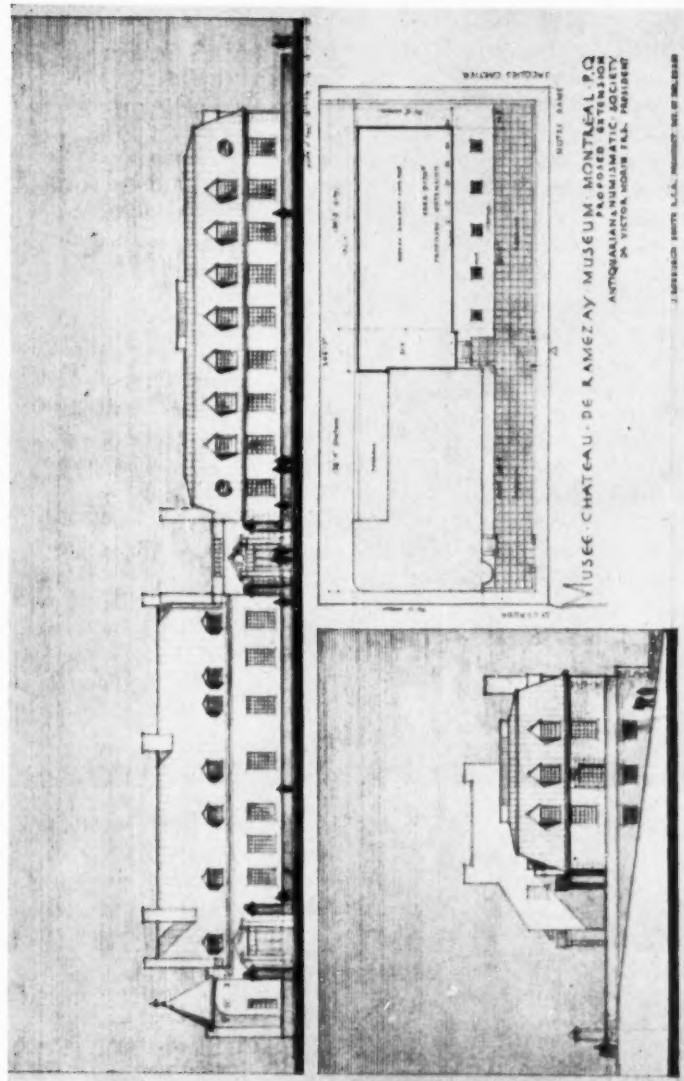


FIGURE 1

Projet d'une annexe au Musée du Château de Ramezay, suggéré par  
 J. Roxburgh Smith, R.C.A., architecte.

1705. Construction de ce manoir à l'angle sud des rues Notre-Dame et Saint-Claude par Claude de Ramezay, gouverneur de Montréal et commandant général des troupes de Sa Majesté très chrétienne en Nouvelle-France, pour la résidence de sa famille et pour siège de son administration.

1724. M. de Ramezay meurt en ne laissant pour tous biens qu'une réputation sans tache, son modeste « château » et trois seigneuries improductives de revenus. Sa fille Louise se met vaillamment à la tâche en dirigeant l'exploitation du bois de ces domaines incultes, afin de pourvoir au soutien de la famille.

1745. La faillite des opérations financières de John Law en Louisiane oblige son principal commanditaire, la Compagnie des Indes Occidentales, à transporter ses quartiers généraux à Montréal pour la surveillance de ses intérêts dans la traite des fourrures et elle achète le Château de Ramezay pour y établir ses comptoirs.

1758. Après sa victoire sur Abercrombie à Carillon (maintenant Ticonderoga) sur le lac Champlain, le général de Montcalm vient passer quelques jours de repos dans cet édifice hospitalier.

1764. La France ayant définitivement cédé le Canada à l'Angleterre par le traité de Paris (1763), la Compagnie des Indes Occidentales vend son édifice à William Grant qui épouse la veuve du baron de Longueuil.

1773. Le Gouvernement canadien prend le Château à bail pour en faire le pied-à-terre de ses gouverneurs à Montréal et Sir Guy Carleton s'y trouvait lorsque les colonies de la Nouvelle-Angleterre, révoltées contre leur mère-patrie, font l'invasion de cette ville. Il leur échappe de justesse à la faveur d'un déguisement.

1775-6. Les généraux américains: Montgomery, Wooster et Arnold, ainsi que les trois Commissaires du Congrès: Benjamin Franklin, Samuel Chase et Charles Carroll of Carrollton établissent leurs quartiers généraux au Château de Ramezay durant l'invasion.

1778. Le gouverneur Haldimand achète le Château pour en faire le siège du Gouvernement lorsqu'il se rend à Montréal.

1784. Le général Barry St. Léger, commandant en chef des forces militaires canadiennes, établit son quartier général au Château.

1813. C'est ici que le colonel de Salaberry vient annoncer la victoire de ses 300 voltigeurs sur la troupe de Hampton à Châteauguay.

1837-8. C'est également du Château que Sir John Colborne dirige la répression de l'insurrection canadienne.

1838-41. Le Conseil Spécial créé pour administrer les affaires du Canada durant la suspension du Parlement, tient ses séances au Château.



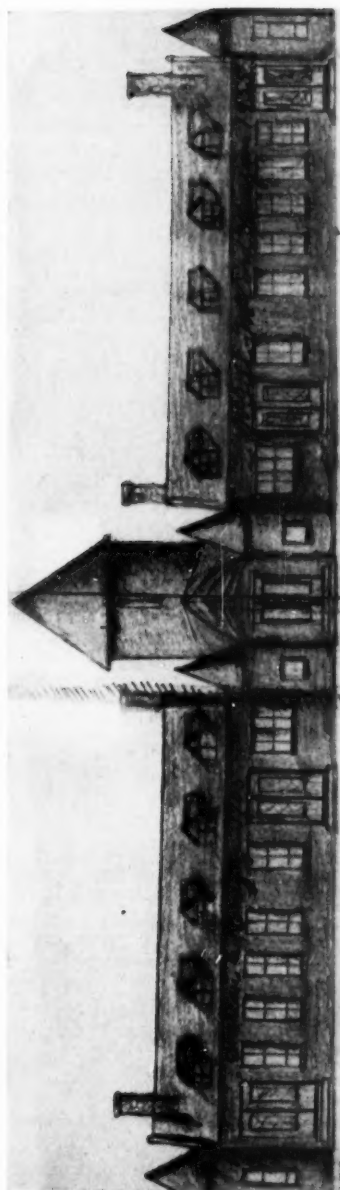


FIGURE 2

Projet d'agrandissement du Musée actuel du Château de Ramezay (suggéré par Victor Morin et dessiné par Michel Lortie) en vue d'en faire le Musée Historique de Montréal digne de la métropole du Canada. La tour centrale est sujette à modification.

1849. L'édifice du Parlement ayant été incendié par des émeutiers sur la Place d'Youville à Montréal, le gouverneur général Lord Elgin cherche refuge dans sa maison de résidence officielle au Château de Ramezay contre les attaques de la populace et le siège du Parlement est transféré à Toronto.

1849-56. Les Cours de Justice occupent le Château de Ramezay durant l'exécution des travaux du nouveau Palais sur le côté nord de la rue Notre-Dame.

1856. Le ministère de l'Éducation, dont l'hon. P.-J.-O. Chauveau est titulaire, s'installe au Château de Ramezay et celui du receveur général en occupe l'annexe à l'ouest (aujourd'hui démolie).

1857. L'École Normale Jacques-Cartier, dont l'abbé H.-A. Verreau est principal, ouvre ses classes dans l'aile de l'est (maintenant démolie) qui longe la rue Saint-Claude. Elle y demeura jusqu'à son déménagement sur la rue Sherbrooke en 1878.

1867. Aux termes de la loi qui créait la Confédération canadienne, tous les immeubles des gouvernements provinciaux non requis pour le siège de leurs législatures devaient appartenir au gouvernement fédéral du Canada. Le Château de Ramezay était de ce nombre, mais il est remis à titre gracieux au gouvernement provincial de Québec par ordonnance du gouverneur général en conseil, le 25 mai 1872.

1884. Les facultés de Droit et de Médecine de la « succursale de Montréal » de l'université Laval, constituée par décret de Rome en 1876 et logées provisoirement au Cabinet de Lecture paroissial, se transportent au Château de Ramezay où les cours se donnent pendant cinq ans<sup>1</sup>.

1889. La Cour des Magistrats, nouvellement créée par le gouvernement Mercier, tient ses séances au Château de Ramezay, en attendant son installation au Palais de Justice.

1892. Le gouvernement Mercier étant tombé à la suite des attaques sensationnelles de ses adversaires, le ministère qui lui succède veut prélever des fonds en rasant l'édifice du Château de Ramezay, afin d'en vendre le terrain aux enchères publiques en lots à bâtir.

1893. La Société d'Archéologie et de Numismatique de Montréal convoque une assemblée de protestation des citoyens de cette ville contre la destruction du vieil édifice historique et le Conseil de Ville décide de s'en rendre acquéreur au prix de \$98,890.35 avec le concours de quatre généreux citoyens qui lui transportent leurs adjudications.

<sup>1</sup>C'est durant ce stage que l'auteur de cet article a suivi ses cours de droit dans le vénérable édifice et y a passé son baccalauréat.

1895. Le gouvernement provincial ayant convenu de faire une réduction de \$10,000 sur le prix d'achat, en versant l'intérêt sur cette somme au taux de 4 per cent, à condition que la ville établisse un musée historique dans cet édifice et celle-ci n'étant pas alors en mesure de remplir cette condition, la Société d'Archéologie et de Numismatique offre de s'en charger en retour d'un bail de l'immeuble à prix de faveur et du transport de l'octroi annuel.

1929. Comme il se trouvait périodiquement, au Conseil de Ville de Montréal, des vandales ignorants qui réclamaient la démolition de « *cette vieille bâtisse démodée qui masque la vue de notre bel hôtel de ville* », la Société d'Archéologie veille constamment à détourner ce danger. Par l'initiative de son président (l'auteur de cet article), elle peut en obtenir enfin le titre de propriété par acte notarié du 28 janvier 1929 en échange de sa bibliothèque de 10,000 volumes et à charge d'y maintenir un musée historique. Elle le fait aussitôt « classer » par la Commission des Monuments Historiques du Québec comme « Relique d'intérêt national », de sorte que le Château de Ramezay est aujourd'hui hors d'atteinte du pic des démolisseurs.

1950. Enfin la Commission Massey fait une enquête étendue sur la situation littéraire, artistique et scientifique du Canada. Dans un rapport élaboré, elle souligne avec éloges l'œuvre de la Société d'Archéologie de Montréal dans la conservation de ce bel échantillon d'architecture canadienne où tant d'événements historiques se sont déroulés et dans l'organisation d'un musée du souvenir canadien qu'elle y a créé.

\* \* \*

Le Château de Ramezay avoisinait un autre édifice également construit par une famille distinguée de la Nouvelle-France, celle des Portneuf-Bécancour; ses murs s'étendaient en bordure de la rue Notre-Dame jusqu'à la Place actuelle Jacques-Cartier et la municipalité de Montréal en a fait l'acquisition, après démolition de l'édifice, pour y construire, en contre-bas de la rue, des abris pour les maraîchers du Marché Bonsecours.

Par un heureux concours de circonstances, cet édifice a servi, il y a cent cinquante ans, de résidence à l'honorable James McGill, fondateur de l'université de ce nom, et si cette institution trouvait bon d'accomplir un geste de gratitude filiale en y élevant une réplique jumelle du Château de Ramezay à la mémoire de son bienfaiteur pour y hospitaliser son musée McCord qui reste fermé au public depuis nombre d'années, soit avec l'aide d'un gouvernement toujours prêt à favoriser

les entreprises éducatives, soit avec le concours de généreux donateurs, nous croyons que nos autorités municipales trouveraient avantage à y prêter les mains, par la signature d'un bail emphytéotique de son terrain, pourvu que le sous-sol reste à la disposition des maraîchers, l'édifice en question pouvant facilement s'élever sur des piliers.

Il suffirait ensuite de relier ces deux édifices par une construction centrale qui s'harmoniserait avec eux et dans laquelle on aménagerait les bureaux d'administration avec une salle de conférences que notre gouvernement fédéral n'hésiterait assurément pas à doter, lui qui a construit et subventionné généreusement des musées dans d'autres parties du pays où les souvenirs historiques sont moins abondants qu'ici.

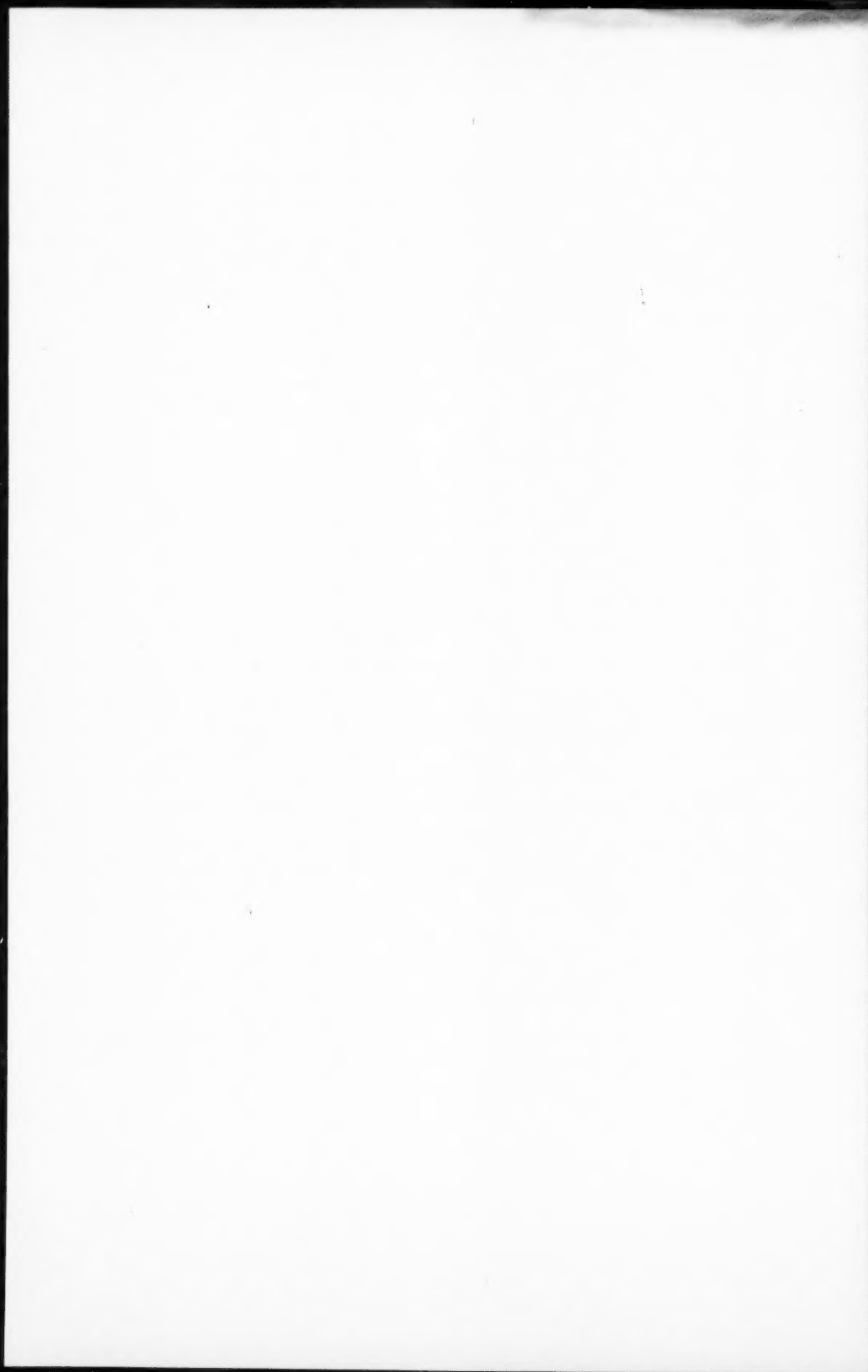
En attendant l'édification de ce musée de rêve qui pourrait marquer, en 1955, le 250<sup>e</sup> anniversaire du vénérable Château de Ramezay, nous pourrions dès à présent installer, à l'étage supérieur de cet édifice, une exhibition permanente des travaux artistiques de notre artisanat canadien, qui soutiennent si avantageusement toutes comparaisons avec ceux de nos voisins. Il serait très facile d'obtenir le concours d'un de leurs représentants qui serait heureux de fournir aux visiteurs tous renseignements sur place et même d'agir en qualité d'intermédiaire avec les producteurs.

La réalisation de cet ensemble placerait, en face de l'Hôtel de Ville de Montréal, un édifice qui lui ferait honneur et qui lui permettrait d'offrir en même temps, à ses habitants et aux nombreux visiteurs qui viennent s'inspirer chaque année des beautés de notre histoire, une exhibition permanente de choses dont nous avons raison d'être fiers, dans un cadre digne de la métropole du Canada.

Deux dessins de l'édifice projeté accompagnent cet article; il suffira d'y jeter un coup d'œil pour se rendre compte de la facilité de sa réalisation et des avantages qu'il offrirait pour l'établissement d'un MUSÉE DE MONTRÉAL qui soit digne de l'importance de cette ville.

SECTION II

««-»»««-»»

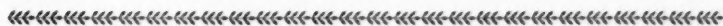




TRANSACTIONS OF THE ROYAL SOCIETY OF CANADA

VOLUME XLVII : SERIES III : JUNE, 1953

SECTION TWO



PRESIDENTIAL ADDRESS

The Canadian University

A. R. M. LOWER, F.R.S.C.

UNIVERSITIES are peculiar places, filled with peculiar people. They—both the institutions and the people—stand for all the virtues of the intellect—freedom, clarity, tolerance, and so on—yet they are the guardians of conservatism. Universities resist change with great determination, yet constantly change. In Canada, the institutions—and some of their occupants—are marked by a superficial cosmopolitanism, yet they bear upon them the deep imprint of national circumstances. They prepare youth for the future but are themselves survivals of the Middle Ages.

The universities of the Western world have some eight centuries behind them. Despite the diversities which have arisen over this long period, they are still of a type, and students and teachers soon feel at home in almost any one of them, whether it be in Italy or in Iceland. Our Canadian universities have as clear a medieval descent as the oldest in Europe.

From the great universities of Italy and from the still greater University of Paris, the mother fount of learning, have sprung all the later institutions. The marks of their origins are upon each of them. The cap and gown, the hood, are medieval garments not much changed over the centuries. The principal "degrees" are the same as centuries ago. Teaching methods are not much altered: it is still mainly a matter of talking, listening, and arguing. Who of us would not find himself at home with fellow academic monks of the thirteenth century, eagerly complicating the abstraction of the day, discussing the excellence, or more probably, the shortcomings of students?

With the big break in European history, the Reformation, the English universities began to go off in their own direction. Scottish universities seem to have remained more of the Continental type. When universities were begun in the American colonies, they reflected the English universities at a stage when divergence from the Continental model was less marked than it afterward became. Harvard was founded by Cambridge men, and Yale reflected Harvard. But seven-

teenth-century Cambridge was more like a French, Dutch, or Scottish university than Cambridge was later to be. If New England has influenced us, as it has, it in turn does not reflect the same English influence as has played on us in the last century or so from Oxford.

In England, the separation from the Continent and the substitution of Anglicanism for Catholicism seem to have strengthened the claims of the ruling classes upon the good things of life, education included. Medieval grammar schools housed sons of poor and rich alike, as did medieval Oxford colleges. After the Reformation, but still more after the Restoration, which represented the triumph of reaction, the wealthier classes secured the privileges of the grammar schools and the poor boy began to be conspicuous at Oxford by his absence, or, if present, by his hard lot. One unlooked-for effect of the English Reformation was intensification of the class structure in English society.

In medieval times, the universities had been thronged with students, most of them poor, all of them on the same footing under the shelter of the universal church. The old Catholic world could therefore be, in a sense, democratic. The new Anglican world, devoted to the maintenance in power of a new ruling class, could not. "Free schools diverted those whom Nature or Fortune had determined to the Plough, the Oar, or other Handicrafts, from their proper design, to the study of the Liberal Arts, and even Divinity itself."<sup>1</sup>

Canadian higher education has been greatly influenced, pro and con, by this English class ideal and as invariably is the case in imitation, by its sorrier perhaps more than its finer aspects: there have been many Canadians eager to become "gentlemen" by the short cut of an education. In Canada, therefore, an Oxford degree, quite apart from its intrinsic merits, has always had a high snob value. The conflict with the equalitarian notions of the New World is obvious. The resulting tensions have been felt in most of our institutions.

In Scotland, which has also profoundly influenced higher education, class differences were not as conspicuous as in England. Scotland was poorer than England, Scotland was Presbyterian. Presbyterianism intensified religious debate. Higher education in Scotland consequently took a different form from that in England. English education in the course of the two or three centuries after the Reformation came to be dominated by "the Classics." In Scotland, the old medieval absorption in philosophy continued to hold the stage. In England, rich youths could buy books. In Scotland, poor youths still had to copy down the

<sup>1</sup>Christopher Wise in his *Considerations Concerning Free Schools*, 1678, as quoted in S. E. Morison, *The Puritan Pronaos*.

words of wisdom read out from the professor's chair. This practice was brought over to Canada, where it is possibly not yet quite extinct, for in Canada, too, the purchase of books is a heroic act.

In one group of Canadian universities, the survival of medievalism is particularly conspicuous—the universities of French Canada. Anyone who has sat in the older lecture rooms at Laval must have noticed the elaborate, imposing edifice at the front which serves as "the chair." To get into these sumptuous pieces of furniture, the professor ascends a few steps, and once there, fortified behind his mahogany barricade, sitting down, his books spread out before him, he is very literally speaking *ex cathedra*. (This same medieval tag survives in American university custom: although a declining habit, it is still good form to *sit* at your desk while lecturing.)

More important, until yesterday the curricula of our French universities were largely medieval also. Philosophy remained the core of higher learning and Latin its medium. This attitude towards Latin as a real language was very different from the English study of the Classics.

Our French universities, from several points of view, are less complex than our English. They represent a uniform culture transferred to Canadian soil, and preserved here with singular fidelity, though with the desiccation which time inevitably brings to things preserved. Today, as they feel their way forward into the currents of modern life, they are being exposed to some of the storms English Canada encountered decades ago. The impact of science and of the scientific attitude fell on our English universities in the late nineteenth and early twentieth centuries. By now they have more or less accommodated themselves to it. This accommodation has yet to be made in French Canada, for the impact itself is just beginning to be felt.

The differences between our French universities arise, not from diversity of tradition, but from geographical location. Quebec, Montreal, Ottawa, St. Boniface College, and the Maritime institutions, each represent different phases in the relationships of French and English, based on the geographical distribution of the two races. Laval has the assurance of a community that has lived down the Conquest and is once more almost entirely French. To this it adds its three centuries of history, a length of experience which the sensitive can *feel* just as they can feel *time* at Harvard. In Montreal, by contrast, the racial struggle still goes on: there is a tension in the atmosphere not felt in Quebec. Parenthetically, surely it is regrettable that this great city, a huge sociological laboratory, where two historic cultures meet, has as yet produced from neither side, French or English, a social scientist to make some recording of the scene. The novelists

have begun to explore the phenomenon, but some years ago when a sociological analysis was made, the sociologists to make it had to be imported from Chicago!

In Ottawa, the rapidly rising third centre of French education in Canada, there is a tone which differs from that of both Montreal and Quebec: a frank acceptance of biculturalism, an accommodation to it, a measure of fusion, even, of French and English approaches to education.

St. Boniface in Manitoba and the French institutions of the Maritimes resemble each other at least in this, that they are citadels of French culture within dominantly English areas. The French colleges of North Bay and Sudbury are, I suppose, similar. St. Boniface fights a rearguard action against the omnipresent English and tends to fortify itself within the ancient walls of the Latin philosophy. The others, of which I know little personally, are situated in areas where the French language is advancing, not retreating, and thus probably have some of the buoyancy of an expanding culture.

In sum, French higher education in Canada would appear to be highly influenced by its relationship to the vast surrounding English world. Where this has been pushed back a bit, a sense of security allows of modernization: where it still presses, it causes the ancient ways to be tightly clung to.

No one would maintain that our English universities have the unity of the French: they represent a perplexing diversity of tradition. Even today, when some of them are going into their second century, the variety of their origins is reflected in internal stresses and strains. The variety of origin within staffs often gives rise to equally sharp tensions.

It would be tedious to go over the list of diversities in detail since everyone knows a good many items on it: the struggle between professional groups and the scholars, the division of scholarship between "sciences" and the rest, and many other such. Some institutions have consciously sought to preserve the English tradition, others the Scottish. There must be over a dozen founded to act as intellectual citadels for the various denominations. Within nearly all, the faculty itself has represented a variety of origins, and therefore of competing traditions. Virtually every Canadian university staff has been a kind of melting pot, like the country itself, in which homogeneity has emerged but slowly, if at all. Add to all these, fundamental differences between different individuals and groups on what constitutes the most desirable way of life.

To illustrate, we have church universities; federations of universities; more or less Gaelic universities; universities which are aspects of metropolitan commercial societies; private universities once resting on a church foundation, now floating free, as it were; municipal colleges; provincial universities with and without monopoly of the degree-granting power; and various others. We have institutions which still aim at turning out members of a governing class—leaders in church and state, in the old phrase—and institutions only too ready to respond to the demands of the commercial way of life. We have institutions of democratic and of aristocratic tone. There are, in fact, hardly two strictly comparable institutions in the whole of Canada. Of course, individual differences are all contained within the general framework of Western civilization.

In other words, the university must necessarily reflect its foundation and its surroundings. To some this may be heresy, for universities, wherever we find them, are sometimes thought of as mere segments of the universal *respublica literaria*, as consisting in collections of single-minded scholars untouched by race, clime, nation, and original sin.

On this give me leave to be sceptical. Waiving the question of original sin, something of the sort possibly was true when one culture prevailed throughout Europe. But after the great age of the thirteenth century, as new institutions were founded in Bohemia, Germany, Scotland, and other frontier regions, each tended to take on local characteristics. With the rise of the national state and the Reformation, breaking up the old medieval culture, the university began to reflect the society in which it was contained. Universities became aspects of nationalism, which, to a major degree, they remain.

There is nothing surprising in this. All education is, in essence, an aspect of politics, that is, it is a reflection of the hypotheses of the particular society. In fact, it is mostly plain simple indoctrination in those hypotheses, as the ringing platitudes in course of being delivered from a thousand Convocation platforms now testify. We in Canada are still among those fortunate mortals whose society assumes that no artificial fetters should be placed on the working of the free mind, though how long we shall remain so depends on how far the present hysteria carries among our neighbours. The fact that we are free to pursue the truth as we see it does not, however, mean that we are pursuing universal truth: few of us are big enough for that. For a time, the civilized world did seem to boast a universal attitude towards the search for truth, in some disciplines, at any rate. The scientist

used to think of himself as a universal man. But now we have had Nazi science and we still have Soviet science, just as we have Soviet art, as distinguished from bourgeois—or degenerate—art. So far has this gone, that today even the educated within the one society have little common cultural background. It is no longer possible to quote a verse of Scripture, still less a line of Horace, and expect it to be recognized.

The "isms" are but extreme examples of the fragmentation to which truth has always been subject. Oswald Spengler maintains that every civilization produces its own characteristic form of the most universal of all disciplines, mathematics. That may or may not be so, but it is not much more than might be expected, given the differences in men's environments, their interests, and points of view. Presuming society is "open," that is, that it allows of free inquiry, various disciplines are almost certain to go off in various directions, dependent upon local circumstances, though they can still remain on speaking terms, because the bond of free inquiry is there. Given a closed, authoritarian society, of course, the pursuit of truth, in the sense in which we understand it, stops. There can be little in common between the learned men the two conceptions produce, whether "scholars" or not. It is just possible that a mathematician might be equally at home at the universities of Harvard, Moscow, and Cairo: certainly a historian would not.

History as a subject illustrates very well the fragmentation of truth to which I have just referred. Outside our own Western society, our canons of historical study do not apply. Within it, time and the capacity of men's minds both being limited, most history tends to be national history. Naturally there are distinguished exceptions, but in general terms Englishmen write English history and for Englishmen; Frenchmen, French, for Frenchmen, and so on. Even when the historian attempts a theme drawn from outside his own society, his product bears unmistakable marks upon it of its place of origin. Gibbon wrote about Rome and Byzantium but his book was unmistakably that of an eighteenth-century Englishman. Taine wrote a history of English literature which certainly could never have been written by any Englishman. There is hardly an area of culture, scholarly or artistic, which does not carry such marks of origin upon it. In music, for example, few would mistake the label "made in Germany" for the label "made in Italy."

It seems to me, therefore, that the university is an aspect of the society which harbours it. Today the university is national: tomorrow, it may be supernational. If, for example, NATO should turn into



something like a state, there would evolve a NATO community, with its NATO universities, indoctrinating their youth into love for NATO: *dulce et decorum erit pro NATO mori*.

There is another reason why the university is at present mainly a national institution, not an international, and that is that it has, as an institution, no power to stand up to the state. The German universities crumpled at the first blow, as had the Russian before them. And now the American universities seem to be following suit. The prevailing moods and passions of American life are quickly being reflected in American universities, bringing them into line. It is possible that the prestige of the greatest may enable them to resist, at least for a time, but for the majority, how could it well be otherwise? Despite fine words, universities as institutions are invariably timid and invariably conservative. Even if they were not, they would have little power of resistance to the state, for they represent only a small group, the intelligentsia: they are not like churches, which can summon moral fervour and mass support.

If conquering orthodoxies in their processes of *Gleichschaltung* are to be resisted, the fight will not be made by institutions but by the occasional individuals in those institutions who become martyrs to a cause.

Now the bearing of all this on Canadian universities is simply that whereas in origin they are diverse, at their present stage and at the present stage of our development, they are, like the institutions of older lands, national. Not national without qualification—Canadian institutions representing a religious denomination may link up with similar institutions on other lands; Canadian schools of commerce are aspects of the general North American civilization—but nevertheless national, serving the Canadian people, French or English, as it demands to be served. Canadian institutions are not international, they are not cosmopolitan: they are national. Efforts to make them cosmopolitan in the midst of a local and rather parochial society are foolish and bound to fail.

It may be objected that institutions sponsored by a branch of a universal church cannot be dubbed "national." The words "national" and "of the state" are not to be confused. Our institutions are not like those of Germany, "of the state," for our North American pattern is one of considerable liberty for every group to follow its own way of life. Nevertheless, our institutions are now national, in that they reflect the same, or very similar, attitudes towards all the large aspects of university life.

One indication that the humblest of colleges is now "national," in

the sense in which I am using that word, lies in the almost universal form of government, which consists in a board endowed with supreme powers. The constitution of this board is provided for in some fundamental piece of legislation and on the surface it often appears liberal and democratic. In practice university boards seem to be close to self-perpetuating. They represent various classes of interest in the community, with one or two conspicuous omissions, and in so far as they do this effectively, that is to the good. A class they do *not* represent is that class which constitutes the university, instructors and students. Another is *labour*.

We cannot too often remind ourselves that the essential corpus of any institution of higher learning is not governors, nor alumni, nor administrators, but scholars. Scholars come, ideally, at any rate, before students. The scholar, frightened mouse that he often is, is the man who most often gets kicked around. In an ideal world, he would be running his own affairs. As it is, he is an employee, and sometimes made to feel the weight of that not too glorious status. He is carefully selected on the basis of his intellectual capacities, and, more often than not, in the system of rating familiar to all of us, is an "A" man. As an "A" man, he is compelled to pass his life governed by the second-rate, successful fellows to whom when they were in his classes he had to award B's.

There is no use complaining overly bitterly about that: the world over, I suspect, it is the "B" who gets to the top in the power struggle: the reasonably well-endowed man, the gregarious extrovert, with plenty of aggressiveness and not too much squeamishness, and not the fastidious intellectual sicklied o'er with the pale cast of thought, who cannot jump with common men, cannot fit in, insists on being himself, and gets the rewards appropriate to his insistence.

Nevertheless, it is not right that the company of scholars, which every university should be, should simply be "employees." They should be, in fact, a company—a corporation, with a voice in their own government. British visitors are commonly surprised that this is not so in North American university constitutions. In Great Britain, I understand, it is the ordinary thing for the governing body to contain a fair representation from the professoriate. The ancient universities have been self-governing for centuries but the principle has also been carefully cherished in the newer institutions.

For the loss by academics of the right of self-government, there are many explanations. Many academics themselves do not seem to want it. They seem to be in favour of democratic processes in the abstract but against them in the concrete. They speak of the lobbying that

would take place, the personal ambitions that would be unloosed, were the elective principle to be introduced into university government. This, it seems to me, is just a kind of finickiness that is dismayed by the rough-and-tumble of the power struggle. University men should practise what they preach. Democracy and freedom are not to be won and kept without fighting and fighting means blows and blood.

The underlying explanation for the North American situation, Canadian included, probably lies in the nature of our society. English Canada has little respect, we all know, for the intellectual as such. This is partly because of the stark hell-fire religious heritage lying behind so many of its people and more because of the hard fight they have had against physical nature. We have learned to use our hands, with tools in them, in fighting these millions of mostly barren square miles of ours, and to use our minds as extensions of our hands—hence the prestige of “science,” especially of applied science—but we have not yet learned to use our minds as minds, as the highest manifestation of humanity, as organs of pure reflection. Hence the instinctive opposition of the ordinary man to what he would call “the theorist.” Hence his ready appreciation of people “who can do things.” Canadian life has been one long eulogy of the practical man, whether he be farmer, business-man, engineer, politician, or, nowadays, soldier. It is executive action that we understand and admire.

How that works out in institutions of higher learning, I hardly need to say. Has there even been a professor, I wonder, who when presented with the opportunity to abandon the life of contemplation for the life of action has not jumped at the chance to become head of this, director of that, dean of the other thing? Has there ever been registrar or bursar whose stature, by one means or another, has not been made to seem a little larger than that of the mere “teacher”? Open any calendar and you are confronted with a list of “Officers of Administration,” followed later by “Teaching Staff.” The names of officers of administration should be printed in small type at the back of the book. I always have a feeling of regret when a man who could be a good scholar becomes an administrator. Surely the intellectual life, representing the ideal freedom of the mind, must be the best—and the foremost—of all lives. Without wishing in any way to offend my numerous good friends who are administrators, I must nevertheless maintain that the administrator, as such, is at best a necessary evil.

Only as the teaching staff turns itself into what I have called a company of scholars will Canadian universities really justify their existence. And that will not be until members of such staffs are seized

with a sense of vocation as deep as the call to the religious life, of which, indeed, in a wide way of thinking, they represent a sphere. Our minds to us kingdoms are, let it be as dangerous to interfere with them as with our souls. But that will mean carrying an unaccustomed gospel to the Canadian people. Religion, they understand: intellectualism, scarcely at all.

It follows that the persons to carry such a gospel must be carefully chosen and fully aware of the nature of their tasks.

Our English-Canadian universities began as offshoots of metropolitan culture: they were little islands of British civilization transferred across the ocean. In some of them, American influence was also strong from the beginning and as time has gone on, it has tended to strengthen. Direct European influence has always been slight. This despite a period when there were many professors with German doctorates and despite departments of modern languages. There has been no such impact made upon Canadian higher learning as was made by Germany in the nineteenth century upon American higher learning, though through this American channel a certain amount of German influence has come in indirectly. Everything considered, English-Canadian culture remains islanded within the Anglo-Saxon world. In the *Report* of the Council of this Society, you will find a suggestion that visiting scholars, "especially from France and the British Commonwealth," be invited to address branches. Could the parochial tone of the Canadian learned world be more sharply reflected?

Unlike good Americans, good Canadians, when they die, do not go to Paris.

The reflections of what might be called Anglo-Saxon parochialism are evident in every university circle. In every university in the country we have a few language masters. Their influence as such upon the spirit and outlook of our universities is nil. They have never succeeded in bringing to life even the second official language of the country in which they earn their living, let alone other languages. One of the best testimonies to the failure of the language master to make any impression upon the Canadian student would be the embarrassment of the average Fellow in Section II if he were put down in the middle of a group of Fellows from Section I, none of whom spoke English! The highly insular culture of Great Britain has normally produced a class of person who could speak French fairly well and who had some reasonable familiarity with French culture. Here, in this bilingual country, we, the English-speaking intelligentia, are, with few exceptions, prisoners of one language and one culture.

In this respect, we compare badly with the Americans. Our young men, attempting to go down to American graduate schools, are immediately confronted with the terrors of French and German. A student of mine recently was awarded a fellowship at a great New England university. He could not take it because, within two months of his arrival, he would have had to take a reading examination in German! He was horrified at the unreasonableness of the Yankees! Was his case exceptional?

My argument here is one of two aspects: I have sketched out one of them: it consists in a charge of parochialism in culture, our English-Canadian parochialism lying in our submergence in the English-speaking world. The other aspect might at first sight appear to lead in precisely this direction, but on fuller examination, I do not think it does. To put my position briefly, I feel that we can best escape from parochialism in culture by a more complete understanding of the local scene, a more complete, more sympathetic identification with it. For us, English-Canadians, to continue to be merely lookers-on at the great games played in Washington and London, or spectators at the great plays staged in London and New York is to continue to be parochial, imitative, provincial, uncreative.

There is the element that vitiates so much academic work, cultural colonialism! It is all very well to talk about eclecticism, about internationalism or cosmopolitanism. The words do not apply, for in English-Canadian universities there is neither eclecticism, nor internationalism, nor cosmopolitanism: there is just submergence in the senior cultures of the race. Prolonged submergence, do not forget, means drowning. Many of us are already drowned. I can think of nothing more fatal to that creative spirit with which genuine scholarship must be infused than our normal over-respectful, virtually submissive, attitude to these two senior cultures and their exponents, especially the British.

So much filial piety is there in English Canada, that it is difficult to make dispassionate analysis of any problem, cultural or otherwise, which involves our relationship to the British world, without immediately evoking hostile emotions. Such emotions are in themselves evidence enough of the condition I am attempting to describe, for they indicate that those in whose breasts they stir are not in their heart of hearts citizens of this new country, but persons whose sentiments still hark back across the seas.

In this place and at this time I do not intend to go into this old subject which I have discussed elsewhere *ad nauseam*. I must content myself with the family parallel—men must grow up, marry, found

families of their own. It is the way of nature, for societies, as for individuals. What sadder sight than those men who long after they have become adults, continue at their mother's knee!

This condition of submergence in itself goes a long way to explaining the relative sterility of the Canadian academic. As some one has said, there seems to be within us some "psychological block." Does submergence explain it? The best things, it may be believed, have already been said, the great thoughts thought elsewhere. Canadian scholarship, with exceptions, is not distinguished and it is not wide. In vain do we look for, among many others, the large, massive accomplishment of a Lawrence J. Gipson in *The British Empire before the American Revolution*; or to the unconventional iconoclastic and encyclopaedic learning of a Herbert J. Muller, a man whose book *The Uses of the Past* comes from no more conspicuous a place than Purdue. (Where is Purdue?) The average Canadian scholar would be afraid to be as "cheeky" as a Muller, setting himself up against all the great names of the past. The average Canadian scholar, that is, is provincial.

Canadian culture—or, if you like it better, culture in Canada—will never rise to manhood until it resolutely takes to standing on its own feet. Heretofore so many of the exponents of our learning have been like Lot's wife—constantly looking backward and as effectively turned to sterile salt.

How does a culture "stand on its own feet"? Well, in general terms, by drawing its vital forces from the life around it. Infinite illustrations could be given. I have already referred to that unexploited sociological laboratory, Montreal. I am inclined to think that, for citizens of Canada, it would be more genuinely a matter of culture to seek to understand the ins-and-outs of the racial situation in Montreal than to occupy themselves with intensive study of the Year III of the French Revolution. I have also referred to the situation of language teaching. I hope I will not be interpreted as making an attack on a particular discipline if I refer once more to French studies. My justification is that, in a country like this, these go far beyond the status of an academic "subject" and become issues of the highest national importance. They are open to examination by every citizen. Here we have in Canada a bilingual country, two rich cultures meeting—and what fascinating depths of history, sociology, law, philosophy, and theology, the culture of French-Canada offers to English-Canadians only those know who have tried to examine it—yet this situation finds the minimum of reflection in our universities. I know there are honourable exceptions, but in general terms, little or no advantage is taken by



departments of French of the presence of a living French culture in the country. The result is only too often the reduction of French to the status of a dead language. If the situation is not quite that bad in the universities, it certainly is in the schools. Instead of a vital cultural area under study, more often than not we do not move beyond barren linguistics.

If I may be so impertinent, I would suggest to the language disciplines that they could greatly enrich and revive their fields if they interpreted them as studies not merely of language and literature but of every aspect of the culture concerned. German music, German philosophy, the whole vast range of German scholarship, German historiography, to all of these should the attention of the student be drawn. Such an undertaking would be ambitious, but in the end the study of a living culture, I am sure, would "pay off"—and it might help to redeem Canadian institutions from their confining English-language provincialism.

Incidentally, this Society includes at least one gentleman in German studies whose work has won international recognition. Under his leadership, I would guess that some such attitude as I have suggested has already been adopted. Indeed it may be that the cultural approach has already gone farther than I am aware of. In that case, my apologies!

The best testimony to scholarship, like charity, beginning at home is to be found in the existence and condition of the older social sciences, history, economics, and political science. It was in 1896 that the late Professor Wrong and Mr. H. H. Langton began to publish their *Review of Historical Publications Relating to Canada*. In 1920, this changed into the present *Canadian Historical Review*. To the University of Toronto, which has during all these 57 years carried the annual deficits, Canadian historical studies owe an immeasurable debt. Canadian historians have tried to repay that debt by their labours. In 1923, they formed the Canadian Historical Association, whose annual meetings, following those of this Society, have provided cohesion and the stimulus which comes from friendly contacts. As a result of all this, Canadian historical writing can take its place honourably beside that of any other land.

Historical and social studies in Canada which have not related to Canada have not been outstanding.

Our "political economy," as it was originally called, from the first had a strong historical bent, so that it is perhaps not invidious to think of it as an aspect of our historical studies. At any rate, one would have difficulty in deciding whether historian or economist was

he more correct term for Shortt, Skelton, Mackintosh, and our late dear colleague Innis. The same assertion can be made of political science, and now, as it slowly develops, of sociology. Our sociology is weak as yet, but so far it has not been marred by the excessive exercises in the virtuosity of technique which seem to characterize the subject in the United States. Canadian sociology, if we may judge by the Mackintosh and Joerg series of some twenty years ago, or by the more recent Clark series, now in publication, is seeing life not on the flat surface of "the present" (whatever "the present" is) but in the cube, under the impulsion not only of space, but also of time.

The latest recruit to these Canadian studies, one that should have joined the ranks long ago, is geography. Of course, its mother discipline, geology, has been established among us for a century. That science, it seems to me, is itself partly a social science. I count myself fortunate in having had a little taste of geological knowledge under such men as Coleman and Parks. The little I had has been of immense service. Like geology, Canadian geography will, from its very nature, be concerned with the world immediately around it, Canada. Already we have had some distinguished works clarifying the nature of the Canadian environment.

Now the reason that such studies are vital in a way that some others, I am afraid, are not, is simply that they begin with the here and the now, the familiar, the local environment, learn to understand it as well as possible—and perhaps, to love it—and then work out from it to wider horizons. This is the point to which I have been trying to lead up. To begin with the local in studies is to end up with the universal. To begin with the universal is to end up with the parochial. It is a case of "Flower in the crannied wall . . ."

Hence I suggest that if we are to get further towards the universal in scholarship and culture, we shall have to begin by becoming more local. Please do not misunderstand me: I am advocating no restriction of horizons. My observations are not motivated by the desire, found in some of the lesser nationalisms, to retire into a narrow, self-hypnotic realm of misty tribalism. Quite the reverse: I should like to rescue this country and its scholarship from provincialism. Only those can avoid provincialism who belong directly to some creative nucleus. They are inevitably provincials who, living in one community, continue to dream about a bigger and brighter existence in another. It is this kind of provincialism, stemming directly from our long colonial status, which today seems to me to be the greatest blemish on academic culture in Canada. In order to remove the blemish, we shall have first to become more local, more interested in what is going on under our noses. There is just as much culture to be distilled out of trying

to understand the microcosm as the macrocosm. Before advancing we must get this firm foundation within ourselves, *réculer pour mieux sauter*.

Most of you are probably not primarily interested in Canadian studies—though your own work, whatever your field, will suffer if you are not. To those of you who are, I suggest that it would not only be an interesting experiment, but educationally and nationally valuable, if we could establish within our faculties of arts some kind of school of Canadian studies, which would have for its object to do for this country just the same job as I suggested might be done for the linguistic disciplines. I think I could give a student a pretty good education if I could train him in the two Canadian languages, in Canadian history, economics, politics, law, and so on.

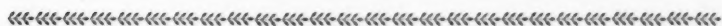
The objection will at once be raised that here we lack models of greatness: the supreme achievements lie elsewhere. It cannot surely be contended that it would be just as good to present students with the poetry of Bliss Carman as with Shakespeare!

Few would be so foolish as to exclude the great models of human accomplishment just because of their national origin: that is not the point. I am suggesting that we could find a good education in the study of a social group of some significance, such as our own, and its way of life. If we could approach things on that level, we might have less difficulty with "the great." At present, the innocent Canadian student is projected into the presence of "the great" in so determined a fashion as often to make him thoroughly frightened by them and distasteful of them. You have all entertained students, I suppose, in your homes and you all know how embarrassed they are for fear they should do the wrong thing, how impossible they find it even to find the formula that will enable them to take their leave! They are frightened on being dragged up into the rarified and unfamiliar professorial atmosphere. It is much the same when they are dragged into the presence of the historical and literary "great." Not understanding such people, the student is apt to preserve his self-respect by refusing to take them seriously. I imagine that they would be less ill at ease with some of their own domestic half-greats. Old Sir John Macdonald, for example, is a figure whom they understand. That product of sophisticated aristocratic culture, Matthew Arnold, beloved of "Eng. Lit.," must appear to the average young Canadian philistine if not to the exceptional student, as merely remote and peculiar.

In this rather rambling paper, I have just tried to start some hares, for obviously systematic discussion of such a large topic as "The Canadian University" is here impossible. My major concern is as to how the

university can be preserved for the elect and not at the same time cut itself off from the mass. We live in an increasingly chaotic, nomadic, society, which today is literally on wheels, whose culture never gets a chance to consolidate itself before it is shattered by new knowledge and new inventions. At the period of Confederation, there was a cultured, if sharply limited group which apparently had the respect of the society it led. Today such a group, which, in any case, cannot have a common corpus of knowledge and common standards of taste, tends to be shoved off into corners by the great democratic public that storms against "culture-vultures" who like to have symphonic concerts on Sunday afternoons. This great public, coming up from below, its head full of sad American slave music and its belly full of Coca-Cola, has little respect for the academic "culture" of the class-room. What has got to be done is to create a new culture—a native culture, built upon the remains of the old, and let us hope, incorporating a good deal of it. It is sometimes as sad a business to hear Canadian academics gnawing over the meatless bones of Old World culture as it is to listen to Canadian academic music. A valid, vital culture will have to come out of the current scene, despite its crudities. In its formation, the academic must play a lead, not titter nervously as he hears the new harsh strains coming out of the rough-and-tumble dance hall.

The job of the Canadian university, particularly of its representatives in faculties of arts, is to build a bridge between the new ways of life, repellant though so many of their manifestations may be, and the enduring elements of the historic culture of the West. While keeping strong all possible links with other branches of the traditional Republic of Letters, it is to reflect, enlarge, dignify, and make healthy Canadian society.



## Technical Assistance and Economic Aid through the United Nations

F. R. SCOTT, F.R.S.C.

### INTRODUCTION

A MARKED difference between the United Nations and the former League of Nations lies in the greater attention being paid by the present international organization to the welfare needs of the world. In this development international relations reflect the trend toward the welfare state which is evident in the domestic politics of most countries. The change also reflects the growing conviction that peace can never be secure while so large a proportion of humanity suffers from poverty, disease, and illiteracy. Everywhere men and women are awakening to the potentialities of modern technology, and are demanding that their governments assist them in sharing in its benefits. The spectacle of widespread misery, ripe soil for revolutions, becomes a potent incentive to economic planning by local politicians and more generous assistance by international agencies. In the result, we find today a degree of organized technical and economic co-operation among nations greater than the world has ever seen before, though still discouragingly small in relation to world needs.

The roots of the present technical assistance programme of the United Nations go back to the League of Nations and beyond. Though the League failed politically, its humanitarian achievements were considerable. In a report prepared for the League by the Bruce Committee in 1939, entitled *The Development of International Co-operation in Economic and Social Affairs*, it was said that

It is to the great problems of internal social and economic policy that the League is devoting its attention to a constantly increasing extent—to such problems as those raised by changes in the rate of growth and in the composition of populations, to public hygiene, nutrition, housing, the mitigation of economic depressions, taxation, the economic repercussions of armaments production—in a word, to all those forces and factors that affect directly the daily lives of all classes of the peoples of the world. These are problems which are of direct concern not simply to experts in

different fields or to Governments, but to the citizens of all States.<sup>1</sup>

The technical committees of the old League, such as the Economic Committee, the Health Committee, the Financial Committee, the Committee on Intellectual Co-operation, the Mandates Commission, and the International Labour Organization, functioned with "a striking analogy" to national administrative departments,<sup>2</sup> and prepared the way for the specialized agencies of the United Nations. The ILO, by surviving the liquidation of the League, showed the strength of the technical assistance idea when institutionalized outside the chief political organ—an idea we long ago discovered in domestic politics when we placed certain public corporations outside direct cabinet control. Older functional bodies, like the Universal Postal Union which dates from 1875 and the International Telecommunication Union whose beginnings reach back to 1865, showed similar powers of survival.

It was thus on the basis of a wide experience that Article 55 of the UN Charter was drafted. This reads

With a view to the creation of conditions of stability and well-being which are necessary for peaceful and friendly relations among nations based on respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples, the United Nations shall promote:

- (a) higher standards of living, full employment and conditions of economic and social progress and development;
- (b) solutions of international economic, social, health, and related problems; and international cultural and educational cooperation; and
- (c) universal respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language, or religion.

All member states are pledged by Article 56 to take "joint and separate" action in co-operation with the organization for the achievement of these purposes. The Economic and Social Council, under the General Assembly, is entrusted with the carrying out of the functions outlined. Nowhere in the League of Nations Covenant was there so explicit a formulation of social and economic objectives.

It is since the United Nations was founded, however, that the greatest advances have been made in developing new organs and methods of international co-operation for human welfare. Even before

<sup>1</sup>League of Nations Publications: General 1939 (3), pp. 11-12.

<sup>2</sup>H. R. G. Greaves, *The League Committees and World Order* (London: Oxford University Press, 1931), p. 6.



the cessation of hostilities in 1945 the relief and refugee problems in Europe demanded the creation of UNRRA, and since then the other temporary international agencies such as UNKRA, the IRO, and UNICEF have been set up.<sup>3</sup> At the same time new specialized agencies were created on a permanent basis and brought into relationship with the United Nations under the Economic and Social Council. Three sections were established in the UN Secretariat during 1946-8 to deal with Economic Affairs, Social Affairs, and Public Administration.<sup>4</sup> Then in August 1949 came the Expanded Technical Assistance Program,<sup>5</sup> representing a large expansion of the concept of mutual aid, and necessitating the setting up of a new department in the UN Headquarters called the Technical Assistance Administration; this is headed by Dr. Hugh Keenleyside. The ETAP of the UN was launched while generous American aid was being given through the Economic Cooperation Administration, and before President Truman announced his Point IV programme. Soon after, in January 1950, the Colombo Plan was adopted. The UN activities thus began operating simultaneously with bilateral programmes (Colombo Plan, ECA—later MSA—and Point IV) which were aiming at very much the same objectives except for the military conditions attached to MSA.

#### THE ORGANS OF UN TECHNICAL ASSISTANCE AND ECONOMIC AID

The terminology in this field of international activity is very inexact, but some words and expressions are coming to have special meanings which should be kept distinct. Three broadly distinguishable

<sup>3</sup>The following abbreviations, which should be familiar to all students of world affairs, will be used in this paper: ECA, Economic Cooperation Administration, United States—later changed to Mutual Security Agency; ECAFE, Economic Commission for Asia and the Far East; ECE, Economic Commission for Europe; ECLA, Economic Commission for Latin America; ECOSOC, Economic and Social Council; ETAP, Expanded Technical Assistance Program; FAO, Food and Agriculture Organization; ICAO, International Civil Aviation Organization; ILO, International Labour Organization; IMF, International Monetary Fund; IRO, International Refugee Organization; MSA, Mutual Security Agency, United States; TAA, Technical Assistance Administration; TAB, Technical Assistance Board; TAC, Technical Assistance Committee; TCA, Technical Cooperation Administration United States; UNESCO, United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization; UNICEF, United Nations International Children's Emergency Fund; UNKRA, United Nations Korean Reconstruction Agency; UNRRA, United Nations Relief and Rehabilitation Administration; UNRWAPRNE, United Nations Relief and Works Agency for Palestinian Refugees in the Near East; WHO, World Health Organization; WMO, World Meteorological Organization.

<sup>4</sup>Walter R. Sharp, *International Technical Assistance* (Chicago: Public Administration Service, 1952), p. 11.

<sup>5</sup>ECOSOC Resolution 222 IX, August 15, 1949.



types of aid can be seen, for which different organs exist. First, there is relief work, designed to meet some great emergency on a temporary basis, through such bodies as UNRRA or UNKRA. Secondly, there is aid for economic development in the form of capital loans and funds for investment. At present the only UN agency for this form of aid is the International Bank for Reconstruction and Development, though the other specialized agencies may spend limited amounts for equipment and supplies. And thirdly there is technical assistance proper, which does not provide relief or funds for capital development, but confines itself to the provision of technical knowledge, or "know-how," through the sending out of experts, a fellowship programme for training workers and officials of recipient countries, demonstration projects, and the organization of seminars and conferences. This aid is supplied through the specialized agencies such as the ILO, WHO, FAO, UNESCO, ICAO, etc., and through the TAA in New York. These three classifications are not precise, and the functions of different types of agencies do in fact overlap to some extent, but there is value in separating the concepts both theoretically and institutionally.

Of the three functions mentioned, only technical assistance and economic aid will be discussed here. Nothing further will be said of the excellent work that has been performed by UNRRA and the IRO, or that is and will be performed by UNICEF, UNRWAPRNE, and UNKRA. The latter agency, now that an armistice has been reached in Korea, will obviously have a major problem of reconstruction on its hands. It would be too optimistic to think that UN relief work was nearing its end, for with all the possibilities for disaster that exist in the world, even apart from war, it is likely that we shall have to maintain special international relief services for a long time to come.

The principal organizations operating in the field of technical assistance and economic development may now be seen in their proper relations. At the centre is ECOSOC, fulfilling the welfare functions imposed upon it by the UN Charter. Associated with ECOSOC under individual agreements are the various specialized agencies. Most of these are now familiarly known under their initials; chief among them are the ILO, WHO, UNESCO, FAO, ICAO, the Bank, and the Fund; the newest is the World Meteorological Organization, and the oldest the Universal Postal Union. ECOSOC has created a subcommittee called the Technical Assistance Committee (TAC), composed of representatives from each of its eighteen states, which supervises the general programme; it has also created an

administrative body called the Technical Assistance Board (TAB), on which sit representatives of eight of the specialized agencies, as well as of the secretariat department called TAA.

These various agencies and their staffs of international civil servants constitute, in a sense, the governmental departments of a possible future world government. The present UN cannot be thus described, since it has at best only a quasi-legislative and executive authority. Each agency is therefore distinct and independent from the others and only loosely connected through TAB and ECOSOC. Each has its own membership, distinct from the UN membership, and each its own budget, distinct from the UN budget and from the share it may receive of the Special Fund established under the Expanded Program in 1949. Naturally this independence creates a problem of co-ordination of plans within the UN, as well as with the bilateral programmes, such as Colombo and Point IV, but it also makes for experiment and decentralization. It helps too to distribute important international buildings and groups of employees around the world, thus avoiding the appearance of placing the whole international organization in a single city and country.

To fill out the administrative picture mention must be made of the three regional commissions of the UN. For Europe there is ECE, for Latin America, ECLA and for Asia and the Far East ECAFE. These commissions study broad economic and social problems in their areas, carry on research, and make recommendations to their governments, but do not engage directly in giving technical assistance. They still further distribute the UN machinery around the world, and represent ECOSOC in their respective regions.

#### THE PRINCIPLES OF TECHNICAL ASSISTANCE

At the time of the adoption of ETAP in 1949, certain principles were laid down. These are very important in determining the spirit in which the work is to be undertaken, and also help to distinguish international aid from the bilateral programmes. Among these principles are the following:

1. Assistance is given only on the request of governments, and must be as far as possible in the form which that country desires.
2. It must be given to or through governments.
3. It must not be a means of foreign economic and political interference in the affairs of the country concerned, and must not be accompanied by considerations of a political nature.
4. It must avoid distinctions arising from the political structure of the country requesting assistance, or from the race or religion of its population.

Thus all countries, regardless of their political complexion, are to be treated equally under this as under other UN programmes. If members of the Soviet bloc do not now participate it is not because they are barred but because they choose to remain outside; its members have even withdrawn from an agency as non-political as WHO. Yugoslavia is receiving considerable aid from the UN. On the other hand, American Point IV aid was held back from Ceylon because she would not cease all trade with Communist China. The Colombo Plan started as a Commonwealth venture, though it now includes non-Commonwealth countries and seems to have become simply a regional scheme operating on its own special lines. Canada's contributions to Colombo countries, however, have so far been confined to three which are Commonwealth members—India, Pakistan, and Ceylon; no Canadian aid under the Colombo Plan has yet gone to other parts of Asia.

#### THE FORMS OF UN ECONOMIC AID AND TECHNICAL ASSISTANCE

There is such a complex of commissions, agencies, and boards now operating on the international level that no simple description is possible of the various forms of aid and assistance which they give. If all aid is divided into the two main fields of economic development and technical assistance, however, some outline of its scope may be suggested.

Funds for economic development, which are essential to rapid progress in backward areas, are, as has been said, available only from the International Bank. So far the Bank has made loans totalling nearly \$1,750,000,000 for a variety of useful purposes. But it has shown itself to be very conservative in its policy, and in any event it is an investment agency and not a body making grants-in-aid. Consequently its loans are available only for self-liquidating undertakings such as might interest a private bank. It does not provide money for building roads, clearing slums, or for long-term and marginal investments beyond the scope of sound banking. It is therefore true to say that the world lacks any method of pooling its resources for assistance to underdeveloped countries in a bold and imaginative way. In this respect the Colombo Plan is helping to fill a gap in the international machinery, for the Colombo Plan money may be assigned to projects where the risk is greater than the Bank would care to assume. This is also true of capital funds available under the American MSA and Point IV programmes.

There has been a growing desire on the part of the underdeveloped countries in the UN to set up new international machinery to speed up the pace of capital investment. A committee of six experts made

recommendations to this effect in 1951,<sup>6</sup> and the idea has been under continuous study since then. Two main proposals have been advanced. In April 1952 the President of the International Bank submitted a report on a scheme for an International Finance Corporation, which would promote economic development through the stimulation of private investment in its member countries. It would finance private undertakings through equity investments and through loans without government guarantee such as the Bank always requires. The other proposal was for an International Development Authority which would be even freer in its operations and of more direct help to the needy countries. This kind of agency would either lend on very low interest rates or make outright grants for approved projects. Such a plan necessarily involves the "have" countries like the United States and Canada putting in the funds and the "have-nots" taking it out, and so far none of the "haves" have shown any inclination to go along with the plan. Canada has voted against it at the UN. Unless some equivalent plan is devised for the redistribution of the world's wealth, however, to do for the world what a single nation can effect internally through taxation and planned investment, we must not expect that international action is going to make a very great difference in the raising of world productivity. Sums of much larger magnitude than the Bank can provide are required. The areas of the world most in need of capital are the very ones most unable to provide it and the least likely to receive it from private investment. For them the utility of the World Bank is limited and an approach less hampered by commercialism is needed.

On the purely technical assistance side, the forms of aid that can be given are practically unlimited in extent. There are special agencies capable of giving help on all problems related to labour and co-operatives; public health; food production, irrigation, and forestry; educational, scientific, and cultural advancement; civil aviation; banking; exchange stabilization; telecommunications; and, through TAA, economic affairs, social welfare, and public administration. There are practically no requests from governments that cannot be met by some agency, with the notable exception of those for military assistance; this is outside the whole concept of UN technical assistance, though it is the very basis of the United States MSA (not Point IV) aid. Of course a request is not a command, and a foolish, ill-timed, or uneconomic request may always be refused.

<sup>6</sup>See *UN Yearbook*, 1951, p. 380; *UN Bulletin*, July 15, 1952, pp. 66 ff.; "Issues before the Seventh General Assembly," in *International Conciliation*, October 1952, pp. 462 ff.

The actual assistance given in each field takes one of several forms. The sending of experts to advise governments and to train local personnel is the most direct. As of January 1, 1953, there were 1,091 experts working in 65 countries and regions. Each expert is working on a specific project planned by the host government. At the same time there were 1,106 fellows from 63 countries and regions studying and training outside their home countries. Besides this continuous exchange of technical skills through the movement of experts and fellows, a vast amount of research, publication, and exchange of information takes place to the benefit of participating governments. Seminars and conferences are another form of assistance; these bring together top-level experts from a country or region and provide for an intensive exchange of ideas on some selected topic. Then there are demonstration projects in various countries, which may range from clinical lessons in advanced surgery to pilot plants for the production of low-cost building materials.

The UN programme is not a one-way gift. The principle is "help for self-help," and each host government must do its part. It must pay the local costs of the experts (often quite heavy) and provide counterpart personnel to work with him and learn his skills. In most cases it must supply housing, local transportation, and secretarial help. Thus technical assistance becomes a co-operative effort between the UN and the country concerned. This co-operative factor is also seen on a multi-national basis, for the exchange of experts and fellows is by no means confined to a movement between East and West, but operates between all nations as their needs arise and can be met. The countries that only receive aid are in a declining minority; most both give and receive it. India, for instance, sends many experts to other countries though she is one of the largest beneficiaries of the UN programme. Of the 42 experts in Burma in June 1952, 12 were Indians. Already 60 nations have supplied experts at some time. Thus as the world programme develops, every nation has a chance to help some other, and a network of mutual aid is established that cuts across the oversimplified categories like East and West, "developed and underdeveloped."

There is a high purpose and excitement about UN technical assistance which cannot be conveyed by any outline of its organization. In remote parts of the world, under conditions often of great physical discomfort and danger to health, men and women doctors, engineers, educators, and scientists of all descriptions are doing the welfare work of the world. In the jungles of the Amazon and the Mekong, on the deserts of Libya and Pakistan, in the rice paddies of Burma

and Ceylon, the accumulated techniques of humanity are being marshalled to help in raising the level of neglected millions. The crumbling of old empires, while freeing subject peoples, cut the channels through which some technical knowledge at least could flow from the more advanced to the less developed areas; the UN makes available an even greater supply without any suspicion of imperialism. It is truly a great conception, valid at all times among all peoples, and resting on deep ethical foundations.

#### SOME PROBLEMS OF TECHNICAL ASSISTANCE

In the work of technical assistance, we have still much to learn. No one who has been part of the international service can feel sure he knows the answers to the problems he has met, nor can he ever predict with certainty the end result of the process on which he was engaged. We have a great ideal before us—a world-wide co-operative effort to reduce the poverty, ill health, and ignorance that slow down the pace of humanity's advance and provide a breeding ground for war and totalitarianism. We have the beginnings—but only the beginnings—of the machinery necessary to tackle the problem in an organized way. We are engaged in a magnificent experiment, large enough to have shown it can be useful but too small to have proven it can be ultimately successful. In conducting this experiment certain special problems have arisen.

(a) First among these is the problem of co-ordination. The UN not being a world state, it has no cabinet or central executive to unify its policy. Moreover the specialized agencies are independent units geographically scattered. They tend, therefore, to operate in too great an isolation from one another. To bring them together is the function of TAB on which most of them are represented, and which meets several times a year. Considerable progress has been made in securing agreements through TAB on administrative and policy questions, particularly since the number of requests for assistance began to exceed the funds available to meet them. It is now necessary for Mr. David Owen, Executive Chairman of TAB, to make recommendation as to criteria for selecting future activities of agencies, and to allocate the restricted resources through the Board to the various alternative uses to which they might be put. Thus a form of central planning and direction is being forced upon the agencies.

The search for criteria in giving assistance has produced the idea of the "integrated country programme." If the sovereignty of member states is to be respected, it is they who must decide what they want. It is their domestic plans that are being assisted, not a world plan



which is being concocted in some centre and put into effect. Technical assistance is thus very different from world economic planning. Indeed technical assistance as at present organized may well be being given to projects—for example, the development of competitive industries in a particular area—which a rational international plan might rule out. These conflicts must be resolved in world conferences and in regional commissions. The integrated country programme conceives of UN aid as supplementing the host government's own economic and social plans in a balanced and well-rounded manner. The securing of this form of co-ordination is an important function of the Technical Assistance Resident Representative in countries where he is appointed.

Co-ordination must also exist between the UN and the bilateral programmes in the same country. This is admitted by all responsible for top-level direction of policy, but in the field it has by no means been fully realized. Where the host government has an efficient Planning Ministry, co-ordination between the UN, Colombo, and United States programmes is well secured, but where there is no governmental co-ordination much may depend on personal relations among the members of the various teams. The TAB has appointed a special liaison officer to work with the Bureau of Technical Co-operation at Colombo, and a representative of the World Bank sits in on the annual meeting of the Consultative Committee, so that relations with the Colombo Plan are close enough to avoid any serious duplication of effort. Trying to co-ordinate international aid programmes is somewhat like trying to bring a group of private charities into a single Community Chest. It would simplify many problems if this could be done entirely under the aegis of the UN, and without the complications introduced by the bilateral programmes.

(b) Another difficult problem is to determine the absorptive capacity of a country for technical assistance and economic aid. Some governments ask for more than they can effectively use. There is little use introducing advanced industrial techniques into a community devoid of skilled workers and engineers, or constructing a modern hospital in a centre lacking in the medical personnel to operate it. There is no point in increasing population through better health without increasing food supplies, or in creating food surpluses in one area without providing transportation facilities to carry them to other areas. On the other hand, too little aid may be as inefficient as too much. An uncompleted project is often sheer waste, and a completed project without the supporting activities it demands cannot survive. The balancing of programmes, the co-ordination of plans, require wise direction both in those who administer the aid and in the govern-



ments which receive it. The problem of economic growth and development in a society is not one we can claim to have resolved, but it is one about which we know a good deal and are learning more every day through experience. One thing we do know, and that is that the underdeveloped peoples are awakening to the idea of freedom and growth; they are demanding an improvement in their living conditions all over the world; and if they do not get it from their present governments they will try other leaders. The UN is helping to maintain a belief in steady development through peaceful change.

(c) The selection of experts is not easy. A man may have great skill and yet be incapable of applying it under the strange conditions in which he must work. Or he may be impatient at delays and unhappy amongst alien people. The good expert, besides his expertise, must possess adaptability, imagination, good humour, and—above all—sympathy. He is a kind of ambassador of the United Nations idea, though his work be highly technical. He will be judged not only by what he knows but by how he behaves, and if he evokes good will and enthusiasm he will in part succeed even if his project should appear to fail. His aim is to render himself superfluous as soon as possible by training local people who can carry on where he leaves off. And the programme needs not only top-level experts but also trained workers at all levels down to skilled mechanics who can bridge the gap between the managerial type and the common labourers who are everywhere available. Moreover each expert who goes to teach goes also to learn, for there is often much wisdom dwelling in mud huts, and deep insights can survive amidst poverty. Properly carried out, technical assistance will result in a great increase of knowledge and mutual respect between the peoples and cultures of the world.

(d) The UN programme should be on a permanent basis if it is to have a chance to succeed. At present it is not. The specialized agencies are permanent, and their regular programmes can be planned ahead. But the Special Fund of the UN expanded programme is voted annually, and each contributor nation is committed only for one year. This makes long-range planning very difficult, and subject to wide fluctuations. The nations of the world will not have demonstrated the seriousness of their intentions until they establish technical assistance on a sound and lasting basis. Each government, and every citizen in every country, should work to this end.

#### SOME COMPARISONS BETWEEN UN AID AND THE COLOMBO PLAN

There are obvious differences and some similarities between UN aid and the Colombo Plan. The UN programme is truly international; it is governed by international agencies and tied in with the general

machinery set up by the UN Charter. It does not belong to any one nation or small group, but to all. The Colombo Plan helps the nations of South Asia only, and is not a world activity.

The UN agencies and regional commissions have permanent secretariats, which are constantly working in their special fields, accumulating experience and information. The Colombo Plan has a Consultative Committee that meets once a year, and a small permanent Bureau in Colombo to act as a clearing house; its overhead machinery is thus very small. Its aid is given through bilateral arrangements between the recipient and donor country. While this allows great flexibility, it gives no opportunity for continued research and evaluation.

The UN draws experts from all over the world and sends its fellows to whatever country seems most suitable. The Colombo Plan inclines to exchanges between the pairs of countries that enter into the bilateral relationship, though other arrangements can be made to suit special cases.

There is no UN money for capital investment other than by loans through the International Bank, and small amounts available in the agencies for supplies and demonstration projects. The Colombo Plan is principally a supplier of capital in the form of goods and services, and only secondly of technical assistance.

The UN has a network of agencies and commissions established round the world on a permanent basis. It is capable of supporting a much greater programme than now exists. Yet the Expanded Programme is financed on a year-to-year basis. The Colombo Plan works with the minimum of machinery and does not pretend to be permanent; nevertheless it has set itself a period of six years in which it hopes to reach its economic goals.

The kinds of technical assistance which can be given through the UN agencies are almost unlimited, embracing educational, health, and even cultural activities. The Colombo Plan concentrates on purely economic aid.

The UN experts are international civil servants, having a recognized status in the country of operation. The experts sent under the Colombo Plan are simply nationals of their own country.

#### CANADA'S ROLE IN TECHNICAL ASSISTANCE AND ECONOMIC AID

Canada is contributing during 1953-4<sup>7</sup> a total sum of \$27,904,205 toward the Colombo Plan and UN agencies and Technical Assistance

<sup>7</sup>In 1951 Canada paid in full its pledge of \$7,250,000 to UNKRA, and in 1952-3 gave \$600,000 to UNWRAPR.

combined. Of this, \$25,000,000 is for economic development and \$400,000 for technical assistance under the Colombo Plan, leaving the balance of \$2,504,205 to be distributed among all UN agencies as follows:

UN Expanded Technical Assistance Program	\$800,000
UNICEF	500,000
Specialized agencies (\$1,204,205)	
FAO	240,094
ICAO	138,980
ILO	209,674
ITU	35,000
UNESCO	292,369
UPU	19,000
WHO	260,788
ILO	8,300
	\$
Total	2,504,205

In addition, Canada has made available to the World Bank \$58,500,000 for use anywhere in the world (being 20 per cent of her total subscription), which is the largest amount placed at the disposal of the Bank for loans by any country except the United States.

Some people consider that this is an adequate contribution from this country—a fair share. Let us examine the situation more closely. The Colombo Plan assists South Asia only and not, like the UN programme, the whole world. The \$25,400,000, which has become an annual amount, has proven sufficient to finance all the projects that can be found under the Plan at the present time. The situation with UN technical assistance is quite different. The total amount pledged under the Expanded Program by all countries for 1953 is just under \$21,000,000, of which Canada gives only \$800,000. This year the UN target figure for the Special Fund was raised from \$20,000,000 to \$25,000,000, an increase of 25 per cent; though Canada voted for this increase, she only raised her own contribution by \$50,000, or less than 7 per cent. This is part of the reason why the \$25,000,000 was not reached. The Expanded Program is now (June 1953) desperately short of funds. It was slow in starting, being unable in the first eighteen months of its existence (to December 1951) to spend more than \$6,500,000; today it has total requests aggregating \$43,000,000 and only \$21,000,000 pledged. This means that no single new project can be started this year despite a widespread demand for increased aid. As David Owen, Executive Chairman of TAB, recently said,

we are now facing "the heartbreaking task of scaling down the programs which the agencies had hoped to carry out in 1953."<sup>8</sup> And this at a time when defence expenditures in Canada and the United States appear to be tapering off and the need for expanded peacetime developments is the more evident.

Moreover, Canada's contribution to the World Bank, substantial though it is, is not a substitute for direct assistance. It is not a free grant but an investment, since the Bank makes an annual profit on its operations. This \$58,500,000 too has now lasted over eight years. In terms of outright assistance, Canada is doing far less for the whole UN programme than she is doing for the Colombo Plan, even though the UN is short of funds and the Colombo Plan is not. This does not seem to be a defensible position. Canada's very modest grant of \$800,000 to ETAP (less than the cost of one bomber) strikes many as something of which Canada can scarcely be proud in the light of her capacity to give, and the evident world need. Canada should feel particularly obligated to help the international programme since her debt to the outside world for technical assistance received in the past, first from her colonial connection and later from private enterprise, is probably greater than that of any other country. Without belittling the contribution of our own creative minds, we must admit that much of our present prosperity is due to outside capital and imported techniques. And it would be impossible for Canadians to exaggerate the debt they owe for educational aid to the great American foundations, those first UNESCOs.

#### CONCLUSION

Enough has been learned about international technical assistance and economic aid to enable us to draw certain conclusions. The programme is popular—witness the expanding demand for services. International teams and missions will be well received everywhere outside the Russian bloc if they are selected with care and their work is well defined. While the number of experts available in the world who can be detached for service abroad is limited, it is a shortage of funds rather than of personnel which is now slowing down the programme. Whether the decline will be stopped and a further advance made is a matter for each country to decide. At present we are failing this opportunity of world co-operation because we have not the imagination and the generosity to respond to the need in sufficient measure. Yet this is not some remote and unattainable dream that

<sup>8</sup>UN Bulletin, March 15, 1953, p. 203. Also *ibid.*, February 15, 1952, pp. 66 ff.

is being offered us; it is a sensible and practical way of conducting a war on the causes of war. At a time when the political activities of the UN are often deadlocked and frustrated, the economic and social activities of the UN are developing faster than our willingness to contribute to them. To have successfully taught governments to look to the UN for aid in solving their domestic problems and then to start a wholesale refusal of requests because funds are lacking, is not going to strengthen the foundations of world peace.

There seems no surer way of building a faith in international co-operation than by proving that such action can bring real benefits to millions of people all over the world. For too long diplomacy and what we have erroneously called "foreign affairs" have been associated predominantly with power politics and selfish national policies. Today they are being associated with human welfare and economic betterment. There is no limit to the distance the world can travel along this road.





## The Colombo Plan: Two Years' Experience\*

R. A. MACKAY, F.R.S.C., and A. E. RITCHIE

THE expression "Colombo Plan" is a handy abbreviation for the more formidable title: "The Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia."<sup>1</sup> This unique venture was started at an historic meeting of Commonwealth foreign ministers in the capital of Ceylon during February 1950. It took more concrete form at a subsequent meeting of representatives of interested countries in London during September and October of the same year.

It contains two main elements: the promotion of capital development and the improvement of skills or technical knowledge. The intergovernmental agencies of the Plan are the Consultative Committee, which is mainly concerned with the capital development, and the Council for Technical Co-operation, which deals with technical training.

### WHAT IS THE COLOMBO PLAN?

Certain misconceptions about the Colombo Plan are so widespread that it might be well to start by indicating what it is not.

To begin with, it is not some kind of "master plan." Rather, it is an impressive collection of fairly fluid national plans—or even looser programmes. There is no central administration of the capital portion, although the Consultative Committee meets once a year to review progress and to discuss common problems. On the technical co-operation side there is also a Council, which meets more frequently, and there is a Bureau with a staff of three people, which serves primarily as a clearing house for requests for, and offers of, technicians and training facilities. In both the capital and the technical fields almost all of the arrangements are actually made bilaterally. About the only partial exception so far has been an experimental livestock

\*Any opinions expressed in this paper are unofficial and are made on the exclusive responsibility of the authors.

<sup>1</sup>*The Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia*, Report by the Commonwealth Consultative Committee, London, September-October, 1950 (London, H.M. Stationery Office).



farm in which four countries are participating. Quite deliberately, rigid international planning and anything resembling central direction have been avoided.

The Colombo Plan is also not solely a Commonwealth enterprise. Although the initiative came from a group of Commonwealth countries, and although most of Canada's aid under the Plan is at present going to India, Pakistan, and Ceylon, membership in the Colombo Plan now includes many non-Commonwealth countries, such as Burma, the Associated States of Indo-China, Nepal, and the United States of America.<sup>2</sup> All of these have become full members of the Consultative Committee. Indonesia has also indicated its intention to join the Consultative Committee and has recently become a member of the Council for Technical Co-operation. The Philippines and Thailand are represented by official observers at meetings of the Consultative Committee. The International Bank for Reconstruction and Development and other UN agencies keep in close touch with the activities of one or both of these bodies. Given the nature of the Colombo Plan, any country or organization which is participating in the economic development of the area, is, in a real sense, taking part in the "Plan," whether or not it is a member of either of the two bodies. It follows from this that the Plan is not in competition, or in conflict, with the world-wide activities of the UN and its specialized agencies. Rather it is designed to supplement and reinforce them in one particularly critical area where a concentrated effort is desirable and feasible.

The Colombo Plan is not, of course, a relief project. Any consumer goods supplied under it are provided primarily because of their indirect effects on economic development, although they may in the process serve the purpose of relieving distress or famine.

Finally, the Colombo Plan is not merely a programme for external aid from Western countries. On the original calculations it appeared that of some \$5,000,000,000 of capital required, about two-fifths would be provided by the Asian countries themselves. Self-help was prominent in the scheme and has been an even more substantial portion of the total in practice. Mutual aid among the Asian members in capital goods was naturally not envisaged on any scale but in technical assistance the Asian countries are helping one another to a considerable extent. India, for instance, has supplied experts to other Asian

<sup>2</sup>For a statement of a United States view on the Colombo Plan see "The Colombo Plan: New Promise for Asia," by W. Malenbaum in the United States State Department *Bulletin* for September 22, 1952.

countries in such fields as rice culture, the production of caustic soda and steel, and irrigation. It has received from other countries of the region trainees in statistics, sugar technology, customs administration, broadcasting, and engineering, and has offered 55 scholarships and fellowships in universities and specialized institutions. Pakistan has offered training in civil aviation and has arranged to take a trainee from Ceylon in dam construction. Ceylon has offered facilities to trainees from other parts of the area at the Co-operative Training School. In time it is expected that each of the countries will be given the benefits of the experience of others in river valley schemes and in schemes of rural and community development. The techniques of such neighbouring countries may require less adaptation to fill the local needs than would the methods of Western countries which are suited to rather different conditions. It is probably wholesome to recall that the Colombo Plan is very much the Asian countries' own plan. It endeavours to combine the maximum amount of self-help and mutual aid on the part of other countries in the area with assistance which can be mobilized from countries outside.

In stating what the Colombo Plan is not, we trust that some indication has been given of what it is. In brief, it is an imaginative venture for giving an impetus to national development programmes by facilitating international co-operation. It is directed at a geographical area containing one-quarter of the world's people. Its prime object is to bring about an improvement in their welfare. Thereby, it is hoped that a real contribution can be made to political stability and to an increase of understanding and goodwill both among the countries of the region and between them and other countries in the free world. As the original report indicated, the strengthening of the economies of the Asian countries can also eventually contribute in substantial measure to the enlargement of "the volume of trade around the world from which all countries may benefit."

A detailed description of the many activities which constitute the Colombo Plan is unnecessary here.<sup>3</sup> It is proposed rather to concentrate on Canada's role and experience under the Plan. We are now entering the third year of our participation and it is not too early

<sup>3</sup>For recent accounts see: (a) *The Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia*, Progress Report by the Consultative Committee, Karachi, May 1952 (London, H.M. Stationery Office). (b) *The Colombo Plan*, Report of the Council for Technical Co-operation in South and South-East Asia for 1952 (Colombo, Ceylon Government Press; London, H.M. Stationery Office). (c) *External Affairs*, monthly bulletin of the Department of External Affairs, Ottawa, for December 1952, and April and May, 1953.

to consider some of the lessons which may have been learned, or at least certain of the problems which have been encountered.<sup>4</sup>

#### CANADIAN-ASSISTED PROJECTS

Any Canadian contribution must almost inevitably appear small by comparison with the total programme of some \$5,000,000,000 for six years, including expenditures by the Asian governments themselves of the order of about \$2,000,000,000. Nevertheless, the \$400,000 for Colombo Plan technical assistance appropriated during each of the last three years and the \$25,000,000 for capital assistance already made available by Canada during each of the past two years, together with the combined vote of a further \$25,400,000 recently approved by Parliament for 1953-4, represent contributions of considerable significance. In physical terms the assistance so far given or planned is represented by a rather surprising list of projects, including:

(1) the provision of over 200,000 tons of wheat (apart from the recent emergency provision of 50,000 or 60,000 tons to Pakistan) which in turn will yield enough rupees to pay a large part of the local costs of a dam for irrigating some 600,000 acres of agricultural land in India and the local costs of other projects in India and Pakistan which have not yet been selected;

(2) a small electricity-generating plant for installation at the same dam with a capacity of 4,000 kilowatts to aid in the development of cottage industries in the district;

(3) 835 trucks, 450 buses, and 70 tractors and trailers to improve the transport system of Bombay State.

(4) boilers for 50 locomotives, the locomotives themselves to be built in an Indian locomotive works;

(5) equipment for a plant which on completion will be capable of producing some 110,000 tons of cement annually for use in building houses, lining irrigation canals, etc., in a part of Pakistan where a large-scale refugee colonization scheme is being carried out;

(6) a variety of agricultural machinery for a model livestock farm in the same part of Pakistan;

<sup>4</sup>Some of these matters have been discussed in an article by Hume Wright in the *International Journal* (C.I.I.A., Toronto) for Autumn 1952. An interesting pamphlet reflecting the experience of numerous individuals engaged in economic development in various parts of the world was published by Political and Economic Planning (London, England) in February 1953 under the title *Planned Development in the Less Developed Countries*. Studies of recent experience are under way in various institutions in the United States under the auspices of the Ford Foundation and other bodies. The UN literature in this field is also extensive.

(7) an aerial and geological survey of the terrain and resources of Pakistan over an area of some 160,000 square miles;

(8) 620 thousand railway ties to aid in the improvement of the railways in Pakistan;

(9) three aircraft equipped to control locusts in Pakistan;

(10) assistance towards a water storage project in Pakistan which will have an electricity-generating capacity of 150,000 kilowatts and will irrigate about 93,000 acres of land;

(11) a trawler, two fishing vessels, and a refrigeration plant for a fisheries research and development project in Ceylon;

(12) training in Canada for some 100 persons in a great variety of technical fields, and the despatch from Canada of experts in such fields as fisheries, refrigeration, marine biology, agriculture, soil erosion, maintenance of tractors and agricultural machinery.

Those projects obviously do not represent a coherent programme in themselves, nor a very nice calculation as to the right proportions of expenditures between technical assistance and capital development, or between primary and secondary industries. Clearly it would not be feasible or desirable, within the limits of any conceivable Canadian contribution, to aim at a finely balanced, self-contained programme. The right course would seem to be to provide the components—"bits and pieces," if you will—which will fit best into the national programmes of the Asian countries concerned. If their national programmes are sound and well balanced it would not seem to matter too much if our "programme" from time to time appears somewhat lopsided or lacking in any evident pattern.

#### BILATERALISM

As mentioned earlier the bulk of the aid provided under the Colombo Plan is arranged bilaterally. The Canadian programme is no exception. This may seem somewhat surprising in view of Canada's general attachment to multilateralism in economic matters. At first glance it may even appear to be a rather inefficient way of running a limited programme which has to be fitted in with so many others. In fact, however, our experience has been that the bilateral basis for this type of operation is the most satisfactory, provided, of course, that there is enough consultation and exchanging of information to make each country aware of what others are doing or planning to do. That is not to say that there is no place for multilateral activity in assisting economic development. Canada is indeed participating actively in such multilateral enterprises as the Technical Assistance Program of the UN and its specialized agencies, and, in the lending

field, in the International Bank for Reconstruction and Development. But in respect of grants or gifts for economic development, it has been Canadian experience that the operation can probably be conducted more economically, more satisfactorily, and possibly more responsibly if handled directly by the two governments concerned.

In our case the arrangements under the Colombo Plan are relatively simple. Our overheads are small and our approach is pragmatic. The general conditions prescribed for our aid are set forth in a "Statement of Principles," covering less than one page, on which agreement is reached with each country to which we are going to provide assistance.<sup>5</sup> This statement avoids any detailed rules and permits of the flexibility required for dealing with novel and varied situations. It is difficult to imagine either donor or receiving countries agreeing to any multilateral convention which was so brief or so adaptable to different circumstances. The basis of our operations under the Colombo Plan is not some extensive written constitution or code but resembles more a rather loose body of case law built up gradually from experience.

#### SELECTION OF PROJECTS

One of the few principles included in the agreements with the different countries is that all economic aid which we may supply shall consist of "goods and services." It may be argued that contributions in money for the use of the recipient governments would have some merit. Indeed New Zealand's contribution is given in the form of sterling to be used for agreed projects and the United Kingdom's assistance to other than dependent territories consists of releases from wartime sterling balances rather than the provision of specified goods or services. In Canada's case the judgment has been that there are enough goods and services available from Canada of types which have a high priority in the national development programmes of recipient countries to make it feasible for our contribution to be in the form of goods and services. On general grounds there is much to be said for this form of assistance: projects are likely to move ahead more rapidly and efficiently if the donor country has an active and direct interest; that government will then be more likely to exert itself to see that its part in the project is done properly and on time; and the close and permanent identification of the donor country with specific projects would seem to have considerable psychological and

<sup>5</sup>The text of the Statement of Principles, as agreed with the Government of Ceylon, is contained in *External Affairs* for August 1952. Similar agreements have also been made with the Governments of India and Pakistan.

political value both in the receiving country and in the supplying country.

This principle has not meant in practice that everything supplied by Canada for a project has necessarily to be Canadian in origin. When predominantly or identifiably Canadian projects have required an element which could only be procured elsewhere, the projects have nonetheless been undertaken. For example, the Diesel engines in the vehicles for the Bombay State transport system were purchased from the United Kingdom as part of the Canadian contribution. The trawler required for the Ceylon fisheries project was bought from the United Kingdom as well, and a United States engineering firm will have a part in the design and construction of the cement plant for Pakistan.

A second principle of the Canadian programme is that the initiative in suggesting projects should come from Asian countries themselves. The authorities to speak for these countries are, of course, the national governments concerned, rather than local governments or private interests. Quite apart from any questions of authority or prestige, the central government of the country to be assisted is in the best position to know the whole range of local conditions involved and to be able to judge where our aid can probably best be applied in the light of the national development programme and of help expected from elsewhere. An outside country or agency is not as capable of establishing the relative importance of particular projects or the appropriate timing of them in relation to others with which they may be connected. In addition, direct intervention in the initial selection of projects would deeply involve the outsider in complex and delicate questions bearing on the geographical distribution of development projects in that country; it might trench on thorny problems of federal-provincial relations and even on relations between that country and its neighbours. Many projects may involve provincial or municipal authorities and public or private corporations, and appropriate and acceptable priorities can only be worked out between them and the central government. Certain irrigation or power projects may back water up on a neighbouring district or country or may reduce the neighbour's water supply, thus raising problems of primary concern to the national governments. Some involvement in such issues can probably not be avoided entirely, but it seems desirable to keep it to the minimum consistent with the effective use of our contribution.

A third principle of Canadian policy is that the recipient country should, if at all feasible, participate in financing a project. Normally the contribution of the recipient government is in the form of local



labour and materials. No fixed percentage as to the required local contribution can, of course, be laid down. The proportion represented by local labour and materials is certain to vary with each project. Again, a project may be technically quite sound and may fit our productive capacity to provide equipment and materials, but the recipient government may be short of local revenues to finance the whole portion which might be provided out of local labour and materials. To help in overcoming this difficulty, certain projects, as in the case of wheat for India and Pakistan, have provided for the establishment of counterpart funds to supplement the direct contribution by the recipient governments to the local costs of capital projects; this subject will be discussed later. The extent of local contribution has thus been left to be decided in each particular case. Nevertheless the requirement that a recipient government should be prepared to contribute substantially to a project would appear to be sound evidence of its serious interest therein and to provide an incentive for efficient performance of local work.

The selection of suitable projects remains, however, a task of some complexity. Our inquiries before requests are formally submitted and our examination after they are received relate primarily to the technical feasibility and soundness of the project, the place which it occupies in the development programme of the country concerned (especially in relation to the improvement of agriculture, transportation, and power supplies), and the suitability of the materials for financing from our Colombo Plan funds. When considering this last aspect it is necessary to determine, not only whether such goods are physically available from Canada or other accessible sources, but also whether the precise specifications can be met by or can be adapted to Canadian standards, and whether spare parts or maintenance services are likely to be available in the vicinity. General discussions are held on the spot by the officer responsible for the administration of our Colombo Plan contribution wherever possible. Where necessary these are followed up, or accompanied by, detailed technical investigations by Canadian experts. In the latter connection two pairs of engineers have at different times examined certain of the hydro-electric projects and a team of four experts in agriculture and co-operative enterprises has recently investigated projects in those fields. In the case of the fisheries project the advice of Canadian technicians already in Ceylon under the technical assistance scheme was invaluable to the Ceylonese and Canadian authorities. By these means, and by the visits of officials from the receiving governments, the way is prepared for agreement on projects to be undertaken and on materials to be supplied.



In this selection process there is, of course, a degree of consultation with other agencies and governments which might be providing aid in order that we may have the benefit of any judgments at which they may have arrived regarding the same or similar projects and in order that duplication and waste of effort may be avoided. In many cases information of this kind regarding the activities or plans of other donors is supplied by the receiving governments or by our missions in those countries. In other cases exchanges of view may take place in connection with meetings of the Consultative Committee. In several instances, suggested projects have been the subject of informal conversations with officials of the various interested governments and agencies.

One point which we are particularly anxious to ascertain in each case is whether a particular project is being considered for financing through the International Bank or any other public or private lending institution. If a project is likely to be regarded as "bankable," it would generally seem desirable to let it be financed in that way and to reserve the Colombo Plan funds for those many other projects which are not eligible for such loans. If lending institutions are given the first chance at projects which they might be prepared to take on, and if grant aid picks up where they leave off, the maximum amount of resources will be made available to the Asian countries.

Under our Colombo Plan arrangements there is provision for loans as well as grants within the total appropriation. The general agreements with each of the receiving countries provide that the terms of any such loans will be determined by the two governments and that those terms will "relate primarily to the commercial character of the particular project in question, to its anticipated earnings and to its anticipated effects on the foreign exchange position" of the borrowing country. It might be expected that such facilities would be resorted to for projects which existing lending institutions could not handle either because the resources which they could reasonably make available to the particular country were already exhausted or because the terms on which they could lend were somewhat more than the project could bear. In fact, however, no applications for loans against the Colombo Plan vote have yet been received and all of the requests for aid on which action has so far been taken have been regarded as suitable objects for grant assistance.

#### COUNTERPART FUNDS

A related feature of our Colombo Plan contribution is the provision for counterpart funds in certain cases. The Statement of Principles records agreement that when goods financed by grants are sold "or

otherwise distributed" to the public (including private firms or local government authorities) counterpart funds "will normally be set aside" by the recipient government in a special account. The funds in this account will, of course, be in local currency; they will remain the property of the Asian government concerned, and will be used in financing the costs of local labour and materials for agreed development projects in that country. As noted earlier, such counterpart funds from the provision of wheat to India are already being used to meet the local costs of a substantial irrigation project there.

These counterpart funds are not something extracted from the receiving government. This device is really a fairly rough and ready method of recording the fact that certain goods, some of which may not contribute directly to economic development in the first instance, may, by yielding revenue or by aiding local capital formation, remove or reduce the inflationary effects of economic development at a second stage. In some instances the receiving governments are more anxious to secure goods or services which will yield such counterpart funds than they are to receive imported capital goods which enter directly into development projects. This attitude may arise in cases where present or practicable levels of taxation or local borrowing will not produce enough resources to keep up with expected imports of capital goods. There may seem to be little point in receiving more equipment from abroad if it is not possible to finance the building of the structures in which such equipment must be installed. That this might be true of one or more of the Asian countries was recognized in the original Colombo Plan report.

Just as a general case can be made against Canada paying directly the local costs of projects, because the national governments concerned should give evidence of their serious interest in those projects and should have the maximum incentive to execute the local work efficiently, so there are arguments against going any further than necessary in supplying goods designed primarily to yield local revenues. Moreover, such counterpart funds are likely to be submerged in the general mass of local expenditures and the Canadian identity of any particular project may be difficult or impossible to maintain. To that extent, and quite apart from any commercial interest, the object of creating goodwill between the Asian countries and Canada, or between the Asian countries and the West generally, may not be well served.

Another consideration to be kept in mind in any examination of the relative merits of capital goods and goods yielding local currencies immediately is the fact that each of the receiving countries, even

with their limited supplies of local revenue, will in any event be importing and using capital goods from abroad in amounts well in excess of the total of any likely Canadian contribution. To the extent that Canada can supply those goods, therefore, there would seem to be a case for placing considerable emphasis on such capital goods in determining the composition of our contribution. Moreover, it is to be appreciated that in certain cases capital goods can be about as effective as consumer goods in yielding proceeds for use by the governments concerned. This is the case with goods which may go almost immediately into some net-revenue producing enterprise under the central government, or which may be transferred to some provincial or municipal government or corporation with reimbursement to the central government either at once or over a period of time.

In choosing between these types of projects suggested by the national governments, and in making the related arrangements for counterpart funds where appropriate, the Canadian authorities appear to have taken a fairly flexible attitude. They have considered such propositions case by case. The result so far has been that rather more than half of the projects accepted have been of a type which would almost immediately yield counterpart funds for financing further economic development expenditures in the receiving countries.

#### FINANCIAL PROCEDURES

The length of time required to select projects—even with the maximum telescoping of the process—and the fact that many of the worthwhile ones take a very considerable time to complete, have led to a change this year in the method of appropriating funds for our Colombo Plan contribution. With the new type of vote, funds will not lapse at the end of each fiscal year but will remain available until spent. This arrangement now applies to the carry-over from last year and to the new appropriation for the current year. In view of the urgent need for progress it is evident that this type of appropriation is not intended to give more leisure in programming. It is designed rather to permit of careful planning and execution of projects and to make possible the undertaking of longer-term projects in order that the best use may be made of our resources.

This new procedure makes our contribution resemble a continuous flow rather than a series of annual instalments. It also makes it less necessary than in the past to attempt to divide each year's funds among the receiving countries in certain predetermined proportions. The amount going to each country now receiving aid from us, or which may subsequently apply to us, can be made more dependent

on the quality of the projects submitted. In this way countries are likely to have more incentive to put forward the best possible projects and to support them with all of the detail required for action on them.

#### EXECUTION OF PROJECTS

What has been said so far has related primarily to the selection of projects. It is not to be thought, however, that the problems end there. In many cases the more serious headaches may come when the projects are being executed.

Some projects, such as the supplying of wheat, may be relatively simple. If a project requires the collaboration of several governments and the synchronizing of their assistance it can become very complex. "Grass-roots" projects, in which we have not yet played a large part, might well require a large number of field workers and might present numerous administrative difficulties. Even an ordinary project for supplying capital equipment may not be entirely straightforward. If the project involves work by a Canadian firm on the site in installing, or supervising the installation of, equipment—as is usually the case if the operating efficiency of the machinery is to be guaranteed by the maker—problems may arise of quite a different order from those with which the company was familiar in the course of its work within Canada. The climate, the differences in habits and customs, the varying skills of labourers, the relationship of any Canadian engineer concerned with part of the project to local engineers responsible for the project as a whole, possible conflicts in the jurisdictions of various governmental authorities in the recipient country, and so on—all these and other problems can be expected to develop.

We have not been in this venture long enough yet to judge with confidence how well we shall be able to deal with all such situations. First reports on those projects where the work is already under way—for example, the aerial and geological survey in Pakistan—suggest that with a moderate degree of patience and understanding on both sides such difficulties as may be encountered can be overcome. In the process the Asian technicians and workers can be expected to derive some benefit from working together on a project with our people and our firms in turn can be expected to acquire valuable experience in operating abroad.

All in all, it would seem fair to say that our capital programme is proceeding fairly satisfactorily. We may not always be giving the Asian countries what they most need but we are giving them what

they most want of what we are able to provide, and we are doing it as speedily and efficiently as possible.

#### TECHNICAL ASSISTANCE

As in the case of our capital contribution, our technical assistance under the Colombo Plan is arranged primarily on a bilateral basis, although in the latter case, as noted earlier, requests and offers are cleared initially through the Council and Bureau for Technical Co-operation in Colombo. The technical assistance which we provide is also only supplied in response to a request from the other government. When we are in a position to do so we may make offers on our own initiative but we do not actually supply the technician or training unless a specific request is subsequently received.

In view of the widespread activities of the UN and its specialized agencies in this field under the Expanded Technical Assistance Program, and of the similar activities of the United States and other governments, it is essential that operations under the Colombo Plan should take full account of what others are doing. To some extent the necessary co-operation is secured by the attendance at Council meetings of the Resident Representative of the UN Technical Assistance Board and of a representative from the United States Embassy in Colombo. Further co-ordination is secured by the fact that several governments, including the Canadian, are supplying funds and technical assistance through both the Colombo Plan and the UN programmes. In addition there is a great deal of consultation among interested representatives in the various Colombo Plan countries and elsewhere.

Canada's contribution to the technical assistance side of the Colombo Plan takes three main forms:

- (a) receiving personnel from the Asian countries for training in Canada;
- (b) sending technicians to the Asian countries to perform technical work and to train local personnel either on the job or in training institutions; and
- (c) supplying equipment required for training purposes.

The first of these is no doubt useful and has proven the least difficult, thanks to the co-operation of many Canadian firms and institutions of learning. It is not clear, however, that such assistance is meeting the greatest, or most urgent, need. Experience would suggest that increasing emphasis should be placed on training in the area, and particularly on training skilled and semi-skilled workers. As the latest report of the Colombo Council observed: "The medium and lower

grade technicians, the agricultural extension workers, the teachers and the whole range of non-commissioned officers in every branch of industry and administration . . . who will be needed in millions rather than thousands, can only be trained in their own countries."

The problems being encountered in securing the right kind of people to undertake a period of service in the countries of the Colombo Plan area are proving difficult indeed. Canadian experience would certainly confirm the views expressed in the 1951 report of the Colombo Council and reiterated in the report for 1952: "The limiting factor is not the availability of funds but the willingness of individual experts to accept appointments overseas, often at considerable personal inconvenience to themselves and their families. The problem is accentuated under existing conditions of increasing world-wide demand for technologists and full employment in the supplying countries." The one hopeful sign is that as some Canadian experts take up posts others appear to be somewhat less hesitant about going. With greater familiarity with conditions in those countries among technical people in Canada, and with such improvements as it may be possible to make in the various arrangements as experience is acquired, it is to be hoped that increasing numbers of Canadian technicians will be prepared to offer their services.

Another factor which should be mentioned as setting a limit to the number of technicians who can be provided in certain fields is the ability of the receiving countries, at their present stage of economic development, to make good use of them. Here is where our technical assistance and capital assistance programmes can be, and are being, brought together. Where we are undertaking development projects we can be sure of the need for local technical people to man them. We can also be confident of our ability to provide the right kind of training or expertise since we know that the equipment is of a type which conforms to Canadian standards and practices. In connection with our fisheries project in Ceylon and with our survey and cement plant in Pakistan we are now making the necessary arrangements for the training of local personnel.

So far as equipment is concerned the main problem is that, if it is equipment for use by experts from other countries, they may not be familiar with our standards and our manufacturers may not be accustomed to their specifications. Even where the technicians who will use the equipment are Canadian, our experience has been that in many cases the equipment is not available from Canadian sources.

In the technical equipment field as in that of capital goods the inclination has been to adopt a fairly flexible attitude and to examine each case on its merits. The principal project of this type now under



active consideration is one whereby Canada would supply the buildings, equipment, and technicians for establishing biological control laboratories in India and Pakistan which would do experimental work in the control of insect pests and weeds.

As intimated earlier, the Canadian authorities are not regarding the Colombo Plan as in a separate compartment from other technical assistance programmes. If a project under the supervision of another agency requires a technician or certain equipment which the agency does not have available or which might better be supplied on a bilateral basis to the government concerned, the Canadian authorities have shown a readiness to consider any such proposals from that government. This practice is in keeping with the conviction that the various programmes should reinforce one another to the maximum extent possible.

A final point which should be made in connection with the technical assistance programme is the desirability of establishing closer links between educational, training, and research institutions here and those in the Asian countries. Such arrangements would not only be beneficial to the institutions involved but would also be of value in helping the authorities concerned here to determine where they might best provide technical assistance and what form that assistance might most usefully take. The existence of such formal or informal connections would also help to give continuity and permanency to our assistance in those fields. A certain amount of contact is obviously already maintained. One would hope it might be increased as a result of the visits which are now taking place in both directions under the technical co-operation programme. Certainly the development of such closer relations could add greatly to the effectiveness of our effort.

In what we have been saying we may have appeared to concentrate most of our attention on the "housekeeping" details involved in the provision of capital and technical assistance to Asia and to have said little about the lofty objectives of the Colombo Plan. If so, we have merely reversed the usual emphasis in papers on the subject which have too often tended to disregard the practical problems which have to be dealt with. To redress the balance somewhat, and to put the Plan back into broader perspective, we might conclude by quoting the closing paragraphs of the original Colombo Plan report. In language rather less prosaic than is customary in government papers the report concluded:

Stress has been laid . . . on the poverty of the peoples in the area. In economic terms that is the cardinal fact which must be held in mind. In another sense, however, these countries are rich.



They are rich in the dignity of peasants tilling the soil, and in the wisdom of teachers and scholars. They also possess incalculable capital in the form of traditions of civilisations which are older than history itself—traditions which have produced treasures of art and learning and which still mould the minds and spirits of their peoples. The worst effect of poverty has been to cloud and circumscribe these human aspects. They must be liberated so that they can contribute towards the self-realisation of individuals, towards the fulfilment of national aspirations, and towards the enhancement of the lives of other peoples throughout the world. The progress of science and technology has suggested ways in which this may be done; and in an age when other countries are increasingly reaping the advantages of scientific and industrial advance, the hastening of a similar process in Asia cannot safely be delayed.

... Without external financial assistance something will be done. But it will be done at a much slower rate than would be possible if external finance were provided.

And speed is necessary. In a world racked by schism and confusion it is doubtful whether free men can long afford to leave undeveloped and imprisoned in poverty the human resources of the countries of South and South-East Asia which could help so greatly, not only to restore the world's prosperity, but also to redress its confusion and enrich the lives of all men everywhere.



## Some Threads in the Web of Geography

CARLETON STANLEY, F.R.S.C.

*Venient annis  
Saecula seris, quibus Oceanus  
Vincula rerum laxet, et ingens  
Pateat tellus, Tiphisque novos  
Delegat orbis, nec sit terris  
Ultima Thule.*

*There will come a time, in the years long ahead, when the Atlantic will be free of fetters, and a mighty world will lie open to men's gaze: when the pilot Tiphis will discover new horizons, and Earth will have no Farthest Land. (The last stanza of the second chorus of Seneca's play, Medea.)*

IN his copy of Seneca, Ferdinand Columbus marked this passage with the gloss: "Haec profetia completa est per patrem meum, almirantem, 1492" (This prophecy was fulfilled by my father, the admiral, in 1492). But three-quarters of a century before Columbus sailed, these lines had been used by Prince Henry the Navigator as a motto for his school at Cape Sagres, Portugal.

Now Seneca, who died in A.D. 65, came of a family which lived in Corduba, or Cordova, in Spain. How much was known in Seneca's time of the navigation of the Atlantic? And why does Seneca, recasting one of the very earliest of all Greek legends—the voyage of the ship Argo and her pilot Tiphis, in the Black Sea—so pointedly bring in the Atlantic, and Ultima Thule, the farthest land yet discovered there? The reference is all the more striking in view of the stanza immediately preceding, which prophesies that all remote boundaries will be moved, so that men of India will wander by the Caspian, and Persians will face the West.

It is indisputable that a great deal of the geography of the northeast Atlantic was known to natives of the Iberian peninsula in the first century A.D. Leaving out of account, for the moment, the great work of Pytheas of Massilia, or Marseilles, written about 325–320 B.C., which Strabo contemptuously dismissed, let us consider Strabo himself.

Strabo, of mixed Greek and Asiatic ancestry, but wholly Greek in education, was born about 64/63 B.C. His immense work on geography, in seventeen books, has come down to us almost complete. Though he thinks that few writers on geography have travelled more widely than himself (he claims to have gone, east to west, from Armenia to Tuscany and, north to south, from the Black Sea to the northern frontiers of Ethiopia—II. 5. 11) he adds modestly that, like all his predecessors in the subject, he has gained knowledge mainly by hearsay. Another significant statement is that more is known now than formerly because of the conquests of Rome. He visited Rome many times and was on good terms with imperial officials. A plain deduction from these statements is that what Strabo tells us of Spain, France, Britain, Ireland, and the navigation of the northeastern Atlantic is a matter of common knowledge at his time of writing. (Opinions differ as to whether his work was produced in 7 B.C. or A.D. 18. If written earlier it was certainly revised to include knowledge of the later date.) And what an amount of the matters named does Strabo know! He knows, for example, the special craft required to navigate the difficult English Channel. He speaks of voyages regularly made between British ports and the mouths of the Garonne, the Loire, and the Seine. The two former routes involve crossing the stormy Bay of Biscay. He knows all about the age-old commerce via the rivers Rhone, Arar, and Seine between Marseilles and Britain, and tells us that where boats could not pass the swifter parts of the Rhone cargoes were transferred to wagons. (Only during the past year or so, by the way, were these difficulties overcome by a gigantic canal.) Besides Spanish rivers he knows the Douro and Tagus of Portugal with their Atlantic estuaries. He knows the Atlantic tides, which were still a notable phenomenon to dwellers on the tideless Mediterranean, though he does not, like Pytheas, connect tides with the phases of the moon.

It is true that Strabo makes two mistakes about Ireland: (1) he places it north of Britain (a mistake which he shares with Mela, a slightly later Spanish writer); (2) he says that north of Ireland the world is uninhabitable, being too cold, and that the dwellers in Ireland itself "lead a miserable life on account of the cold." It is to be remembered that he is an Easterner, who never claims to have travelled west of Italy, and that we cannot expect of him such accuracy about northwestern Europe as he shows with regard to the Red Sea and the Indian Ocean. Under the aegis of a Roman general, Aelius Gallus, who tried to conquer South-west Arabia, 24 B.C., Strabo visited Egypt, and lived there more than five years. He informs us

that by this time the number of ships sailing down the Red Sea and crossing to India has increased to 120 per annum. Like many of his Greek predecessors he knows that the earth is a sphere. In Book II. 1. 13, 14 he speaks of the great sweep between Ireland and Ceylon (Ierne, Taprobane). Similarly Seneca, the Westerner, wrote books on the geography of Egypt and India; but whether he was as shadowy about the southeast as Strabo was about the northwest we do not know, for these books are not extant.

To the Greeks India was pretty well known after the time of Seleucus, Eastern successor to Alexander of Macedon, for Seleucus had in the Indian court as ambassador, Megasthenes, whose rescripts were published and are extant. Through Arrian we know of the navigation of the Indian Ocean and the Persian Gulf, with their troublesome tides, by Nearchus, the admiral of Alexander. After they moved into the East the Romans kept up the communications between Egypt and India. What Strabo says of this trade is confirmed by references to its extensiveness by Roman writers all through the imperial period. There is also extant a Greek work on the navigation of the Indian Ocean by natives of Egypt and Arabia. This was written in the first century A.D., and has been described as the work of a merchant in Egypt.<sup>1</sup> In Roman times the East African coast was known as far south as Zanzibar.

Despite convulsions in the Mediterranean world, Levantine and Egyptian trade with the Far East continued uninterruptedly. We know much about it in the days of Justinian, Emperor of the East 527-65. He planned to clear out all middlemen in Byzantium's trade. Land routes connected Byzantium with China. Over these long caravan trails it was perhaps impossible to exercise any strict control. But Justinian tried hard to make the water-borne trade with India and Ceylon more direct. The eastern ports were controlled by Persians who jealously rationed the trade in silk. Syrian and Egyptian merchants sailed down the Red Sea and then exchanged cargoes at Adoulis in Ethiopia and Himyar in Southwest Arabia. Thence ships went as far as Ceylon. About 530, Justinian negotiated with the Arabs (in Adoulis and Himyar), urging them to carry goods right up the Red Sea. The Persians objected. There was a rupture with Persia in 540. Justinian scored about 552-4, when two Persian monks from China smuggled silkworms to him. However Byzantium never freed itself from Persian obstruction.<sup>2</sup>

It is our concern merely to observe that communications across the Indian Ocean, well known in Greek and Roman times to depend on the

<sup>1</sup>*Cambridge Ancient History*, X, 881 ff.

<sup>2</sup>*Cambridge Mediaeval History*, II, 40.

monsoons, are very extensive in the sixth century A.D. Nor was Byzantium the absolute western terminus of this trade. In this period the Merovingian Franks imported spice, papyrus, silk via Marseilles and Narbonne, and via the Danube. They gave the name "Syrians" to Byzantines both of Europe and Asia. There were "Syrians" living in Orléans in 585. They and the Jews controlled commerce.<sup>3</sup>

When the pages of Mohammedan history begin to open we find that the navigation of the Red sea, Persian Gulf, and Indian Ocean is still flourishing. There is no reason to think that it had ever been broken in many centuries previously. Nor was there any break afterwards.

Nor is there any reason to believe that the navigation of the north-east Atlantic was ever, from fairly early times, completely discontinued. The work of Strabo seems not to have been known to Pliny the Elder, who was credited with knowing everything in the shape of a book, so probably it was not known to Seneca. If so, this confirms the idea that what Strabo calls "hearsay evidence" was pretty general knowledge in much of the West, and not least in Spain. This is further confirmed by the extant work of another Spaniard, Pomponius Mela, written about A.D. 43. But before we say any more of him we must look back to an earlier and very important writer.

Massilia, the present Marseilles, was a Phocæan colony, established 601 B.C., which became wealthy, and a considerable sea power. About 330 B.C. Pytheas of Massilia sailed through the straits into the Atlantic, north to Britain and beyond. He may also have sailed into the Baltic, the south shore of which was well known to Greeks of an early period through overland traders. Pytheas established his latitudes as he went north by astronomic methods. As to Britain, he names its triangular landfalls: Belerion, known to readers of Milton as the ancient name of Land's End, Kantion (Kent), and Orke or Orkades (the Orkneys)—names which the Romans knew hundreds of years later. Strabo, by whose time the science of mathematics had much diminished, and whose attempts to understand the astronomic-geographic calculations of Erotosthenes (276–196 B.C.) are ludicrous, branded Pytheas as a liar—in particular he disbelieved Pytheas' account of a land far to the north of Britain, past which extreme land one could sail a certain distance before the sea was obstructed. This land was called Thule. We have seen that Seneca, writing some time after Strabo, accepts land north of Britain as a fact, and says that the day will come when that land will no longer be the limit, and when the Atlantic will be known from shore to shore. Pomponius Mela, writing in Seneca's time, agrees with Strabo in placing Ireland north

<sup>3</sup>*Ibid.*, II, 155–6.

of Britain, but obviously knows much more about it. He knows that it is regularly inhabited, and though poor in tillage and crafts, rich in pastures. It would seem that already in his time Ireland was a land of jesters: the pastures are so rich, says Mela, that if cattle are not brought in after a short spell of feeding they "burst in pieces"—a most picturesque way of stating that hides are a staple of Irish trade. This fits, too, with everything we know about Irish fishermen and sailors using currachs, or skin boats, from the earliest times. The modern geographer would say of Ireland that it has a plentiful rainfall, that most of its area is carboniferous limestone, with few metal deposits. Mela gets at the economic end-results of all this, and adds an Irish story.

In the century following Mela, knowledge of Ireland has spread far and wide. The Roman writers are informed of extensive trade between Ireland and Britain; and in this period, Ptolemy, the Greek geographer living in Egypt, records accurately certain Irish rivers and coasts and the names of tribes, and mentions a town on the site of Dublin, which he calls *Elblana*.

When Norsemen appear in history the Orkneys and Ireland are outposts of theirs, and they are visiting Iceland and reporting that the Irish have already been there. (Archaeological evidence points to a pretty continuous connection between Ireland and the Iberian peninsula.)

For a moment let us imitate Strabo and take a sweeping view. Moving from India to Scandinavia we have seen that a certain amount of geographical knowledge of a large part of the earth's surface was among the commonplaces of Europe as far back as the first century A.D. This may not have been an activating knowledge in many directions: neither were there conducted tours from Ireland to Ceylon nor was there a geographical society in either Rome or Byzantium to promote knowledge beyond these bounds. On the other hand it is important to remember that men in Ireland and Ceylon can never have regarded the world from the Roman or Byzantine point of view. It was impossible for them to have horizons on only one side. Some Europeans, even, knew that beyond Ceylon lay spice islands, and China, which produced silk. Persian travellers, and later the Arabs generally, were acquainted thoroughly with the eastern shore of India as far north as the mouths of the Ganges.<sup>4</sup> Again, since in imperial times the Romans knew of Zanzibar, it does not surprise us that in the eighth century Perso-Arabian trade was established as far south

<sup>4</sup>This river is mentioned by many Roman writers, but vaguely, for example, Juvenal, X. 2.



as Mozambique. And so in the far northwest. The natives of Ireland never felt the cold any more severe because Strabo recorded that the climate was too frigid for comfortable habitation. Their fishermen never hesitated to put to sea west and north because writers, of whom they had never heard, said these waters were impassable. The native tradition was that their skin boats could carry up to sixty men. Curiously, a very early Irish book was on the subject of geography. It was finished about 825, and was called *De Mensura Orbis Terrae* (The Size of the World). Its author, Dicuil, a monk, related that Irishmen visited Iceland, which they called Thule, February 1 to August 1, 795. He described the perpetual day of midsummer in that latitude, and said it was possible to sail one day north of the island before coming to the ice-wall. The book justifies its title in a rather Strabonesque way: the author relates that a brother monk, Fidelis, had on his way to Jerusalem visited the pyramids of Egypt, and had travelled by a freshwater canal from the Nile to the Red Sea.

As we shall presently see, there is no doubt that Irish missionaries visited Iceland in the eighth century; but were they right in calling it Thule, the term used by Pytheas more than eleven centuries earlier? It is very wonderful indeed how that name persists over so long a period. It was used also by Procopius, a Greek historian in the days of Justinian. What do modern geographers and explorers make of Pytheas' term? During the last century no competent authority, so far as I am aware, has doubted that Pytheas sailed so far into the North Atlantic that he either came upon an ice-closed sea, or talked with those who had had that experience. But questions have been raised as to whether by Thule he meant the Faeroes, Iceland, or northern Norway.

In my opinion an authority who is not to be disregarded is the great explorer Nansen, who long studied the matter. He considers<sup>5</sup> that the accounts of Pytheas fit northern Norway, and no other place. Furthermore he says<sup>6</sup> this must have been the assumption of Procopius, whose account of Thule seems most "trustworthy." Now, Procopius states (VI. 15) that Thule lies "at the very extremity of the world," an island "about ten times the size of Britain," barren and mountainous for the most part. It was settled by the Eruli, a warlike race that once dwelt north of the Danube, but migrated first to the mouths of the Rhine, thence to Denmark, and finally by sea to Thule, "far to the north of Britain." There in the summer the sun never sets for forty days, whereas for the same length of time it never rises in the winter

<sup>5</sup>In *Northern Mists*, tr. A. G. Chater (London, 1911), I, p. 60.

<sup>6</sup>*Ibid.*, pp. 139-50.



solstice. Procopius says he never visited the country, but talked to men who came thence. He asked them how they knew the duration of forty days when they had no sunset nor sunrise to go by; but they gave him satisfactory answers about both periods. Besides thirteen tribes of Eruli he mentions the Skrithiphini, who live wholly on beasts, and are clad in their skins. Nansen thinks that the Eruli of Procopius may be the Norse "jarls," and asks whether the Skrithiphini are Lapps or Finns. Nansen notes that Tacitus was the first Mediterranean writer to mention the "Fenni," living northeast of Germany; he adds that Scatinavia, or Scadinavia, had first been mentioned in Pliny's *Natural History*, published A.D. 77. (In fact Mela had preceded him.)

In citing Dicuil we reached Iceland as it first occurs in modern records. About 874 the Norse regularly colonized Iceland. But they had previously made many voyages thither, and on the first of these voyages they found Christian relics there, which they later recognized as remains of missionaries from Ireland. For, a generation before they colonized Iceland, they had established a kingdom in Ireland. And between these two dates, namely in 865, they had begun to sail the Black Sea, which they reached via the Russian rivers. They now begin to attack Byzantium, and by 882 they have a great capital at Kiev. Here then, once more, and not merely in the pages of a book, North and South, East and West have met! If it is not the farthest East at least it is the farthest West; for, twelve years after the Norsemen begin sailing the Black Sea, they have sighted Greenland (877). Before another century goes by, Norsemen have been exploring the North American mainland, and have established Christianity in Iceland and Greenland. These lands are under a bishop and are sending tribute to Rome.

It is a Roman and ecclesiastical tie between the Mediterranean and North Atlantic that has replaced the Greek and scientific tie. By this time Greek science has long perished in the Mediterranean world. But after a long sleep certain seeds of Greek science are sprouting. Some Arabs and Jews have read Greek medical, mathematical, and astronomical works and translated them into Arabic. There is going to be a strange new merging of East and West; in Seneca's language, the boundaries are going to be moved; and for a while the Iberian peninsula is going to be the meeting place of the movements—and the starting place of many more. Indeed Seneca's native city, Cordova, is to become a cradle of thought in the new era.

Originally the Arabs had not been scientific, nor even very literate. Mahomet himself could probably neither read nor write. But the

earliest Arab conquests had been in Syria, Iraq, and later Persia proper. These were fairly civilized countries, and in Syria as well as in Egypt the language of men who could read and write was Greek. Sicily and South Italy had been largely Greek in speech all through Roman times; to a lesser extent Greek was current in Tripoli after the Justinian Empire. Early in the eighth century the Arabs are established in both India and Spain. On their way to the Far East they found the Persians very resistant to assimilation. In contrast the Berbers of North Africa were most amenable. Seneca had said that the peoples of India and Persia would move to the west; the peoples themselves did not, but their rulers truly did.

The new Empire, called at different times by many names, was an amalgam of races, and its culture presently showed variety from place to place. In the Eastern capitals—Mecca, Damascus, and Baghdad—the culture tended to be literary and architectural, in Cairo it was also philosophical. But perhaps it was in Cordova that Arab culture was most multiform, including among other things medicine, mathematics, geography, and astronomy. There also there seems to have been the greatest production of books. In the Arabian Empire at large little attention was at first paid to education. In Baghdad there was no university until 1065. But a century earlier, Hakam II, who ruled in Spain 961–76, had begun to invite Arab scholars from various parts to Cordova; and on his death he endowed professorships in religion, and provided scholarships for needy students.

Mention of Cordova as a learned centre brings us to the man whom C. R. Beazley calls "probably the greatest of the Arabian geographers," Edrisi, or Idrisi. If he did not study at Cordova, he was at least in touch with men who had, for he speaks of its schools in terms of great affection. His family had held princely power in both Spain and Africa; he himself was born at Ceuta, on the straits, in 1099. He had travelled as far east as Asia Minor before he was invited to the court of Roger II of Sicily about 1125. The Normans had conquered Sicily 1030–60, and their court had become one of the most brilliant in Europe. At the direction of King Roger Idrisi undertook to compile a geography of all the world known up to that time. The result is amazing in its extent. In the first place Idrisi describes Scandinavia more accurately than any one had yet done. He learned all this of course from the Normans themselves. From Arab sources he knows of the East as far as the Sea of China. From the Berbers he knows the Soudan, West Africa beyond the Sahara Desert, and also the River Niger. Not least he tells of "Wanderers from Lisbon" who, before Lisbon was conquered by the Christians in 1147, had reached islands

to the west in the Atlantic. Like Greeks before him Idrisi knew the earth to be a sphere. He died about 1154.

Beazley, a very thorough investigator, says there is no trace of Idrisi's influence on European thought until the fifteenth century. But on Idrisi's own showing we may apply to him those words which Strabo had long before applied to himself and to other geographers: "most of what we know is based on hearsay." It is never to be forgotten that others, besides those who record it, have ears for hearsay. How many, besides Idrisi, must have heard of the "Wanderers from Lisbon"—storm-swept mariners carried to western islands! To be sure, islands in that locality had figured in Phoenician and Greek legend more than 1500 years earlier; but there is no smack of the legendary in Idrisi's relation: the story is too contemporary in tone, too circumstantial. And how many, besides Idrisi, must have known of men and rivers south of the Sahara! The conclusion that such was the state of affairs is not based merely on speculation. Let us stop for a moment over this point, because our argument throughout is that the accumulation of geographic lore is not a development which proceeds from written document to written document. We have no quarrel with Beazley's statement about Idrisi's own immediate influence. But the internal evidence in Idrisi himself shows that each of the items he records is, in at least some part of the world, a matter of common knowledge. The men who immediately after Idrisi seize our attention, both for their geographic lore and their bent for exploration, are the Genoese. They presently show, by their actions, that they are familiar with much of the knowledge recorded by Idrisi. Just about a century after the Arab's death, Malocello of Genoa found the Canary Islands (1270), and at the same time men from the same city were crossing the Sahara to the Soudan, and were coasting down the West African shore as far as Cape Non. In 1291 Ugolino Vivaldo set out from Genoa with two galleys, with the ostensible purpose of sailing round Africa to India. (That men from the Mediterranean had circumnavigated Africa had been in the European record for more than 1700 years previously—with the most indubitable internal evidence that the story was true. Herodotus had recorded the story in considerable detail though he himself did not accept as possible the two details which convince us that the thing must have been done.)<sup>7</sup> By 1336 the Genoese had a trading post in another remote area named by Idrisi, South China, which they reached overland. During the same period

<sup>7</sup>The returned mariners had the hardihood to state that, after sailing an incredible distance, they found (1) the sun rising "on the other hand" and (2) crops growing in the winter season.

Genoese mapmakers, having taken over from the sailors of Amalfi the use of the magnetic needle, are producing navigation charts, *portolani*, more accurate than any that had yet been seen. Presently Genoese mapmakers and navigators enter the service of rulers first in Portugal, and later in Spain.

The history of geography brings us back to the Iberian peninsula once more.

In 1341, as Boccaccio relates from letters of Florentine merchants, Italians sailed with Portuguese "and other Spaniards" to search for "Malocello's rediscovered islands" in the West. They sailed from the Tagus July 1, reached land in five days, and stayed on five of the islands till November. They returned with a clear description of Tenerife. They related that the unclad natives lived in wooden houses, and had goats, palms, figs, grain. They brought back four natives. Five years later Catalan sailors left Majorca, to go down the African coast in search of "the river of gold." As Beazley shows<sup>8</sup> the so-called Laurentian or Florentine Portolano, drawn in 1351, displays the discoveries of the previous decade, marking the Azores, Canaries, Madeira, and the capes and rivers of Africa as far south as the Gulf of Guinea.

In all the period we have just been traversing, references to Greenland are scanty: the great days of the Norse sea-rovers have long since passed. In 1349 Ivar Bardsen of Norway made one of the last Christian visits to Greenland. He found that the Norse colonies were in ruinous condition. In the latter part of the fourteenth century the Orkneys, which had so long been under the sway of Norway, were ruled by Sir Henry Sinclair of Roslin, near Edinburgh, and his rule was recognized by the Norwegian king. Sinclair seems to have been curious about that other ancient Norwegian domain, Greenland. But the navigators he employed to sail thither were two Venetians, Nicolo and Antonio Zeno. They set out some time after 1380. Another rather curious North-South link!

It is to be remembered, however, that at all periods after the fourth century B.C. for which we have documentary evidence such links exist. I have mentioned the capture of Lisbon from the Moors, in 1147. At that siege English, French, Dutch, and German crusaders were present. There can never have been any long period in which trade failed between Britain and Ireland on the north and the Iberian peninsula on the south. (The trade treaty made by Britain and Portugal in 1294 has lasted to this day.) The Canaries and the Gold Coast were hardly put on the map before we hear of English and French

<sup>8</sup>*Prince Henry the Navigator* (New York, 1914), chap. v.

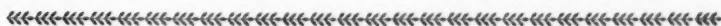
sailors in those waters. It is not just a wild accident then that Prince Henry the Navigator of Portugal is one-quarter English. Like Falstaff's friend, Prince Hal, he was a grandson of the much-married John of Gaunt.

The story of Prince Henry has often been told; I give it the merest mention, in order to make a single point. Looking back at it from today's perspective one feels that with the establishment of his school of mathematics, astronomy, and navigation at Cape Sagres, 1418, there is nothing to stop exploration to "the round earth's imagined corners"; and indeed it never did stop. As if to confirm this view by anticipation a Portuguese contemporary wrote: "Our discoveries of coasts and islands and mainland were not made without foresight and knowledge. For our sailors were well taught and furnished with instruments and rules of astrology and geometry—things which all mariners and mapmakers should know." Yet one remembers that the motto of this school and the inspiration of all its efforts were those lines of verse with which we began, by Seneca, who was neither astronomer nor mathematician.

Can any general conclusions be drawn from this long story? For example, does geographical knowledge and its progress depend on exact science? We have noticed a case where it lapsed when Greek science had gone under, but we cannot be too sure about cause and effect. On the other side we ought to remember that in the Greek period itself geographic knowledge of so close an area as the Caspian Sea became obscured while science was steadily advancing in many directions. Herodotus, though confused about some of its inflowing rivers, knew the Caspian as an inland sea. But after his time many of the Greeks regarded it as inlet of the northern ocean. Though Aristotle and Ptolemy knew the truth, the post-Herodotean error persisted into medieval times. In the fifth century B.C. certain Greeks knew, admittedly on hearsay evidence, more about headwaters of the Nile, and snow-clad mountains, in the heart of Africa than any other Europeans were to know until late in the nineteenth century. Again, are we to say that geographic knowledge expands and contracts with the expansion and contraction of economic affiliations? This also would appear to be too rash a generalization. For many centuries B.C., the Mediterranean world depended entirely on tin imported from Britain, for the making of bronze; but this economic tie did not increase geographical knowledge. What of widespread beliefs and popular attitudes which are not mainly nor consciously scientific? It has often been stated that a belief in the sphericity of the earth was a main factor in the discovery of America. But the sphericity of the

earth was commonly believed in ancient times; and whatever may be said of Columbus it would be extremely difficult to establish that the belief had anything to do with the discovery of Greenland. So many things have been adduced as a basis of an extending geographical knowledge; for example, over-population, racial bellicosity, religious zeal, the thirst for adventure, human curiosity—or a combination of these and other things. It would be foolish to deny that such matters have ever entered into a situation; but I have observed, in reading many books, that the more superficial a writer's acquaintance with the whole complexity, the more confident he can be about cause and effect. Not least, there is always accident to fall back upon—*accident*, conceived of almost as a positive force! For example one can read that the intractable Mongols "happen" to have a relenting mood towards the despised Europeans, allowing them access to the Far East, and "hence" Marco Polo, and a new dissemination of ideas. In the same way it is said that the Iberian peninsula is accidentally well placed as a basis for geographic discovery. If my remarks have clarified anything it is that the development in the Iberian peninsula was not a simple thing.





## "Modernism" in the Cambridge Platonists

H. L. STEWART, F.R.S.C.

THE group of Cambridge theologians in whose work originated the epithet "broad" as contrasted with "high" and with "low", was long neglected by Church historians, but after two centuries was recalled with respect and even admiration by writers so different as Tulloch, Henry Sidgwick, F. J. Powicke, E. T. Campagnac, W. R. Inge. There is indeed much of startling suggestiveness in the writings of the "latitude men," about some of whom their contemporary, Gilbert Burnet, said they had redeemed the character of English churchmanship in the period just after the Restoration. Ideas which many a reader of our time has assumed to be of far later origin will surprise him in the pages of Whichcote. For the heading of an article on some theological problem of the present a Modernist can often find a happy quotation in Culverwel, while mystics can now delight in passages exactly expressive of their mind from John Smith or Henry More. The revived and restated ethical intuitionism of G. E. Moore's *Principia Ethica* must recall characteristic paragraphs to anyone familiar with Cudworth.

Notable, however, and significant, are the differences which in hasty recognition of similarities one may overlook. In this article I shall dwell on some of them.

### I

The period of the Cambridge Platonists was one of great excitement in England about new scientific discoveries. One can see from such records as the diaries of Pepys and John Evelyn that even the current gossip was about high research, and some new instrument was the sensation of the hour. It was known that Charles II had his private laboratory at Whitehall, and according to report he was there dissecting bodies under expert anatomical supervision. Nor was the public interest only one of those unintelligent pursuits of a fad to which royal or aristocratic prestige has often given vogue. The time was indeed one of amazing intellectual progress. It saw the work of Boyle, known as the "father of chemistry." Botanical, zoological, and geological research, represented by Sloane, by Ray, and by Woodward



made very notable advance, and the Royal Society (which received its charter from Charles II in 1662 to co-ordinate such investigations) was hailed by poets such as Dryden and Cowley for its promise of a new era in human life. Perhaps the first definite consultation of scientific men of problems of government was seen when the Royal Society was asked for advice after the Great Plague and the Great Fire of London: the advice it gave, based on sound principles of architecture and drainage, was followed to the public benefit.

It has often been pointed out that, for some reason, the fine flowering of the Renaissance spirit in literature and art had no counterpart in the physical sciences, except for astronomy and in a minor degree anatomy, until the seventeenth century. There was the work of Copernicus, Tycho Brahe, Kepler, and that of the Belgian anatomist Vesalius. But consider what the following century brought: Harvey's discovery of the circulation of the blood; Galileo's telescope, with its result in the discovery of Jupiter's satellites and the rings of Saturn; the invention of the thermometer, the barometer, the air-pump, the compound microscope; Napier's logarithms; Descartes' analytical geometry; Leibnitz' Calculus; the truly epoch-making work of Newton. Harvey remarked about Bacon that he "wrote on science like a Lord Chancellor." But, says a recent critic, it was a great sign of improvement that a Lord Chancellor would write on science at all. It meant a stirring in scientific interest. The reflective, half a century later, turned back to think of the man who was supposed to have been initiator of the whole movement, and to whom his country had been ungrateful. Cowley compared Francis Bacon to Moses, who was permitted only a Pisgah view of the land to which he had led his countrymen, and who deserved remembrance after they had gone in to possess it. Here and there, indeed, a mocking voice was heard, such as that of Samuel Butler who satirized the prevailing optimism in the lines entitled *The Elephant in the Moon*. But on the whole the spirit of the period was radiant with undefined hope, and waiting to see what fresh discoveries any day might bring forth.

In contemporary philosophy one is confronted by the system of Hobbes, all the more plausible because it seemed to be applying in the sphere of mind and morals just the empirical and inductive method which had been so successful elsewhere. That system of materialist psychology, so shocking alike to survivors of the Royalist and to survivors of the Puritan religious tradition, was most entertaining at the court of the "Merry Monarch" to whom the subtle mockeries in *Leviathan* seemed to reflect just his own experience of life. How the pious remnant in Restoration England felt about all this may be seen

from the theory urged in Parliament that the Great Plague and the Great Fire of London might have been a judgment on the nation which had allowed the blasphemer, Thomas Hobbes, to reside and publish within its borders. But in general there was recoil from what was being called "the fanaticism of the past Age." John Locke was indeed intent on the composition of his *Essay Concerning Human Understanding*, whose argument about the cosmic system was still faithful to the providential verities. Bunyan was thinking out the devotional allegory of *Pilgrim's Progress*. John Milton was at work on *Paradise Lost*, undisturbed—as Macaulay said—"by the obscene tumult that raged around him." But it was at least arguable that the philosopher who described the human mind as at birth *tabula rasa*, with only sense experience as source of its subsequent knowledge, was on the way to the moral and religious scepticism of his older contemporary, whom he used to visit for the charm of piquant conversation. How the "intuitions" which Locke retained could survive the *débâcle* of "innate ideas" which he had discarded, was a question too subtle for the average mind. Bunyan had notoriously had to write in Bedford Gaol, and the indifference of publishers to the manuscript which Milton submitted was soon shown to have been a correct reflection of the public temper.

The Christian faith was thus, as so often both before and since, confronted by the march of science invalidating old dogmas, with the intellectually alert taking the hostile side, and the one defence appearing to lie in the stubbornness of an irrational piety. This was seen in the dawning Renaissance, in the halcyon days of eighteenth-century Deism, in the "national apostasy" lamented by John Keble, in the uproar fifty years later about biblical criticism and Darwinian evolution. At such a time there are commonly a few who keep their heads, refusing either to be stampeded into a denial of faith or to be scared into a denial of reason. Such men, in Restoration days, were a group in Cambridge, remote alike from Hobbism and from Puritanism. They had as little sympathy with the Puritan, requiring subservience of the intellect to a revelation supernaturally imposed, as with Hobbes, explaining away the human virtues in terms of a physiology at which he was a mere random guesser. These "Platonists," curiously associated (all except More) with a single Cambridge college, are memorable for the stand some of them made in the second half of the seventeenth century against acceptance of Hobbes as oracle of the scientific view of the world, just as another group would make a stand two centuries later against a claim no less plausible and no less absurd for the oracular primacy of Herbert Spencer. Those of them who

lived to fight Hobbism were but developing the argument of those who had passed away twenty years earlier.

They realized that, fundamentally, the argument of Hobbes was the same urged by many a Greek sophist who in Plato's time depicted moral distinctions as purely conventional, making apparent disinterestedness a mere crafty disguise for egoism and the State a device for the selfish designs of its promoters (to be superseded if a still craftier design should suggest itself). The argument, for example, of Thrasymachus in Plato's *Republic*, as vulnerable as before to Plato's reply! It may equally suggest the argument of Karl Marx in *Das Kapital*, urging the materialist interpretation of history, and the "class war" as the reality of which all movements are but appearance? The Cambridge Platonists had to fight, intellectually, on two fronts. To save ingenuous youth from the demoralizing influence of Thomas Hobbes, they would find some means other than that of establishing Calvin or re-establishing Duns Scotus in the Schools.

Cudworth's *Eternal and Immutable Morality* has often a ring of mathematics in its tone, as Kant's *Kritik* would have later, and Moore's *Principia Ethica* later still. Of mathematics, as Descartes mercilessly showed, Hobbes was in a state of childish ignorance, and the time when Cudworth wrote was a time when mathematics flourished in Cambridge. These Platonists have occasional reference to Descartes, but not to his mathematical achievements, nor do those of the group who lived to be contemporary with Leibnitz at the summit of his work show any knowledge of the mathematical advance in which he was to divide honours with Newton. Isaac Barrow, whose memorable self-effacement in retiring from the Lucasian Chair of Geometry made room for one whose superior talent he discerned, was then Master of Trinity and incessantly writing sermons few of which he ever preached, but no sign of mutual interest between him and Cudworth or More is to be found. Obvious, however, in the writings of the half-dozen men who are the subject of this article is sensitiveness to the claims of the "New Science" commended in *Novum Organum* by a great Cambridge man a generation before, with its trust in "reason" as against subservience of the medieval sort to Church authority or of the current revolutionary sort to an inerrant Bible. But Bacon's senseless railing (however apt the aphorisms in which it was expressed) against Aristotelian logic was simply disregarded by men living in the atmosphere of work by which this logic was being everywhere illustrated. Without any clear understanding of what either Cartesian analytical geometry or Newtonian calculus meant, they may well have caught the spirit of rigorous demonstration as

contrasted with the guessing of Hobbes about the play of human "passions."

## II

But were they of the type known now (since Pius X coined the word) either in commendation or in reproach as "Modernist"? Was their attitude to the Bible that of the "biblical critic"? Or to doctrines that of the genuine historian of dogma? Or to the ethnic faiths that of "Comparative Religion"? These are the questions of this article.

Biblical Criticism was unknown in the seventeenth century, and indeed until long after that century had closed. Pringle-Pattison's tribute to Spinoza as first in the field, with his *Tractatus Theologico-Politicus* (1670), implies an extraordinary extension of the meaning of the term. Spinoza reconciled the astronomy of Genesis with that of Copernicus by supposing a deliberately metaphorical or allegorical use of "miracle" for education of the simple-minded—like the use of myth commended in Plato's *Republic*, Book VI, for the same purpose. The biblical critic of our time, in search for the historical setting of Old Testament books, will not recognize a predecessor in one who thus invented a series of cunning Hebrew educators, myth-making century after century for instruction of a credulous reader. Cambridge Platonists were indeed in revolt against the crude literalism of those who treated the Bible as equally and completely authoritative in all its parts. But to our age the naïveté of their refutation is at least as conspicuous as the naïveté of the ideas they refuted. One thinks, for instance, of Whichcote's argument that Ehud, who appears in Judges carrying out a divine purpose, is not on that account to be taken as a pattern in method, and that we are by no means justified by the precedent of Israel borrowing with no intention of repayment—at least in the absence of the divine authority which may have been granted to Israel for thus treating the Egyptians as an exceptional case! In like manner we are warned against taking the injunction upon the Jews to "hate the Seven Nations" as licence for hatred of all foreigners, and against giving vent to our international hatred by use of the imprecatory passages in the Psalter. Who knows, asks Whichcote, whether special orders may have been given by the Most High for Jewish cursing of Edom and Amalek, though not for British cursing of French or Dutch? I suspect that the doings of Cromwell's Ironsides may have been in the preacher's mind, and the scriptural citations with which—as in the massacres at Drogheda and Wexford—they exultantly justified themselves. For example, their favourite maxim against "doing the work of the Lord negligently"!

No more than in Biblical Criticism did those Cambridge men anticipate those whom we now call the leaders in Comparative Religion, except as the Stoic philosophers of two millennia before may be said to have anticipated in this field, welcoming all "seekers after God," but with no discernment of specific values in the different faiths. "The pagan religion," wrote Cudworth (as if there was only one!) "though sufficiently faulty, was not altogether so nonsensical as the atheists represent it." What these Platonists had in mind was the religion of classical Greece and Rome: Whichcote regarded Mohammed and Islam in the spirit of Voltaire's play a century afterwards, as a deliberate impostor and a system concocted to mislead ignorant Arabs so that the "Prophet" might exploit them. Of Islam, as of Confucianism, of Brahmanism, of Buddhism, there is nothing to indicate that these Cambridge men had any real knowledge or saw any need to acquire knowledge. Cudworth's odd term "polyonomy," for the variation of names by which the one Great Mystery was designated, may well have been taken from the record of the speech by a Cynic missionary a millenium and a half earlier, on the statue of Zeus at Olympia.

Our age has become accustomed to find relief from perplexities of the Creed by reference to the history of those forms of expression natural to the fourth century in which the faith either (as Harnack contended) was adjusted to contemporary pagan thought or (as Sabatier insisted) was protected against contemporary pagan error. Certain local or temporal circumstances are thus held to explain, as of transient and amendable service, what we cannot otherwise understand. But we look in vain through the writings of the Cambridge Platonists for any such Modernist use of a History of Dogma. Familiar as they were with the peculiarities of neo-Platonism, or with the suggestiveness of that "Little Golden Book," as Luther called it, the *Theologia Germanica*, they found therein no light upon the Trinitarian controversies at Nicaea or upon the conflict in the Rhineland of the fourteenth century between mystic and schoolman. Historical theology (in the genuine sense of "historical" as known elsewhere) is a development not of the seventeenth or the eighteenth but of the late nineteenth century.

The tribute, belated but at length eagerly rendered, to the group of Cambridge Platonists remains justifiably high though subject to these limitations. In the spirit, though by no means discerning the true method, of Biblical Criticism, of Comparative Religion, of History of Dogma, they set an example not only to their contemporaries, but also to many a later generation which reproduced previous faults

without the previous excuse for them. By none more convincingly than by them were set forth the claims of reason, the right and indeed the duty of so conceiving revelation as to involve no outrage on the rationality which—no less than Church or Bible—was of divine origin. Their favourite text, "The spirit of man is the Candle of the Lord," was thus developed, illustrated, applied in aphorisms by Whichcote, in sermons of matchless beauty by John Smith, in argument long neglected but when revived no less cogent to our age than to theirs by Cudworth and Henry More. Once that principle has been adopted, once the monstrous claim for either an institution or a book to override and nullify the sincere use of the intellectual powers with which God endowed His creatures had been given up, the development of our later theological advance was but a question of time. In that sense, earliest with the inspiring idea for which successors would work out instruments and methods, the Cambridge Platonists deserve our admiration and gratitude. Biblical Criticism, Comparative Religion, History of Dogma were all present in germ, though—as a familiar phrase runs—"destined to ripen only in another soil and under other skies."

In one respect indeed, and in the judgment of the present writer the most important of all, they not merely began but carried forward, to a development which for generations later was tragically lost, the empire of reason. They insisted on the objective validity of reason in morals, on the discernment of contrast between moral "good" and "evil" as ultimate, irreducible to other terms, a "boniform sense" as Henry More called it, specific like the recognition of contrast between red and green for the normal eye or between high notes and low for the normal ear. To the Cambridge Platonists it was neither the capricious will of God nor a cunning calculation of prospects for egoistic advantage, but an axiom like the axioms of geometry that set value upon good faith, justice, mercy, and condemned greed, cruelty, lying. Objection may be taken to "boniform sense" as expressive of this, and the development a generation later of a "Moral Sense School" showed how perilous to what the Platonists had in mind was this apparent acceptance of moral values as expressive merely of "feeling." No doubt, as Rashdall pointed out (in his *Theory of Good and Evil* and in his monograph *Is Conscience an Emotion?*) they are judgments *about* feeling, but to reduce them to statements of mere personal preference is to destroy their objectivity. The record of ethical controversies, from the first formulation of this by the Platonic Socrates in the fifth century, B.C., to that by Henry Sidgwick in the nineteenth century, A.D., shows moral objectivity ever reasserting itself against device



after device thus to explain it away. What the Cambridge Platonists, herein reproducing Plato in the language of their own time, constantly reiterated was the *natural* as contrasted with an *artificial* quality in moral distinctions: what W. R. Sorley called "the eternal values." More's "boniform sense," though open to the objection I have mentioned, had the merit of insisting on the *immediate*, not *derived* character of a dictate of conscience, and as such was reproduced with splendid dialectic skill in our own age by G. E. Moore. Here is a passage from *Principia Ethica* which would have delighted Whichcote or Culverwel:

A definition states what are the parts which invariably compose a certain whole; and in this sense "good" has no definition, because it is simple and has no parts. It is one of those innumerable objects of thought which are incapable of definition because they are the ultimate terms by reference to which whatever *is* capable of definition must be defined. . . . There is therefore no intrinsic difficulty in the contention that "good" denotes a simple and indefinable quality.

When W. R. Inge defines religion as "belief in absolute values," he has in mind what he, like the Cambridge Platonists he has so warmly commended, learned from Plotinus. That in the values of conscience, in recognition of moral *necessity* as contrasted with prevailing taste or majority preference, lies the religious impulse of mankind, is a commonplace of recent apologetics. Apart from a purposive account of the universe, this is as hard to vindicate as Kant found it to vindicate mathematics with only Hume's associationist psychology. But those who two centuries later fought their way back, intellectually, to a truth which ingenious manipulators of "the Design Argument" had missed or hidden, should do honour to the little group of Cambridge men insisting on it in the second half of the seventeenth century amid storms of ridicule or abuse.





## Jung's Interpretation of Religion\*

JAMES S. THOMSON, F.R.S.C.

CARL GUSTAV JUNG is distinguished among contemporary psychologists by the essential place he gives to the interpretation of religion. While he has devoted only one of his shorter books precisely to the subject,<sup>1</sup> it is deeply involved in the whole range of his work. Indeed it would not be improper to designate Jung's teaching as a religious psychology in the sense that his entire approach to the problems of human existence is directed by spiritual ideas and values.

Jung professes to adopt the strictly empirical method in investigating the phenomena of religion, which he accepts as "incontestably one of the earliest and most universal activities of the human mind." Consequently he goes on to say, "it is self-evident that any kind of psychology which touches upon the psychological structure of human personality cannot avoid at least observing the fact that religion is not only a sociological or historical phenomenon, but also something of a considerable personal concern to a great number of individuals."<sup>2</sup> However, the scientific approach has its limitations: it may provide a method but it cannot furnish an interpretation. The categories of causality are inadequate for the understanding of human nature. "Causality is only one principle, and psychology essentially cannot be exhausted by causal methods only, because the mind lives by aims as well."<sup>3</sup> Jung maintains that what he calls the method of

\*The following works will be referred to, with abbreviations as shown: *AP*—C. G. Jung, *Collected Papers on Analytical Psychology* (London, 1917). *2 EAP*—C. G. Jung, *Two Essays on Analytical Psychology* (New York, 1928). *ECE*—C. G. Jung, *Essays on Contemporary Events* (London, 1947). *HPM*—Sigmund Freud, "The History of the Psychoanalytic Movement," in A. A. Brill, tr. and ed., *The Basic Writings* (New York, 1938). *IP*—C. G. Jung, *The Integration of the Personality* (London, 1940). *ISM*—C. G. Jung and C. Kerenyi, *Introduction to a Science of Mythology* (London, 1951). *MMSS*—C. G. Jung, *Modern Man in Search of a Soul* (London, 1936). *PE*—C. G. Jung, *Psychologie und Erziehung* (Zürich, 1946). *PR*—C. G. Jung, *Psychology and Religion* (New Haven, Conn., 1938). *PT*—C. G. Jung, *Psychological Types* (London, 1923). *PU*—C. G. Jung, *Psychology of the Unconscious* (New York, 1949). *SGF*—Richard Wilhelm and C. G. Jung, *The Secret of the Golden Flower* (London, 1931).

<sup>1</sup>*PR*.<sup>2</sup>*PR*, p. 1.<sup>3</sup>*AP*, p. xv.

reduction, whereby the phenomena of our mental life are regarded as mechanical effects produced by prior conditions, implies a failure to recognize the distinctive character of man. Biological naturalism is incapable of dealing with what for Jung is primary and never derivative in human life—the existence of the *psyche*. Here he indicates the line of fundamental cleavage between his own and other schools of psychology, notably those of Freud and Adler.<sup>4</sup> All that distinguishes the activities of man presupposes his psychical constitution: his interests, achievements, and difficulties; his heights of achievement and his depths of failure; art, literature, and religion; incidentally, also the very possibility of a science of psychology.<sup>5</sup> While psychological study must employ the empirical methods of science, its categories of interpretation are derived from the humanities.<sup>6</sup>

As a practising psychiatrist, Jung makes the consulting room his point of departure, and also of reference. His works are fully documented with clinical material. However, he emphasizes the need for the art of understanding, which is never a simple procedure of diagnosis in terms of aetiology: rather, it is necessary to regard the human being as an active and purposive person with a future as well as a past, "not only an established and unchangeable complex of psychological facts, but also an extremely changeable entity . . . . Analysis and reduction lead to causal truth; this by itself does not help living, but brings about resignation and hopelessness."<sup>7</sup> The individual must therefore be placed in the setting of humanity as a whole, because, as a matter of fact, the entire history and experience of mankind is actually alive within him in the unconscious depths of his psychical nature.<sup>8</sup> The understanding of these hidden but potent regions of life is to be derived mainly from the interpretation of religion, using this term in a rather wide sense to describe its historical and even pre-historical expressions in symbol, myth, and dogma.

Dr. Jung is admirably fitted to exhibit his own method. He is much more than a psychiatrist. His work displays a remarkable range of interest and erudition. He has a wide acquaintance with art, literature, philosophy, and comparative religion. Consequently, we are given not only a humanistic approach to psychology, but equally interesting, a psychological insight into the humanities. His interpretation of religion is a fascinating study of an inexhaustible subject and has interesting affinities with some contemporary ideas derived from more philosophical and theological sources; also it raises some ancient problems in modern form.

<sup>4</sup>*Ibid.*

<sup>5</sup>*MMSS*, p. 206.

<sup>6</sup>*PE*, p. 48.

<sup>7</sup>*AP*, p. xv.

<sup>8</sup>*MMSS*, p. 215.

For Jung, the existence of the *psyche* amounts to an axiom. So far from being an inference, the reality of the *psyche* is a postulate for any kind of assertion about existence<sup>9</sup>. Properly speaking, awareness of physical existence is derived from the immediate data of the psychical.<sup>10</sup> Consequently, no precise definition of the *psyche* is included in his extensive list of terms at the end of his book on *Psychological Types*.<sup>11</sup> It is simply a logical ultimate, a datum to be accepted. He is content to describe it as "the totality of all psychic processes,"<sup>12</sup> which is hardly more than resort to a tautology. However, the *psyche* is capable of analysis, and is best delineated in terms of its contents rather than by reference to any single essence. Despite Freud's criticism that Jung has so modified the method of psychoanalysis as to create a departure from its proper use,<sup>13</sup> the procedure is really basic in his investigations. The doctrine of the Unconscious is fully accepted. While he admits that "the use of dream-analysis is still a much debated question,"<sup>14</sup> he believes the method must be adopted in any attempt to reach the contents of the unconscious mind. "The dream," he says, "is specifically the utterance of the unconscious."<sup>15</sup>

Jung tells us that "as early as 1918, I noticed peculiar disturbances in the unconscious of my German patients which could not be ascribed to their personal psychology. Such non-personal phenomena always manifest themselves in dreams as mythological motifs which are also found in legends and fairy tales throughout the world. I have called these mythological motifs the archetypes: that is, typical *modi* in which these collective phenomena are experienced. There was a disturbance of the *collective* unconscious in every single German case."<sup>16</sup> These discoveries only confirmed what he had previously published in his collection of papers under the English title of *Analytical Psychology*.<sup>17</sup> There he had stated his doctrine of the "collective unconscious" which is super-personal. This "collective unconscious" is "the sediment of all the experience of the universe of all time, and is also an image of the universe that has been in process of formation for untold ages."<sup>18</sup> Even earlier<sup>19</sup> he had indicated that the clue to the understanding of this universal unconscious is to be found in ancient myths, which are mainly religious in significance, and in a recognition that the gods or powers continue to make their appearance as projections in the psychic experience of individuals today.<sup>20</sup>

There are three levels in the *psyche*. The *ego* or conscious self, of

<sup>9</sup>MMSS, p. 206.

<sup>12</sup>PT, p. 588.

<sup>15</sup>MMSS, p. 13.

<sup>18</sup>AP, p. 432.

<sup>10</sup>PR, p. 11.

<sup>13</sup>HPM, p. 977.

<sup>16</sup>ECE, p. x.

<sup>19</sup>PU.

<sup>11</sup>PT, chap. XI.

<sup>14</sup>MMSS, p. 1.

<sup>17</sup>AP.

<sup>20</sup>AP, p. 430.

which we are immediately aware as an accompaniment of waking life, apparently holds direct communication with our environment. But along with this, there is also our unconscious mentality, which is partly personal and partly impersonal or collective. The engagement of human existence is to live with and in our world, but also to live with ourselves. For we have both an outward and an inward life. This brings us to Jung's well-known doctrine of "Psychological Types,"<sup>21</sup> the introvert and the extrovert. He admits that the idea is not original with him, but is derived from a little book which he rescued from the obscurity which is the fate of so much similar pioneer effort—in this case, a slender volume of 126 pages published in 1896 by a London medical doctor, Furneaux Jordan.<sup>22</sup> However, Jung has elaborated this analysis of human personality types into something like a philosophy of conscious existence. The types are not fortuitous appearances. They represent all the varieties of expressive activity into which the twofold human engagement carries us. We all bear the introvert and the extrovert within us,<sup>23</sup> and their interplay arises from evolutionary history. In a sense they are opposed elements in our consciousness, but their activity in tension gives the distinctive character to human existence. If we were wholly extroverted, we could have no real consciousness; on the other hand, complete introversion would be a trance-like state, detached entirely from the external world. However, we have two worlds, the inner and outer, and we must live in and with both. The pre-human, the primitive, and the ancestral stages all survive in the contemporary individual unconscious. Nevertheless, we should not accept ourselves as condemned to a perpetual condition of psychic warfare, so that to maintain ourselves as civilized human beings, we must suppress the animal and the savage that continue in the depth of the *psyche*. Rather, out of apparent conflict there emerges a balance or mutuality of compensation, whereby the various factors in our psychical constitution—conscious and unconscious, rational and irrational, contemporary and ancestral—work together in a harmonization of opposites. "So far as our present experience goes, we can posit the statement that the unconscious processes maintain a compensatory relation to consciousness. I purposely use the word 'compensatory' rather than 'contrasting,' because the conscious and the unconscious are not necessarily opposed to one another. It is true to say that by their reciprocal functioning they constitute a totality, the self."<sup>24</sup>

<sup>21</sup>See *PT*.

<sup>22</sup>*PT*, especially chap. x.

<sup>23</sup>*PT*, chap. iv.

<sup>24</sup>*2 EAP*, p. 188.

Self-conscious existence appears to indicate the attainment of individuality as the psychological destiny of man, but this involves the art of fusing elements that are partly universal and partly personal into one unique human personality. Fundamentally, this achievement is what Jung means by religion, which is really a way of self-management whereby our heritage becomes spiritually alive and potent by participation in what cannot be described as other than a cosmic consciousness. The evidence advanced by Jung for his bold and somewhat speculative views is scattered throughout his voluminous writings. The clearest and most sustained exposition is to be found in his book published under the English title of *The Integration of Personality*. In two successive chapters (III and IV), constituting half the entire work, he sets out his parallel approaches to the subject—the first derived from the study of comparative religion, the second from the analysis of dreams; the former supplies data for study of the collective unconscious, the latter for the personal unconscious. Jung alleges that in both these regions of human experience he has discovered repetitive patterns which exhibit such marked resemblances that their recurrence cannot be regarded as fortuitous. This identity not only obtains within the two spheres, so that we find the same myths, fables, and beliefs, reappearing at widely diverse points of time and condition and the same type of dreams recorded for different individuals, but there is a marked connection between the social realm of myth and the personal realm of dream. Thus, he is led to the conviction that there must be a fundamental relation between the two which, in turn, provides a clue to the functioning of the human psyche. Jung believes the link indicates the way whereby the universal experience of the collective unconscious individuates itself in all the variety of personal life.<sup>25</sup>

Jung remarks on "the really amazing phenomenon that certain legends and themes repeat themselves the world over in identical forms."<sup>26</sup> It indicates some universal, primordial consciousness that is transmitted by actual heredity to the whole race. He designates the recurring patterns of myths, fables, and images as "archetypes." The term is derived from the writings of St. Augustine, who, in turn, probably took it over from neo-Platonism. The great Church Father certainly had a similar doctrine in relation to memory, which for him bears many resemblances to the modern Unconscious, and, indeed, may almost be regarded as an anticipation. According to St. Augustine, *mea memoria* is *aula ingens*.<sup>27</sup> *Magna ista vis est memoria, magna*

<sup>25</sup>IP, p. 96.<sup>26</sup>2 EAP, p. 67.<sup>27</sup>S. Aureli Augustini *Confess.* X. 8. 14. 18.

*nimis, deus, penetrare amplum et infinitum. Quis ad fundum pervenit? et vis est haec animi mei atque ad meam naturam pertinet, nec ego capio totum quod sum.*<sup>28</sup> Plotinus had a similar view,<sup>29</sup> pointing to Plato's well-known doctrine of ἀνάμνησις (Reminiscence),<sup>30</sup> and still further back to Pythagorean teaching. Irenaeus, the Church Father, had a similar teaching in his doctrine of ἀνακεφαλαίωσις (Recapitulation),<sup>31</sup> which in turn reappears in John Donne's remarkable poem, *The Progress of the Soule*. Shakespeare, too, expresses the same view:

There is a history in all men's lives,  
Figuring the nature of times deceas'd;  
The which observ'd, a man may prophesy,  
With a near aim, of the main chance of things  
As yet not come to life, which in their seeds  
And weak beginnings lie intreasur'd.  
Such things become the hatch and brood of time;<sup>32</sup>

The archetypes are essentially religious in their significance.<sup>33</sup> They are tales of the gods and are concerned with the way in which the primitive imagination has represented the meaning of existence not by abstract ideas or rational concepts, but in ancestral folk-lore, rituals, and symbolic acts. These are not self-conscious creations; they are rather spontaneous growths emerging out of the social soil. According to Jung, they are expressive of the way whereby men have lived with themselves, with their fellowmen, and above all with the ongoing stream of corporate life into which they have entered and which enters into them. They are the dream-world of the race. Thus, along with C. Keranyi, the Hungarian philologist and mythologist,<sup>34</sup> he has collaborated to give us what is entitled *An Introduction to the Science of Mythology*.<sup>35</sup> In this work Malinowski is quoted with approval as maintaining that the myth is not to be regarded as primitive science or philosophy. It is not a naïve attempt to explain the world. The myth is real; it is living experience. It is the symbolic expression of an essential rapport with the nature of things. Jung resorts frequently to Levy-Bruhl's description of this activity in primitive mentality as *participation mystique*.<sup>36</sup>

<sup>28</sup>*Ibid.* X. 8. 15. 10.

<sup>29</sup>Plotinus *Enn.* IV. 4. 7.

<sup>30</sup>Plato *Meno*. 81, *et seqq.*

<sup>31</sup>Irenaeus *Adversus Haer.* III. 18.1.

<sup>32</sup>*King Henry the Fourth*, Part II, Act II, scene iv, ll. 80-6.

<sup>33</sup>*PT*, p. 271.

<sup>34</sup>Jolande Jacobi, *The Psychology of Jung* (London, 1942), p. 176.

<sup>35</sup>*ISM*.

<sup>36</sup>*PT*, pp. 106, 165, etc.



The archetypes are the language of religion. They are projections into concrete imaginative forms of the powers that are regarded as in control of life, not as rational ideas of the mind, but rather as images that create themselves in the psychic depths of the soul to become symbols of the faith by which men live in the stress of existence.

The re-emergence of the archetypes or mandala in dreams confirms Jung in his view that the language of ancient mythology is never dead. It survives in the unconscious articulations of modern man. "The evolutionary stages through which the human psyche has passed are more clearly discernible in the dream than in consciousness. The dream speaks in images, and gives expression to instincts that are derived from the most primitive levels of nature."<sup>37</sup> Thus, the study of mythology is a practical method of gaining insight into fundamental psychological processes. Deeper still, the connection between myth and dream indicates a fundamental necessity of human life, represented by the continuous history of imaginative expression in art, literature, and supremely, in religion. Jung protests against the accusation that he turns the study of the primitive into a cult<sup>38</sup> and has little difficulty in showing that the maintenance of spiritual sanity through devotion to divine images and participation in religious rituals is not a phase of human life to be superseded in more civilized conditions. Rather the imaginative expressions become more refined, more laden with intellectual meaning in the elaboration of dogma, more suffused with spiritual feeling as in the experiences of the mystics, or more magnificently elaborated in the creations of poets and artists. The unconscious travels with us, but it is not to be regarded as a "demonic monster,"<sup>39</sup> an irrational handicap to be repressed or superseded. "Dealing with the unconscious has become a question of life for us. It is a matter of spiritual being or non-being."<sup>40</sup> The unconscious is the germinating bed out of which are projected those symbols of the supra-rational by which life finds significance and security. It is there that the Divine takes hold of us and finds imaginative symbols for its expression.

JOAN: I hear voices telling me what to do. They come from God to us.

ROBERT: They come from your imagination.

JOAN: Of course. That is how the messages of God come to us.<sup>41</sup>

According to Jung the fundamental needs of our nature which have always found satisfaction in the symbols of religion do not bear

<sup>37</sup>MMSS, p. 30.

<sup>38</sup>MMSS, p. 19.

<sup>39</sup>MMSS, p. 19.

<sup>40</sup>IP, p. 72.

<sup>41</sup>Bernard Shaw, *Saint Joan*, scene i.

neglect. They refuse to be bowed out of the human scene. If we refuse to regard them seriously not only by recognizing their reality but also by cultivating their power, they take a most terrible revenge. The whole spectacle of contemporary life is an extended commentary on this theme. Jung lives nearer to the European scene and in his *Essays on Contemporary Events*<sup>42</sup> he deals with modern Germany as a problem in psychiatry. He regards the appearance of totalitarianism as a spectacular confirmation of his general thesis about the recrudescence of demonism as the inevitable outcome of spiritual neglect or indifference. "We, indeed, think we can flatter ourselves at having already reached such heights of clarity because such phantoms of gods seem to have been left far behind. But these things we have outgrown are only word-ghosts, not the psychic facts which were responsible for the birth of the gods. We are just as much possessed by our autonomous psychic contents as if they were gods. Today they are called phobias, compulsions, etc., or briefly neurotic symptoms. The gods have become diseases."<sup>43</sup> The *furor Teutonicus* is Wotan redivivus.<sup>44</sup> The unconscious projects its ancestral content into the vacant and untenanted spaces of our consciousness. This is the explanation of the psychotic complex—the domination of the personality by some irrational fixation, also of the mass-possession of social groups that may extend to a whole nation or even group of nations by some paranoid belief.

Jung accepts the late Professor Rudolf Otto's well-known description of religion as a distinctive form of human experience—the numinous.<sup>45</sup> The numinous is a feeling of awe with which the creature confronts his creator; it is a feeling of overpowering majesty, at once transcendent and fascinating. It is the sense of "das Heilige," the Divine, the numinous.<sup>46</sup> There must be a place kept for this in life or else we lose an entire dimension of our nature. It is precisely the failure to cultivate this element in modern life that creates our gravest problems and afflicts our civilization with its moral and spiritual *malaise*. We have succumbed to what William James called the "sentiment of rationality."<sup>47</sup> We have starved our souls and have come to regard religious faith with the smug contempt of emancipated minds. Jung refers to the "iconoclasm of the reformation"<sup>48</sup> as the beginning of a process that has continued until modern man, having lost all faith in God, has now made a god of himself. "If we want to

<sup>42</sup>ECE.<sup>43</sup>SGF, p. 111.<sup>44</sup>ECE, p. 1 *et seqq.*<sup>45</sup>PR, p. 4.<sup>46</sup>Rudolph Otto, *Das Heilige* (Breslau, 1917).<sup>47</sup>William James, *The Will to Believe* (New York, 1915), pp. 63-110.<sup>48</sup>IP, p. 60.

know what is going to happen in a case where the idea of god is no longer projected as an autonomous entity, this is the answer of man's unconscious mind: The unconscious produces a new idea of man in *loco dei*, of man deified or divine, imprisoned, concealed, projected, usually dehumanized and expressed by abstract symbolism."<sup>49</sup> The Roman Catholic has the advantage of belief in an authoritative institution with a ministry of confession and sacrament, and a body of accepted dogma.<sup>50</sup> However, Jung, who himself belongs to the Protestant tradition, is not convinced that the Roman Church is adequate to deal with the contemporary problems of mankind.<sup>51</sup> The disease of authority is authoritarianism, and it can be just as fatal to the religious life as an over-emphasis of individualism in Protestantism.<sup>52</sup> The task of modern man is first of all to recognize himself in his spiritual nature, and to accept the fact that he is heir to a long heritage of religious faith and worship. However, he cannot live upon the past, although the past lives with him. Ancient symbols cannot be revived, but he must dispose his life so that new and more adequate images of the Divine will take root in his unconscious and so find fresh forms for their expression.

We require not only a present-day personal consciousness, but also a supra-personal consciousness which is open to a sense of historical continuity. However far-fetched it may sound, experience shows that many neuroses are caused by the fact that people blind themselves to their own religious promptings because of a childish passion for rational enlightenment. The psychologist of today ought to realize once for all that we are no longer dealing with questions of dogma and creed. A religious attitude is an element in psychic life whose importance can hardly be stated. And it is precisely for the religious outlook that a sense of historical continuity is indispensable.<sup>53</sup>

Religion thus presents man at once with his problems and with the possibility of their solution. The problems arise because "we carry our past with us, to wit, the primitive and inferior man with his desires and emotions, and it is only by a considerable effort that we can detach ourselves from this burden."<sup>54</sup> Thus religion is essentially a way of interior reconciliation with our heritage through a present living faith. According to Jung this will come to us not through self-conscious effort after self-sufficiency but through an experience of the Divine in a sense of vocation. "Only the man who is able *consciously* to affirm the power of vocation confronting him from within becomes a personality. . . . Here the problem seems to extend into

<sup>49</sup>PR, p. 106.<sup>52</sup>PR, p. 23.<sup>50</sup>PR, p. 6.<sup>53</sup>MMSS, p. 77.<sup>51</sup>ECE, p. 13.<sup>54</sup>PR, p. 93.

an extrahuman realm, and this, from the beginning has been covered by some one of the names of God."<sup>55</sup>

Jung and Freud both recognize that the dividing line between their schools of thought centres on the question of religion. Both psychologists accept its importance, but, whereas, for Jung, religion is permanently involved in the essential nature of man, for Freud, it belongs to a primitive and transient phase of our mental development to be superseded by attitudes that are more mature. Jung has devoted an entire chapter of his book entitled *Modern Man in Search of a Soul*<sup>56</sup> to a clarification of his position as against that of Freud, whereas the latter makes a more cursory reference to the subject in the closing passages of his *History of the Psychoanalytic Movement*.<sup>57</sup> He is quite as appreciative as Jung of the valuable material available in myth and folk-lore not only for the study of primitive man's mentality, but also for a recognition of the extent to which it survives in modern man.<sup>58</sup> Religion furnishes an excellent example. According to Freud, religious belief is attachment to an illusion, which is not the same as saying it is false in the sense that it is therefore an *error*. Nor is it to be regarded as a delusion. The falsehood of error and delusion is scientifically demonstrable by an experimental appeal to facts. An illusion cannot be similarly refuted, but neither can it be verified. The object of an illusory belief may be true, but its reality cannot be proved. On the other hand, the actual belief can be explained. "It is characteristic of the illusion that it is derived from men's wishes." Freud believes that it is precisely through wishful thinking that men have come to believe in God and consequently it is to be regarded as the acceptance of an illusion. "If after this survey we turn again to religious doctrines, we may reiterate that they are all illusions; they do not admit of proof and no one can be compelled to consider them as true or to believe in them. Of the reality value of most of them we cannot judge; just as they cannot be proved, neither can they be refuted."<sup>59</sup> According to Freud, we must regard such beliefs as pre-scientific. Men would like to believe in the existence of God. "We say to ourselves: it would indeed be very nice if there were a God, who was both creator of the world and a benevolent providence, if there were a moral world order and a future life but at the same time it is very odd that this is all just as we would wish it ourselves."<sup>60</sup>

<sup>55</sup>IP, pp. 296, 299.

<sup>56</sup>MMSS, chap. vi.

<sup>57</sup>HPM, chap. III *passim*.

<sup>58</sup>Sigmund Freud, *Totem and Taboo* (Modern Library ed.).

<sup>59</sup>Sigmund Freud, *The Future of an Illusion* (London, 1928).

<sup>60</sup>*Ibid.*, p. 58.

Jung's retort is that Freud is incapable of understanding religious experience.<sup>61</sup> However, it may be doubted whether the two psychologists are as far apart as they think. Both are agreed that religion is a general descriptive name given to an identifiable psychological process, which has its origin in the unconscious mind. We must surely support Jung when he maintains that from the purely psychological point of view, it is impossible to regard religion as an illusion.<sup>62</sup> It actually exists as a form of human experience, and even an illusion is a psychological reality. But, of course that is not what Freud means. His contention is that religious belief is an illusion in the sense that the object to which it is directed cannot be demonstrated as existing. Jung is fully aware of this position and accepts the challenge. He is not concerned with the trans-subjective existence of God. "It would be a regrettable mistake if anybody should understand my observations to be a kind of proof of the existence of God. They prove only the existence of an archetypal image of the Deity, which to my mind is the most we can assert psychologically about God."<sup>63</sup> But, as a matter of fact, he does go further. He believes that he has got rid of the ontological question concerning the existence of God by identifying the Divine with a psychological process. This he regards as an important advance.

The discovery and circumstantial formulation of the relativity of God to man and his soul is, in my view, one of the most important steps on the way to a psychological understanding of the religious phenomenon; it is the dawning possibility of a liberation of the religious function from the stifling limitation of intellectual criticism, though this criticism has, of course, an equal right to existence . . . . To my mind the *relativity of God* denotes a point of view which ceases to regard God as an "absolute," i.e. removed from the human subject and existing outside all human conditions, but as, in a certain sense, dependent upon the human subject; it also involves the existence of a reciprocal and indispensable relation between man and God, whereby man is not merely regarded as a function of God, but God also becomes a psychological function of man.<sup>64</sup>

Martin Buber, the contemporary philosopher, raises the question which, despite Jung's disclaimer, surely cannot be set aside. Is this what religion means by belief in God? "For if religion is a relation to psychic events of one's own soul, then it is implied by this that it is not a relation to a Being or Reality which no matter how fully it

<sup>61</sup> *MMSS*, p. 135.

<sup>62</sup> *PR*, p. 73.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>64</sup> *PT*, p. 300.

may from time to time descend to the human soul, always remains transcendent to it. More precisely, it is not the relation of an I to a Thou."<sup>65</sup> Jung frequently maintains that his support comes from the experience of the mystics both of the East and the West who speak of the identity of the soul with God in a spiritual unity.<sup>66</sup> However, Martin Buber has little difficulty in showing that the very condition of the realization of mystical unity is a prior belief in the transcendent reality of the Divine. In any case, it is generally accepted that mystical religion deals with the highest attainment of spiritual experience which is reached by the few rather than the many, and only by them as the fruit of the most ardent faith.<sup>67</sup> It may be questioned whether this is the phase of religion that is likely to accomplish the recovery of spiritual conviction, of which Jung believes the modern world to stand so sorely in need. On the contrary, it is not unlikely to lead to a reinforcement of scepticism. If the reality of God is to be found in psychological processes, it is difficult to avoid the conclusion that Jung may have arrived at the final, if most subtle fulfilment of his own doctrine that when men lose the reality of God, they deify themselves.

Jung repudiates the accusation of "psychologism" and dismisses it in rather rude terms as the criticism of "a fool who thinks he has his soul in his pocket."<sup>68</sup> However, the substitution of psychology for metaphysics as a test of reality can hardly be accepted. Religion and truth cannot readily be divorced and if the reality of God is interpreted as essentially a psychological process, then, clearly we have abandoned all possibility of discrimination between beliefs, and the crudest superstition has the same validity as the most refined faith. How shall we exorcise the demons that afflict the modern mind if we reject the category of the transcendent and confine ourselves to that of the immanent?

At the same time, we may accept L. W. Grensted's judgment that "it is probably true to say that the most important developments of the psychology of religion in the last twenty years have been due to Jung"<sup>69</sup> although we find it impossible to accept the same writer's view that the common criticisms of Jung's position concerning the objective reality of God are due to a "misunderstanding."<sup>70</sup> Within

<sup>65</sup>Martin Buber, *Eclipse of God* (New York, 1952), pp. 105, 106.

<sup>66</sup>PT, p. 368 and SGF, *passim*.

<sup>67</sup>Buber, *Eclipse of God*, p. 112.

<sup>68</sup>SGF, pp. 129, 130.

<sup>69</sup>L. W. Grensted, *The Psychology of Religion* (Oxford, 1952), p. 61.

<sup>70</sup>*Ibid.*, p. 5.



the strict limits of psychology (and it is important to keep such limits clearly before us) Jung has undoubtedly furnished us with an interpretation of religion that has much affinity with contemporary theology. It is recognized by such thinkers as Berdyaev, Brunner, and Tillich, who belong to the existentialist school, that myth cannot be summarily dismissed as mere primitivism, much less as error: rather that the profoundest meanings of life and existence have always been grasped in imaginative forms. To set myth over against logical demonstration or historical fact is a false antithesis. Consequently in the great myths of history there has been a revelation of the nature of the transcendent reality, which must be admitted to the status of knowledge alongside those manifestations of the empirical world, which are the discoveries of science. Jung has also drawn attention to the compulsive character of these transcendent realities in the unconscious mind, not only of the individual, but of the race. However, as Professor Rudolf Bultmann has pointed out, the mythological is not a category of thought that is easily grasped by the modern scientific mind; indeed he believes the problem of transfer is virtually impossible.<sup>71</sup> This is an obvious problem propounded not only by the history of thought, but also by Jung's interpretation of religion.

<sup>71</sup>R. Bultmann, *Neues Testament und Mythologie*; see also article by the same author in the *Listener*, XLIX, no. 1249, p. 217.